



*Institut National de la Statistique
Ministère des Finances*



REPUBLIQUE DU NIGER
FRATERNITE – TRAVAIL - PROGRES



*Système d'Alerte Précoce et de
Prévention des Catastrophes
Cabinet du Premier Ministre*

ENQUETE CONJOINTE SUR LA VULNERABILITE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES AU NIGER (Novembre 2013)

Avec l'appui de :



TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX

LISTE DES GRAPHIQUES

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Au Niger, les productions agropastorales sont fortement dépendantes de la variabilité spatio-temporelle des précipitations.

Le pays est fréquemment confronté à des crises alimentaires et pastorales suite à des sécheresses, des attaques des ennemis de cultures et des niveaux élevés des prix des principales céréales consommées (mil, sorgho, maïs et riz). Ces différents chocs récurrents fragilisent la résilience des ménages.

La campagne agropastorale de l'hivernage 2013 s'est soldée par un déficit aussi bien sur le plan agricole que pastoral. En effet, selon les estimations du Ministère en charge de l'Agriculture, le bilan céréalier prévisionnel 2013/2014 est déficitaire de 343.566 tonnes. En outre, selon le Ministère de l'Elevage, le bilan fourrager dégage un déficit théorique de 6.708.832 tonnes de matière sèche, soit 30% des besoins des Unités de Bétail Tropical (UBT) séjournant sur le territoire national pendant 9 mois.

Les pluies diluviennes et le débordement de certains cours d'eau, au cours de l'hivernage 2013, ont engendré des inondations qui ont occasionné des dégâts sur les moyens d'existences des populations.

Les travaux des rencontres techniques annuelles du Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises alimentaires (DNPGCCA), tenues en novembre 2013 à Maradi, ont identifié à l'intérieur des différents départements et communes du pays, 232 zones vulnérables regroupant 4.648 villages, tributs et campements avec une population estimée à 4.294.986 habitants.

La situation nutritionnelle demeure également tendue à cause de la persistance des facteurs sous-jacents tels que l'utilisation des services de santé, l'accès à l'eau potable et l'hygiène/l'assainissement. Le taux de malnutrition aigüe globale (MAG) s'élève à 13,3% selon les résultats de l'enquête nutrition des enfants de 0 à 59 mois réalisée par l'INS en 2013. Selon les normes de l'OMS, ce taux est au-dessus du seuil critique de 10% mais se situe tout de même en dessous du seuil d'urgence de 15%.

Les crises sociopolitiques en cours au Nigeria et en Libye, continuent d'occasionner des déplacements des populations en direction du Niger. A ces crises, il faut ajouter le cas des réfugiés et retournés du Mali. Cette situation a pour conséquence une pression supplémentaire sur les stocks alimentaires des ménages et une perte sur le plan socio-économique.

C'est dans ce contexte que le Gouvernement du Niger et ses partenaires notamment l'Union Européenne, le Programme Alimentaire Mondial (PAM), la Coopération Espagnole, la Coopération Allemande (GIZ), l'UNICEF, le CILSS (AGRHYMET), la FAO, et le FEWS NET ont mené conjointement, du 24 octobre au 5 novembre 2013, une enquête nationale auprès des ménages pour mieux apprécier la situation de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des populations.

Les résultats de cette enquête permettront au dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires (DNPGCCA) de procéder à la

mise à jour du plan national de soutien aux populations vulnérables au titre de l'année 2014.

II. OBJECTIFS, METHODOLOGIE ET LIMITES DE L'ENQUETE

2.1. OBJECTIFS

2.1.1 Objectif général

L'objectif principal de cette enquête est d'évaluer, de caractériser la vulnérabilité alimentaire des ménages aussi bien en milieu urbain que rural et de dégager les perspectives alimentaires pour les prochains mois pour l'ensemble du pays.

Elle vise surtout à mieux asseoir le diagnostic par la connaissance des causes et les mécanismes liés à la vulnérabilité, ainsi que les effectifs et les caractéristiques essentielles des personnes vulnérables

2.1.2 Objectifs spécifiques

Les résultats de cette enquête doivent permettre de:

1. Compléter et mettre à jour des indicateurs de vulnérabilité établis au cours de l'enquête de 2011 afin de mieux affiner le ciblage et améliorer l'efficacité des actions prévues dans le plan de soutien 2014 ;
2. Générer des profils d'insécurité alimentaire, indiquant le degré de sévérité, les caractéristiques et le nombre de personnes touchées par catégories ;
3. Fournir aux services nationaux notamment le SAP/PC, les éléments d'analyse issus des résultats de cette enquête en vue de contribuer à déterminer le profil de vulnérabilité ;
4. Participer aux réflexions nationales et sous régionales sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages;
5. Apprécier les effets des interventions sur la résilience des populations bénéficiaires;

2.2. RESULTATS ATTENDUS

Les principaux résultats attendus de cette enquête sont :

- i. La situation de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages en milieux urbain et rural est évaluée ;
- ii. des profils d'insécurité alimentaire, indiquant le degré de sévérité, les caractéristiques et les chiffres par catégories sont générés ;
- iii. Des critères pour améliorer le ciblage dans la mise en œuvre des actions d'atténuation du DNPGCCA (Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires) sont identifiés;
- iv. Les régions, les chefs-lieux de région, départements vulnérables sont identifiés et leur niveau de vulnérabilité établi ;
- v. Des recommandations pour un meilleur suivi de la vulnérabilité alimentaire des ménages en milieux urbain et rural sont formulées ;

2.3. METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

2.3.1 Définition des concepts utilisés

Il s'agit de la définition des principaux concepts utilisés dans le cadre de cette enquête.

Sécurité alimentaire

Situation où toutes les personnes ont à tout moment un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie active et saine. (FAO, Sommet mondial de l'alimentation, 1996).

Il convient, toutefois, de relever que le concept de sécurité alimentaire est loin d'être unique et universel. Il a fortement évolué depuis son apparition dans les années 70. Plus de trente définitions ont pu être repérées entre 1975 et 1991 (MAXWELL et FRANKENBERGER, 1995), ce qui montre la diversité des approches. Il a évolué de considérations très économiques et quantitatives vers des considérations plus humanistes et plus qualitatives. Cependant, au cours de ces dernières années, la plupart des définitions ont convergé vers un certain nombre de mots-clés: satisfaction, accès, risque, durabilité.

Ainsi, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), la sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine (Sommet Mondial de l'alimentation, FAO, Rome, novembre 1996). Deux types de constats peuvent être tirés à partir cette définition. D'une part, la sécurité alimentaire des ménages correspond à l'application du concept au niveau des individus. D'autre part, cette définition contient trois concepts distincts mais reliés entre eux et qui sont chacun essentiels pour atteindre un état de sécurité alimentaire : la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation.

Disponibilité

En tout temps et à tout moment, c'est à dire tout au long de l'année et quel que soit le contexte, la population dispose suffisamment de nourriture. La nourriture doit être disponible pour toutes les personnes. En effet, la population est en sécurité alimentaire si tous les membres qui la composent sont en sécurité alimentaire. La disponibilité concerne le court terme; elle peut être limitée par l'insécurité dans la zone, l'enclavement du village et le prix des denrées alimentaires. La disponibilité est nécessaire pour permettre l'accès aux denrées alimentaires mais elle n'est pas suffisante. A titre d'exemple, une région peut disposer de stocks alimentaires mais un village de cette région peut être marqué par une insécurité alimentaire en période de soudure du fait de son isolement. Dans un autre cas, même si le marché du village est bien approvisionné, une famille peut se trouver en insécurité alimentaire si les prix du marché sont trop élevés par rapport à son pouvoir d'achat.

Accessibilité:

La condition nécessaire, mais non suffisante, à la sécurité alimentaire est la disponibilité physique de la nourriture. Il s'agit de l'accès aux denrées alimentaires par tous les groupes de populations. Pour SEN « la vraie question n'est pas la disponibilité totale de nourriture mais son accès par les individus et les familles. Si une personne manque des moyens pour acquérir la nourriture, la présence de nourriture sur les marchés n'est pas d'une grande consolation ».

L'accessibilité des populations aux ressources alimentaires fait référence au moyen terme. Il s'agit le plus souvent d'une combinaison entre production, échanges et mécanismes sociaux. En zone rurale, les populations vont s'appuyer principalement sur leur production complétée par des échanges de denrées alimentaires sur le marché. En milieu urbain, les denrées alimentaires nécessaires aux populations viennent principalement du marché. Dans ce cas, des mécanismes sociaux (entraide, soutien familial, aide alimentaire, crédits) vont intervenir pour préserver l'accès aux disponibilités et la sécurité alimentaire des populations. Celle-ci doit être présente en quantité suffisante dans une zone donnée. Cette zone doit être d'accès facile à la population.

Utilisation

Les habitants doivent disposer en qualité et en quantité de la nourriture dont ils ont besoin pour pouvoir mener une vie saine et active. La consommation alimentaire doit être équilibrée en éléments nutritifs et vitaminés. Les personnes doivent donc être dans un état général satisfaisant pour assimilation correcte de la nourriture. Cela implique également un environnement sanitaire favorable (eau et assainissement). En effet, il est couramment admis que le manque de nourriture n'est pas toujours l'unique facteur conduisant à la malnutrition. L'environnement médical et sanitaire sont d'autres facteurs possibles.

Le concept de sécurité alimentaire englobe les aspects alimentaires, médicaux, nutritionnels, d'eau et d'assainissement

Insécurité alimentaire

La définition de l'insécurité alimentaire découle du concept de sécurité alimentaire. En effet, l'insécurité alimentaire existe lorsque les personnes n'ont pas accès à une quantité suffisante d'aliments sains et nutritifs et ne consomment donc pas les aliments dont elles ont besoin pour se développer normalement et mener une vie active et saine. Cette situation peut être due à la pénurie d'aliments, à un pouvoir d'achat insuffisant ou à une répartition ou utilisation inadaptées des aliments au niveau des ménages.

L'insécurité alimentaire, de mauvaises conditions de santé et d'hygiène et des pratiques de soins inappropriées sont les principales causes de la sous-alimentation.

Vulnérabilité alimentaire

C'est l'ensemble des facteurs qui font que les personnes risquent de connaître l'insécurité alimentaire, y compris ceux qui affectent leur capacité à affronter les difficultés qu'elles rencontrent.

La vulnérabilité d'une population peut être estimée par l'analyse des mécanismes d'adaptation et de réaction mis en œuvre en réponse à une situation difficile. Lorsque les mécanismes ne sont pas efficaces, le foyer entre dans une situation de vulnérabilité chronique.

Comme l'a souligné l'économiste AMARTYA SEN dans son livre sur la famine en Inde, « l'insécurité alimentaire et la famine peuvent côtoyer des marchés bien approvisionnés¹ ». De ce fait, les bilans céréaliers seuls ne sauraient traduire un état de sécurité alimentaire au niveau des ménages.

Ménage

2.3.2 Echantillonnage

Couverture géographique

L'enquête nationale sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages au Niger a été réalisée en octobre-novembre 2013 et a concerné l'ensemble du territoire national (urbain et rural). Le volet rural a concerné des centres urbains secondaires (chefs-lieux des départements) et l'ensemble du milieu rural du pays. Il est donc représentatif au niveau départemental (chaque département constituant un domaine d'étude), régional et national. Quant à l'échantillon urbain, il a concerné les huit (8) chefs lieu des régions (communes urbaines et villes), chaque chef-lieu de région constituant ainsi un domaine d'étude.

Taille de l'échantillon

La détermination de l'échantillon de l'enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain était basée sur un certain nombre de variables permettant de suivre l'évolution des aspects fondamentaux de la sécurité alimentaire que sont la disponibilité (production, achat, stocks, marchés), l'accessibilité (revenu et dépenses des ménages), l'état de vulnérabilité sévère des ménages et l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq (5) ans obtenus à partir de l'enquête vulnérabilité 2011.

La base de sondage pour la détermination de l'échantillon est issue de la liste des Zones de Dénombrement (ZD) du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGP/H) de 2001. En effet dans le cadre du 3^{ème} RGP-H, le pays a été « subdivisé » en 8007 zones appelées zones de dénombrement (ZD) qui sont en fait des localités, des fractions de localités ou plusieurs localités. Chaque ZD (appelée aussi grappe) comprend les informations suivantes : région, département, canton et code d'identification, nombre de ménages, population totale et type de milieu de

¹ Poverty and famine : an essay on entitlement and deprivation ; Sen. (1983)

résidence (urbain, rural sédentaire ou rural nomade). Les limites de chaque ZD sont clairement identifiables sur des cartes créées pour les besoins du RGPH-2001.

Sélection des grappes (premier degré de sondage)

La procédure retenue pour le tirage de l'échantillon est un tirage aréolaire, stratifié et à deux degrés. Au premier degré de sondage, à l'intérieur de chaque strate ou domaine d'étude, il est tiré de façon systématique et indépendante avec probabilité proportionnelle à la taille de la grappe (nombre de ménages) un certain nombre de grappes. Ainsi, en milieu urbain 118 grappes ont été tirées et en milieu rural 390 grappes.

Sélection des ménages (deuxième degré de sondage)

Dans chaque grappe, avant la collecte des données, une opération de dénombrement a été effectuée dans l'optique d'obtenir le nombre exact de ménages résidant dans la ZD (c'est-à-dire de faire une mise à jour par rapport à l'état de 2001). Les enquêteurs ont sillonné la ZD à pied (grâce à la carte détaillée de la ZD), et ont dressé une liste de tous les ménages résidant dans chaque maison/concession parmi lesquels, il est tiré à probabilité égale et selon le volet (urbain et rural) un certain nombre de ménages (aussi sédentaires que nomades). Ainsi, en milieu rural il a été tiré 15 ménages à l'intérieur de chaque grappe échantillon. Ce nombre était de 20 en milieu urbain. Au total l'enquête a porté sur un échantillon de 8.225 ménages dont 5.850 en milieu rural et 2.360 en milieu urbain. Les ménages ainsi tirés ont ensuite été visités par les équipes pour y administrer le questionnaire ménage.

Pour chaque département et pour chaque chef-lieu de région les tailles suivantes ont été obtenues.

Tableau 1 : Répartition de l'échantillon pour le volet urbain

Chefs lieu de régions	ZD	Nombre ménages
Agadez	20	400
Diffa	16	320
Dosso	14	280
Maradi	14	280
Tahoua	14	280
Tillabéry	12	240
Zinder	14	280
Niamey	14	280
TOTAL URBAIN	118	2360

Tableau 2 : Répartition de l'échantillon pour le volet rural

Région/département	Nombre de ZD	Ménages échantillons
Tchirozérine	10	150
Arlit	10	150
Bilma	10	150
Région d'Agadez	30	450
Diffa	10	150
Mainé-Soroa	10	150
N'Guigmi	10	150
Région de Diffa	30	450
Dosso	10	150
Boboye	10	150
Doutchi	10	150
Gaya	10	150
Loga	11	165
Région de Dosso	51	765
Madarounfa	10	150
Aguié	10	150
Dakoro	10	150
Guidan-Roumdji	10	150
Mayahi	12	180
Tessaoua	10	150
Région de Maradi	62	930
Tahoua	11	165
Abalak	10	150
Birni Konni	10	150
Bouza	14	210
Illéla	16	240
Keita	12	180
Madaoua	10	150
Tchintabaraden	10	150
Région de Tahoua	93	1395
Tillabéri	10	150
Filingué	11	165
Kollo	10	150
Ouallam	14	210
Say	10	150
Téra	9	135
Région de Tillabéri	64	960
Mirriah	10	150
Gouré	10	150
Magaria	10	150
Matameye	10	150
Tanout	10	150
Région de Zinder	50	750
Périphérie Niamey	10	150
Total Niger milieu rural	390	5850

2.3.3 Outils de collecte

La démarche adoptée dans cette enquête a consisté à collecter des informations au niveau des villages et également au niveau des ménages ruraux et urbains. Pour chaque niveau, un questionnaire a été élaboré.

Questionnaire "ménage"

Les questionnaires « ménage » (urbain et rural) ont permis de collecter des informations sur des aspects fondamentaux de la sécurité alimentaire que sont la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation des aliments au niveau des ménages. A cet effet, les données sur les sources de revenu, dépenses, consommation alimentaire des ménages, les stratégies développées pour faire face à des difficultés alimentaires du moment, sur la consommation alimentaire des enfants de 0 à 24 mois, ont été collectées aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. Le volet rural a traité de la migration dont la cause est d'ordre alimentaire.

Des informations sur les caractéristiques socioéconomiques et démographiques des ménages ont été également collectées pour une meilleure caractérisation des ménages vulnérables.

Questionnaire "village"

Dans chaque village échantillon, il a été administré un questionnaire destiné à recueillir des informations relatives à la campagne agro-sylvo-pastorale, à la situation alimentaire (notamment les prix de céréales et du bétail), les problèmes auxquels sont confrontées les populations des villages échantillons et la situation nutritionnelle des enfants dans ces villages. Il est administré en focus group regroupant les chefs traditionnels, les notables, les leaders d'opinion et les agents des services techniques présents dans la localité.

Outre ces questionnaires, il a été élaboré une fiche de dénombrement qui a renseigné d'une part, sur l'identification de la ZD (région, département, commune/canton, numéro, etc.) et a permis d'autre part de relever sans omission tous les ménages vivant dans la ZD.

2.3.4 Collecte et exploitation des données

2.3.4.1 Collecte des données

La collecte des données sur le terrain a été réalisée par 49 équipes dont 16 en milieu urbain et 33 en milieu rural. Chaque équipe étant composée d'un (1) contrôleur, chef d'équipe et de trois (3) enquêteurs. Elle a eu lieu du 23 octobre au 3 novembre 2013 pour le milieu urbain et du 23 octobre au 5 novembre 2013 pour le milieu rural. Auparavant, ces agents recrutés (en fonction de leurs expériences dans les enquêtes ou de leur niveau d'instruction) ou désignés (certains des agents enquêteurs ont été choisis parmi les agents expérimentés de l'INS et du SAP/PC) ont suivi une formation de six (6) jours dispensée par une équipe comprenant des statisticiens et agroéconomistes (INS, Fews-Net, SAP/PC et PAM) et des nutritionnistes (UNICEF et SAP/PC) ayant participé activement à la conception de l'ensemble des documents techniques. Cette formation a couvert des aspects tels que la méthode d'échantillonnage, les techniques d'interview, la confidentialité et les exercices de simulation en langues nationales. Les outils de l'enquête ont été testés pendant une journée à Hamdallaye (Département de Kollo).

Pour assurer une meilleure qualité aux données collectées, des missions simultanées et conjointes de supervision ont été menées par l'équipe technique ayant assuré la formation et des représentants des partenaires techniques et financiers (PAM, UNICEF, Fews.Net). Il s'agissait au cours de ces missions d'appréhender l'évolution de la collecte sur le terrain et surtout vérifier la cohérence interne et la vraisemblance des informations collectées.

2.3.4.2 Saisie et traitement des données

Une fois que les questionnaires remplis sont réceptionnés, une équipe de l'INS a vérifié l'effectivité des grappes par équipe avant de les envoyer à la saisie. Faite sur le logiciel CsPRO, la saisie des données a été assurée par 40 agents de saisie (recrutés dans les mêmes conditions que les agents enquêteurs) et qui ont auparavant suivi une formation de deux (2) jours dispensée par trois (3) informaticiens de l'INS ayant élaboré les masques de saisie. La saisie a duré dix (10) jours. La suite du traitement des données s'est poursuivie avec la phase d'apurement des données sous les logiciels SPSS et Excel, car certains contrôles de cohérence sont difficilement réalisables sous CsPRO. Lorsque toutes les erreurs ont été corrigées, l'opération de tabulation a débuté.

2.4. LES LIMITES DE L'ETUDE

La première limite de cette enquête réside dans le fait que les données collectées ne se prêtent pas à une analyse selon le milieu de résidence (urbain/rural) à l'intérieur d'un même département.

La deuxième limite est que la méthodologie ne pouvait pas tenir compte du nouveau découpage administratif. En effet, la base de sondage de l'enquête étant le fichier informatique issu du 3^{ème} RGPH-2001, antérieure à la mise en œuvre de la loi sur la décentralisation, il était difficile de sortir des résultats tenant compte des nouveaux départements.

III. VULNERABILITE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES

3.1. SITUATION AU NIVEAU NATIONAL

3.1.1. Estimation des populations vulnérables

La détermination des personnes en insécurité alimentaire est basée sur une analyse statistique des indicateurs des trois dimensions de la sécurité alimentaire à savoir la disponibilité, l'accessibilité économique aux aliments et l'utilisation alimentaire.

Les résultats de l'enquête indiquent que **418.724 personnes** soit **2,4%** de la population nigérienne, sont en insécurité alimentaire sévère et **3.778.890 personnes**, soit **21,3%** sont en insécurité alimentaire modérée. Au total, **4.197.614 personnes** soit **23,7%** de la population sont en insécurité alimentaire.

Il faut également noter que **7.574.900 personnes**, soit **42,6%**, sont classées « à risque », c'est-à-dire en sécurité alimentaire fragile.

Tableau 1 : Répartition de la population selon le niveau d'insécurité alimentaire

Classes d'insécurité alimentaire	Sévère	Modéré	A risque	En sécurité	Ensemble
Population	418 724	3 778 890	7 574 900	6 001 392	17 773 906 ²
Pourcentage	2,4	21,3	42,6	33,8	100,0

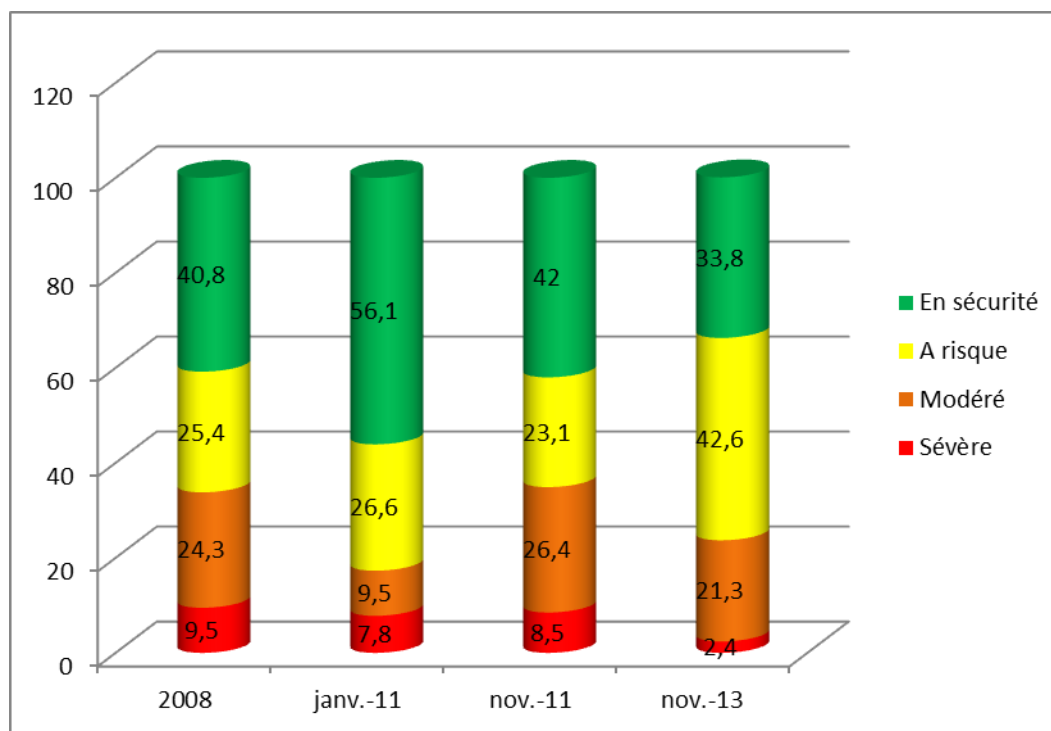
3.1.2. Evolution de la situation alimentaire de 2011 à 2013

Entre 2011 et 2013, la proportion de personnes en insécurité alimentaire a considérablement diminué passant de 34,9 % à 23,7 %. Toutefois, la proportion de personnes à risque d'insécurité alimentaire a connu une augmentation sensible avec 42,6 % en 2013 contre 23,1% en 2011.

Il est à noter aussi que, depuis 2008, le taux le plus bas de personnes en sécurité alimentaire (33,8%) a été observé en 2013. Ce taux était de 40,8 % en 2008 et de 42,0 % en 2011.

² Source : INS, Projection de la population issue des résultats préliminaires du RGP/H-2012

Figure 1 : Evolution de l'insécurité alimentaire (%) de 2008 à 2011 au Niger



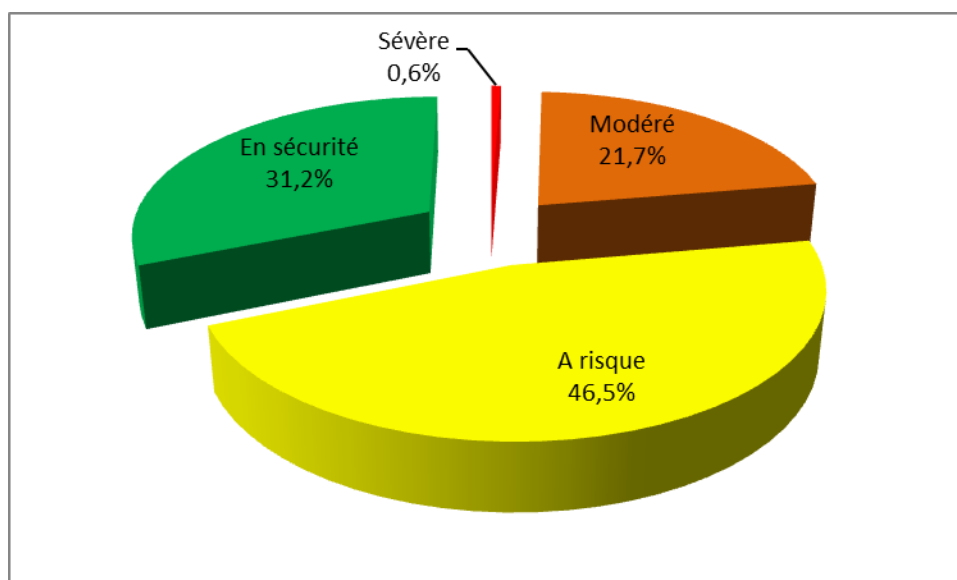
3.2. VULNERABILITE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE EN MILIEU RURAL

3.2.1. Estimation des personnes en insécurité alimentaire

D'après les résultats de l'enquête sur la Vulnérabilité Alimentaire de Novembre 2013, **3.576.042** personnes soit **22,3%** de la population rurale du Niger sont dans une situation d'insécurité alimentaire dont **0,6%** en « **sévère** » et **21,7%** en « modérée ». Les populations à **risque d'insécurité alimentaire sont estimées à 7.448.504** personnes soit **46,5%** de la population.

Ainsi, ces résultats montrent que la situation alimentaire des ménages est préoccupante et pourrait s'empirer au cours de l'année 2014 suite à des chocs exogènes si rien n'est fait pour renforcer la résilience des populations rurales à risque d'insécurité alimentaire.

Figure 2 : Répartition de la population rurale selon la classe d'insécurité alimentaire en novembre 2013



3.2.2. Evolution de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des populations

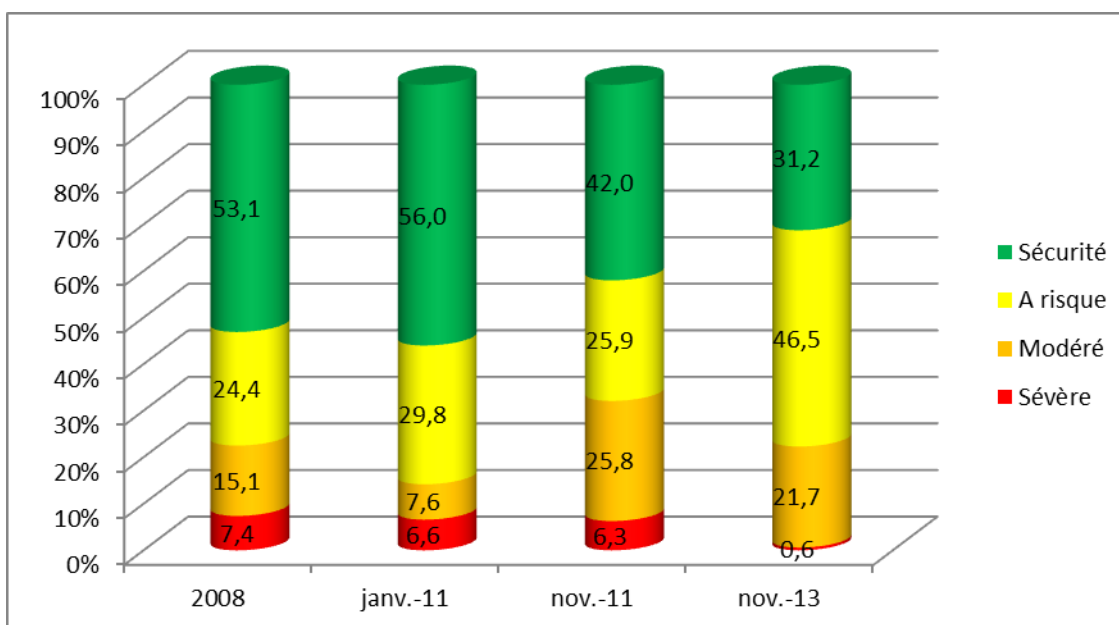
Les résultats de l'enquête montrent une nette diminution de la proportion des personnes en insécurité alimentaire entre Novembre 2011 et Novembre 2013 en milieu rural. En effet, la proportion des personnes en situation de vulnérabilité est passée de 32,1 % à 22,3 %.

Globalement, on constate une amélioration de la situation alimentaire entre 2011 et 2013 avec la proportion des personnes en insécurité alimentaire qui est passée de 32,1 % en 2011 à 22,3% en 2013.

Toutefois une augmentation de la proportion des personnes à risque d'insécurité alimentaire a été observée passant de 25,9 % en Novembre 2011 à 46,5 % en novembre 2013.

Il y a lieu à cet effet, de prendre des mesures pour améliorer la résilience des populations rurales afin d'enrayer ce risque d'insécurité alimentaire.

Figure 3 : Evolution de la situation alimentaire en milieu rural entre 2008 et 2013



3.2.3. Situation alimentaire et caractéristiques socioéconomiques

Pour répondre à la question quelles sont les populations vulnérables, on se propose d'analyser la situation alimentaire selon certaines caractéristiques des chefs des ménages.

3.2.3.1 Situation alimentaire selon le sexe du chef de ménage

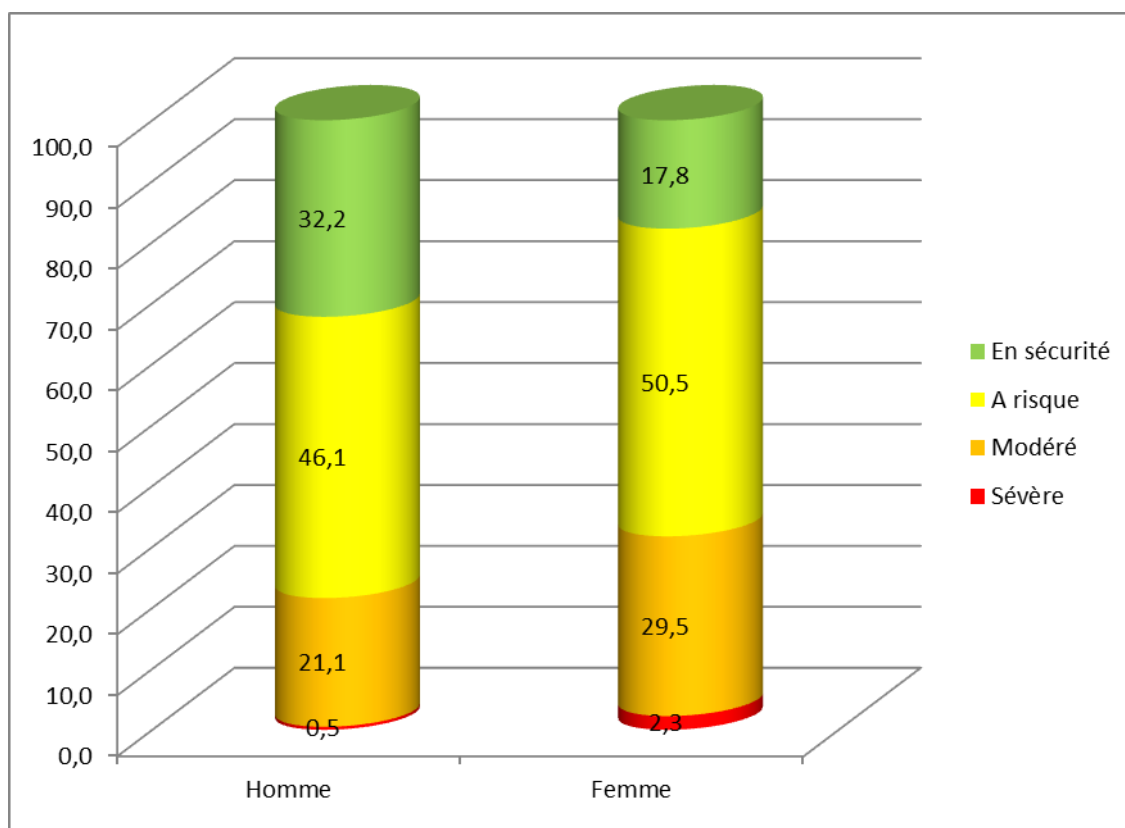
En milieu rural, l'analyse de l'insécurité alimentaire selon le sexe du chef de ménage, montre, comme en 2011, que les personnes vivant dans les ménages dont le chef est de sexe féminin sont les plus exposées à l'insécurité alimentaire.

En effet, l'insécurité alimentaire sévère touche 2,3 % d'entre elles contre 0,5 % pour les personnes vivant dans des ménages dirigés par des hommes.

Quant à l'insécurité alimentaire modérée, elle concerne 21,1 % des personnes vivant dans des ménages ayant à leur tête des hommes et 29,5 % des personnes vivant dans des ménages dirigés par des femmes.

Ainsi, l'insécurité alimentaire touche beaucoup plus les personnes vivant dans des ménages dont le chef est une femme. Ce même constat a été révélé par les précédentes enquêtes similaires. De ce fait, le sexe du chef de ménage pourrait être un facteur déterminant de l'insécurité alimentaire en milieu rural au Niger ?

Répartition des individus selon la classe d'insécurité alimentaire et le sexe du chef de ménage



3.2.3.2 Situation alimentaire selon le statut matrimonial du chef de ménage

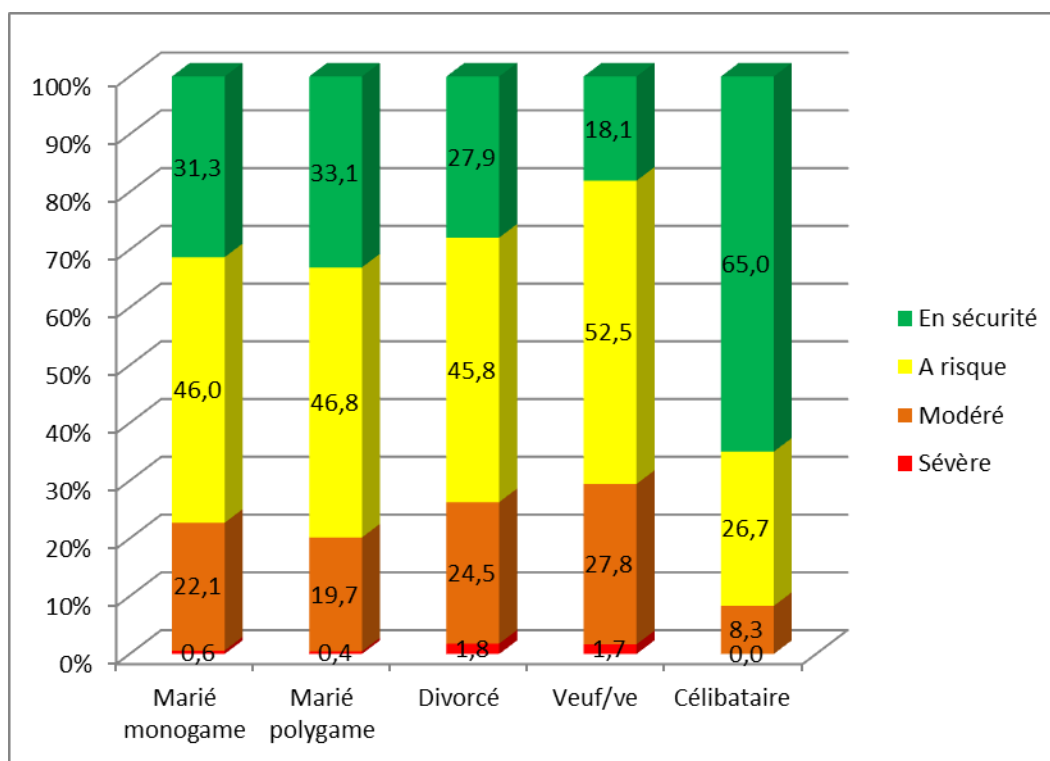
Tout comme en 2011, les résultats de la même enquête réalisée en novembre 2013 ont montré qu'en milieu rural, l'insécurité alimentaire sévère concerne beaucoup plus les personnes vivant dans les ménages dirigés par des divorcés et veufs/veuves que les personnes vivant dans des ménages ayant à leur tête des chefs de ménages mariés. Ces proportions sont respectivement de 26,3 % et 29,5 %.

Aussi, les personnes vivant dans des ménages dirigés par des célibataires sont moins exposées à l'insécurité alimentaire. En effet, la proportion de personnes en situation d'insécurité alimentaire pour ce type de ménages est quasi nulle.

Ainsi, l'insécurité alimentaire concerne beaucoup plus les ménages des divorcés et des veufs dont la plupart sont des femmes comme l'ont montré les enquêtes précédentes de même nature.

A cet effet, les futures actions visant à augmenter la résilience des populations doivent cibler en priorité ces ménages dirigés par des veufs/veuves et divorcés(es).

Répartition des personnes vivant en milieu rural selon la classe d'insécurité alimentaire et le statut matrimonial du chef de ménage



3.2.3.3 Situation alimentaire selon l'activité principale du chef de ménage

D'après les résultats de l'enquête, en milieu rural, les personnes les plus affectées par l'insécurité alimentaire sont celles vivant dans des ménages dirigés par des artisans et des bûcherons avec respectivement 45,7 % et 40,5 % en insécurité alimentaire modérée.

Le risque d'insécurité alimentaire est très élevé chez les personnes vivant dans des ménages dont le chef est chasseur/pêcheur, petit commerçant ou sans occupation.

Ces résultats sont semblables à ceux de l'enquête de 2011 qui indiquent que les personnes les moins affectées sont surtout celles vivant dans des ménages dirigés par les éleveurs et les travailleurs du secteur public qui sont concernés respectivement à 13,1 % et à 16,5%.

3.2.3.4 Situation alimentaire selon la possession d'animaux

Au regard des résultats de l'enquête, on pourrait affirmer que la possession d'animaux pourrait mettre les populations à l'abri de l'insécurité alimentaire. En effet, comme en 2011, les personnes vivant dans des ménages possédant des animaux sont beaucoup plus en sécurité alimentaire que celles vivant dans des ménages qui n'en possèdent pas. Les personnes vivant dans les premiers types de ménages ne sont touchées qu'à 18,4 % par l'insécurité alimentaire contre 37,7 % pour le deuxième type de ménages.

Ces résultats confirment le constat fait ci-haut dans l'analyse de l'insécurité alimentaire selon l'occupation principale du chef de ménage qui a révélé que les personnes vivant des ménages des éleveurs sont moins affectées par l'insécurité alimentaire.

Ainsi, les actions visant le renforcement de la résilience des populations à l'insécurité alimentaire pourraient intégrer la reconstitution du cheptel dans les zones vulnérables à l'insécurité alimentaire.

3.2.3.5 Situation alimentaire selon l'exploitation des champs

A l'instar de l'année 2011, en 2013, l'exploitation des champs n'a pas pu mettre les exploitants à l'abri de l'insécurité alimentaire.

En effet, les personnes vivant dans des ménages exploitant des champs sont affectées par l'insécurité alimentaire sévère dans les mêmes proportions que celles des ménages non exploitants. La proportion de personnes en insécurité alimentaire sévère est de 0,6 % pour les exploitants et les non exploitants. L'insécurité alimentaire modérée sévit chez 22,0 % des exploitants contre 18,0 % chez les non exploitant.

Cette situation pourrait s'expliquer par la mauvaise campagne agricole passée qui s'est soldée par un déficit alimentaire.

Tableau : Répartition de la population (en %) selon les caractéristiques socioéconomiques des chefs de ménages et selon la classe d'insécurité alimentaire

	Sévère (%)	Modéré (%)	A risque (%)	En sécurité (%)
Sexe du chef de ménage				
Masculin	0,5	21,1	46,1	32,2
Féminin	2,3	29,5	50,5	17,8
Statut matrimonial du chef de ménage				
Marié(e) monogame	0,6	22,1	46,0	31,3
Marié(e) polygame	0,4	19,7	46,8	33,1
Divorcé(e)	1,8	24,5	45,8	27,9
Veuf/veuve	1,7	27,8	52,5	18,1
Célibataire	0,0	8,3	26,7	65,0
La principale occupation du chef de ménage				
Agriculture	0,7	23,4	45,4	30,4

Elevage	0,0	2,2	29,2	68,6
Petit commerce	0,3	20,2	58,4	21,2
Artisanat	0,0	45,7	26,4	28,0
Chasse/pêche	0,0	7,7	75,7	16,6
Bucheron	0,0	40,5	43,6	15,9
Elève/étudiant	0,0	25,9	3,1	71,0
Travaux ménagers et domestiques	0,8	28,3	55,3	15,6
Soin des animaux au sein du ménage	0,0	0,0	25,1	74,9
Administration publique/privée	0,0	3,3	51,5	45,2
Commerçant/entrepreneur	0,0	3,1	56,5	40,4
Travail journalier	1,6	22,1	57,9	18,4
Sans occupation	0,8	23,9	60,8	14,4
Autres	0,1	19,1	65,1	15,8
Exploitation des champs/jardins campagne agricole 2011				
Oui	0,6	22,0	46,5	30,9
Non	0,6	18,4	45,8	35,2
Le ménage possède t-il des animaux				
Oui	0,1	18,3	44,8	36,7
Non	2,5	35,2	52,0	10,3

3.2.4. Stratégies des ménages en milieu rural

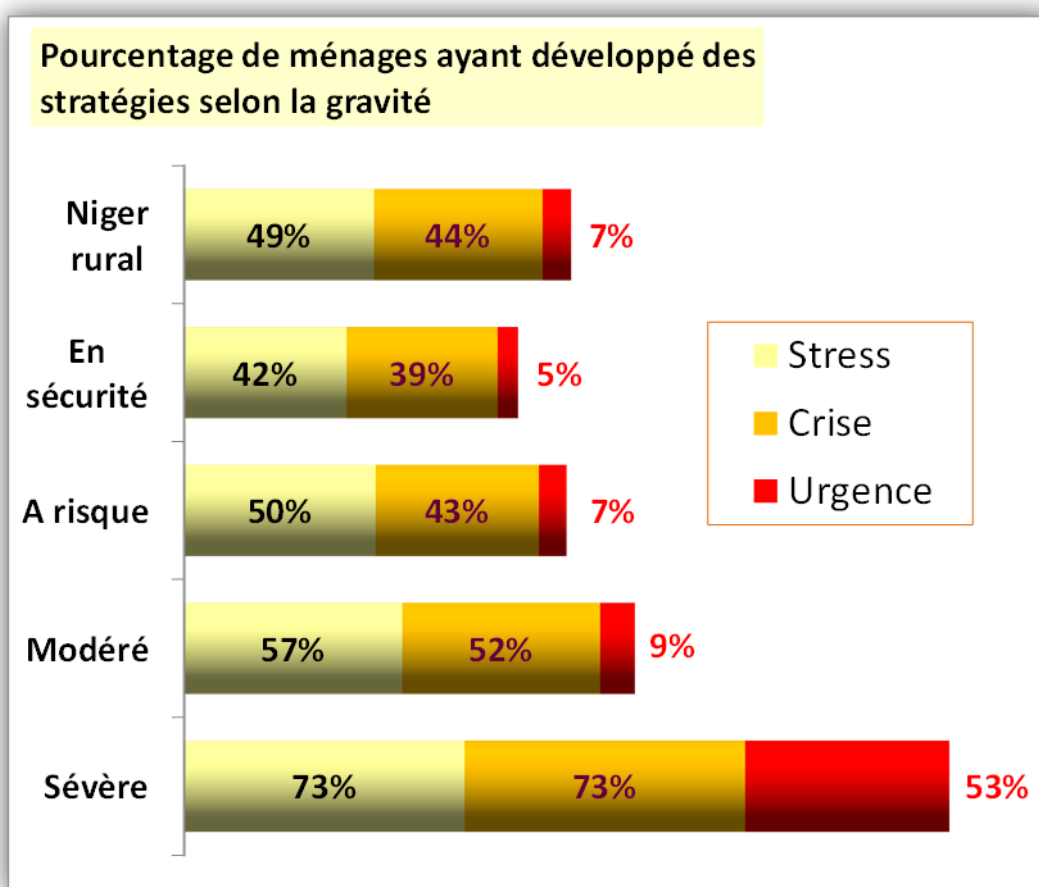
L'analyse des stratégies permet de comprendre les comportements des ménages face aux difficultés alimentaires du moment. Ceci renseigne sur les conditions d'accès des ménages à la sécurité alimentaire. Cette analyse peut se faire soit à l'aide de l'indicateur composite appelé indice de stratégies d'adaptation en anglais « coping strategy index (CSI) », soit en examinant les stratégies de recours aux avoirs ou « Asset Depletion index (ADI) ».

3.2.4.1 L'analyse des stratégies selon la gravité

Les ménages sont analysés selon la catégorie de stratégies adoptées. Celles-ci sont regroupées selon leur gravité. Ainsi les stratégies de type « Certains membres partent travailler pour payement en nature » ; « Exode de certains membres » sont dites stratégies économiques ; ou de type « recours au crédit en nature ou en numéraire » ; « vente inhabituel d'animaux » ; « vente de biens de valeur » sont dites stratégie de stress. Les stratégies de type « vente des récoltes sur pieds » ; « vente des biens productifs » ; « réduction des dépenses de santé, éducation ou intrants agricole » sont dites stratégies de crise et celles de type « vente des terres » sont dites stratégies d'urgence.

L'analyse des résultats selon cette classification est présentée dans le graphique ci-dessous.

Figure 4 :



Globalement, les ménages ruraux réagissent difficilement aux difficultés alimentaires du moment. En effet, déjà en novembre 44% de ménages ont recours aux stratégies de crise et 7% aux stratégies d'urgence.

Le recours aux stratégies d'urgence et de crise est très courant pour les ménages classé en insécurité alimentaire sévère

3.2.4.2 Nombre de repas collectifs pris par jour dans le ménage

La plupart des ménages mangent actuellement (91,4%) et habituellement (90,8%)

plus entre 2 et 3 repas collectifs par jour. Cependant, Parmi ceux qui mangent habituellement plus de 3 repas collectifs par jours, 58,1% ne mangent que 2 à 3 repas et 1% ne mangent qu'au plus 1 repas actuellement.

Tableau 3 : Répartition en % des ménages dont le nombre de repas pris par jour actuellement a changé par rapport d'habitude

		Nombre de repas pris actuellement			Total
		0 à 1 Repas	2 à 3 Repas	Plus de 3 Repas	
Nombre de repas pris habituellement	0 à 1 Repas	87,9%	10,7%	1,3%	100,0%
	2 à 3 Repas	2,8%	96,9%	0,3%	100,0%
	Plus de 3 Repas	1,0%	58,1%	40,9%	100,0%
Total		6,2%	91,4%	2,3%	100,0%

3.2.4.3 Nombre de Repas pris par les enfants âgés de 1 à 5 ans

Les résultats de l'enquête montrent que la majorité d'enfants de 1 à 5 ans prennent habituellement (70%) et actuellement (64%) plus de 3 repas par jour..

Tableau 4: Répartition en % des ménages dont le nombre de repas pris par jour par les enfants de 1 à 5 ans actuellement a changé par rapport d'habitude

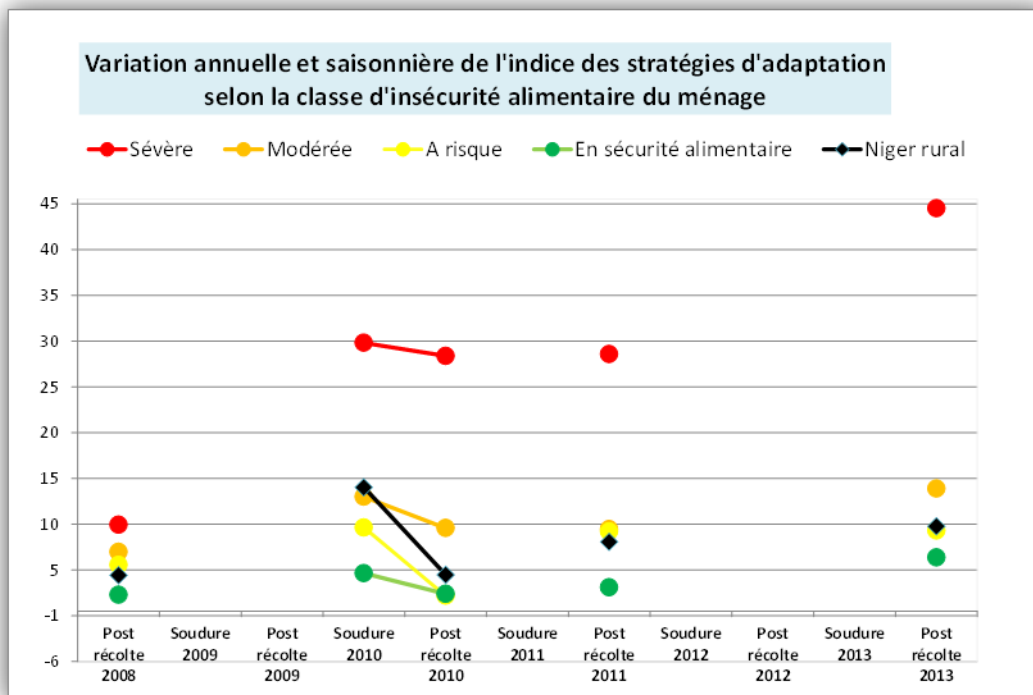
		Nombre de repas pris actuellement par les enfants			Total
		0 à 1 Repas	2 à 3 Repas	Plus de 3 Repas	
Nombre de repas pris habituellement par les enfants	0 à 1 Repas	60,6%	7,8%	31,7%	100,0%
	2 à 3 Repas	2,4%	90,4%	7,2%	100,0%
	Plus de 3 Repas	,2%	12,5%	87,3%	100,0%
Total		2,1%	33,9%	64,0%	100,0%

Parmi les ménages dont les enfants mangent habituellement plus de 3 repas par jours, 12,5% ne mangent que 2 à 3 repas. A l'opposé, parmi ceux dont les enfants mangent entre 0 et un repas, 8% mangent actuellement 2 à 3 repas par jour et 32% mangent plus de 3 repas par jour.

3.2.4.4 Indice des stratégies d'adaptation et son évolution

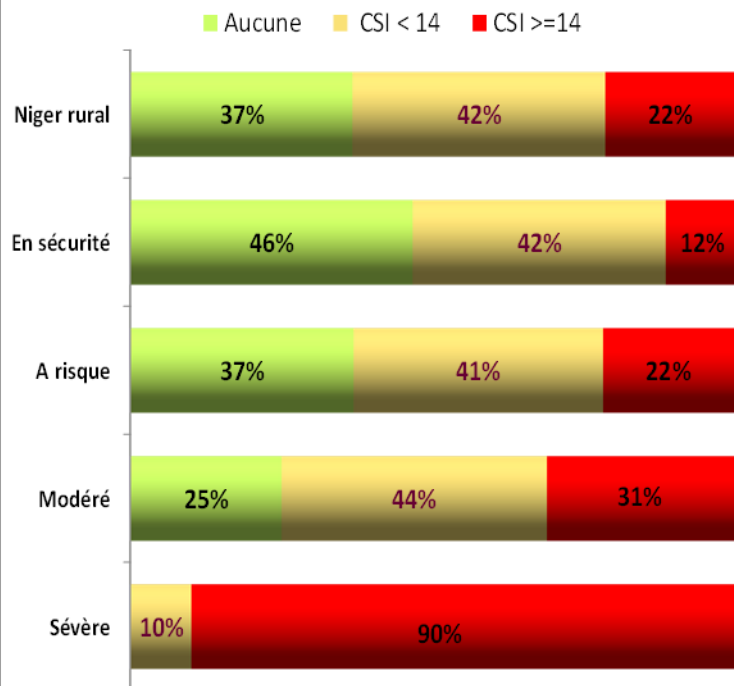
La méthode du CSI qui utilise un indicateur composite pondéré : les stratégies utilisées pour son calcul sont entre autres la diminution de la ration journalière ; la diminution du nombre de repas quotidien ; le fait de passer toute une journée sans manger ; le recours à la mendicité et à la consommation inhabituelle des aliments de pénurie.

Le CSI synthétise donc le degré d'exposition des ménages aux chocs. Plus il est élevé, plus le niveau de vulnérabilité du ménage augmente. Son interprétation se fait en comparant son niveau pour un groupe par rapport un autre. Ou bien son niveau pour un même groupe mais à des périodes différentes.

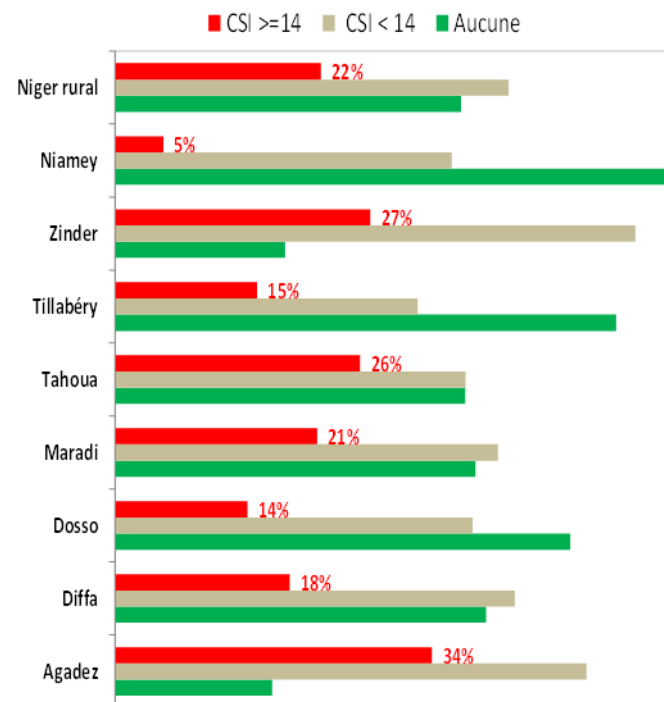


Ainsi, comme on peut le constater, quel que soit la classe d'insécurité alimentaire considérée, les stratégies des ménages en période post-récolte 2013, c'est-à-dire au moment de l'enquête vulnérabilité, étaient plus contraignantes qu'en 2011, en 2010 et en 2008. Le graphique ci-dessus montre donc que les ménages en insécurité alimentaire sévère sont les plus exposés aux chocs.

Pourcentage de ménages ayant développé des stratégies d'adaptation comme s'ils étaient en soudure 2010



Pourcentage de ménages ayant développés des stratégies d'adaptation comme en soudure 2010

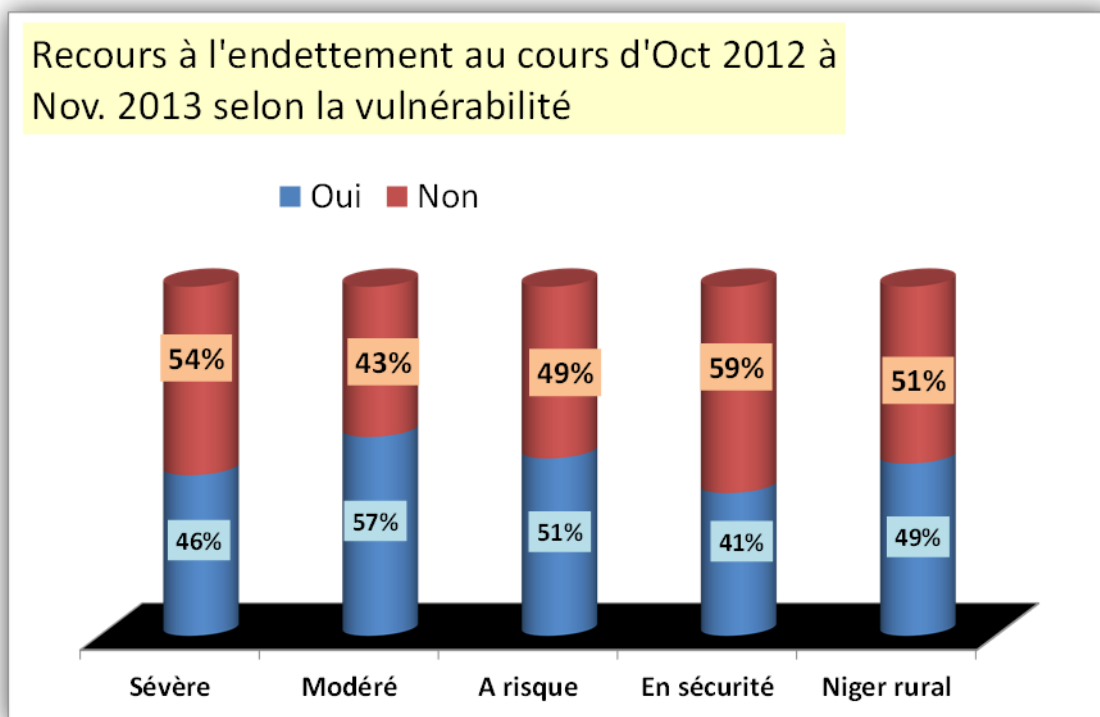


Déjà en novembre 2013, 22% de ménages ruraux se comportaient, vis-à-vis des stratégies, comme ce qu'ils faisaient en période de soudure de la crise alimentaire 2010. Cette situation plus importante dans les régions d'Agadez (34%), de Zinder (27%) et de Tahoua (26%). Lorsque les stocks paysans ne sont pas suffisants pour couvrir tous les besoins annuels, certains producteurs préfèrent adopter des stratégies contraignantes pour conserver les récoltes jusqu'au démarrage des travaux champêtres.

3.2.5. Endettement des ménages

En milieu rural, l'endettement est une des stratégies à laquelle les ménages font recours lorsque leur stock est en rupture. L'analyse de l'endette revêt une importance pour l'accès à la sécurité alimentaire. Les ménages contractent, généralement en période de soudure du crédit en nature ou en espèce parfois à des taux usuriers auprès des commerçants ou des grands producteurs locaux et remboursent souvent en nature pendant les récoltes

3.2.5.1 Recours à l'endettement

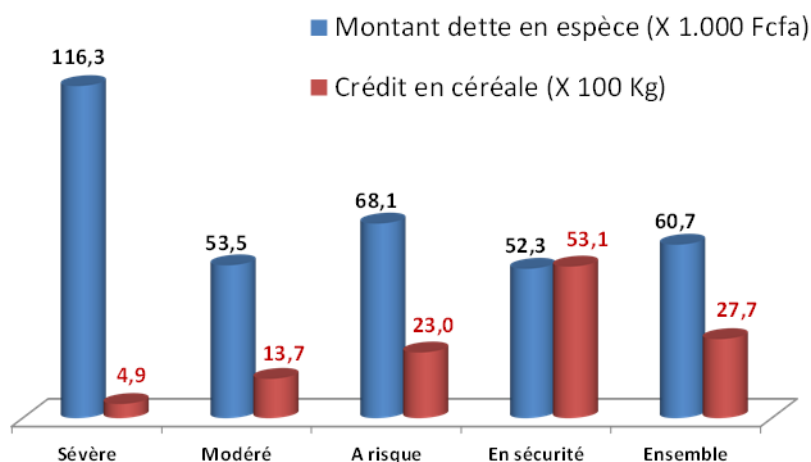


Les résultats indiquent que 49% de ménages ont eu recours à l'endettement durant les douze mois précédant l'enquête. Les ménages classés à risque et modéré ont eu plus recours à l'endettement car ils sont en général plus solvables que les sévères.

3.2.5.2 Niveau et nature de l'endettement

Le crédit en nature se fait en grande partie avec des céréales, aliments de préférence des populations rurales. Le montant et la quantité du crédit varient selon le niveau de vulnérabilité comme indiquer sur le graphique ci-dessous.

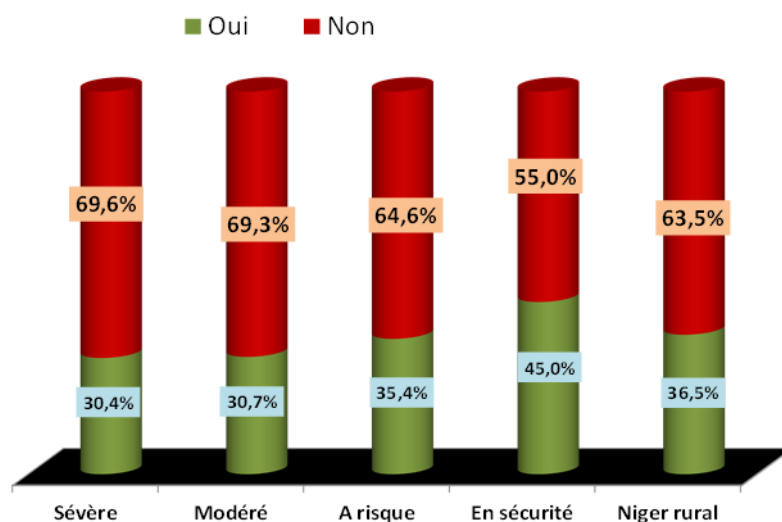
Montant et quantités de céréales contractés en crédit entre d'Oct 2012 à Nov. 2013



En moyenne les ménages qui ont contracté un crédit en espèce ont pris environ 60.700 Fcfa et ceux qui ont fait recours au crédit en nature ont pris environ 2.770 Kg de céréales. Le graphique indique que la quantité de céréales augmente en fonction du niveau de vulnérabilité et donc de la solvabilité du demandeur.

3.2.5.3 Remboursement des crédits

Remboursement total ou partiel du crédit contracté entre Oct 2012 et Nov. 2013 selon la vulnérabilité



D'une manière générale, le niveau de remboursement des crédits des ménages dépend de leur vulnérabilité et surtout des récoltes. Lorsque les récoltes sont bonnes les remboursements sont dans l'ensemble effectifs. Cependant lorsque les récoltes

ne répondent pas à la satisfaction des producteurs, les crédits sont échelonnés et parfois plusieurs formes de compensations se négocient (main d'œuvre, hypothèque, report etc.) C'est en général la situation qui met les très pauvres dans un cercle vicieux.

Comme on le voit sur le graphique ci-dessous, la majorité des ménages ayant contracté du crédit, n'a pas remboursé ni même engagé le remboursement. Il ressort par ailleurs que les ménages les plus vulnérables (sévère et modéré) sont surtout ceux qui peinent à rembourser.

3.2.6. Migration durant les douze derniers mois

Face à la précarité des conditions de vie des populations notamment rurales et le chômage des jeunes, la migration fait partie des stratégies de recours utilisées par les ménages vulnérables voire un moyen d'existence important dans certaines parties du pays. A travers cette stratégie, les ménages arrivent à diversifier leurs sources de revenus grâce aux transferts de ressources des migrants, à améliorer leurs conditions de vie et à réduire la pression sur les maigres ressources du ménage. Cependant, suite aux crises sociopolitiques ayant affecté successivement la Côte d'Ivoire, la Libye et le Nigéria, principales destinations des migrants Nigériens, le Niger a connu un retour massif de migrants en 2011. Alors que le pays tente de trouver une solution au problème de ces migrants d'autres crises sociopolitiques intervenues dans la partie nord du Nigéria et au Mali voisin ont occasionné l'afflux de réfugiés Maliens et de migrants Nigériens saisonniers ou permanents principalement dans les régions de Diffa, Tillabéri et Tahoua.

Cet afflux massif constitue un facteur d'aggravation de la vulnérabilité des communautés d'origine, car les transferts monétaires constituaient pour elles un mécanisme important de résilience pour faire face à leur vulnérabilité chronique et aux crises alimentaires récurrentes.

3.2.6.1 Origine et destination des Migrants

Le mouvement de la population est analysé par rapport aux membres habituels du ménage partis. Selon les informations recueillies, en moyenne 12,6% des ménages avaient au moins un de leurs membres vivant et travaillant en dehors du village au moment de l'enquête contre 22,6% en 2011. On note une nette régression des départs en migration.

L'exploitation des données de l'enquête sur la vulnérabilité alimentaire des ménages donnent les résultats suivants :

Tableau : ménages dont les membres ont migré durant les douze derniers mois

Y a-t-il en ce moment un membre ou ancien membre de votre ménage vivant en dehors du village durant les 12 derniers mois	Effectifs	Pourcentage
Oui	301 007	12,6
Non	2 082 513	87,4
Total	2 383 520	100

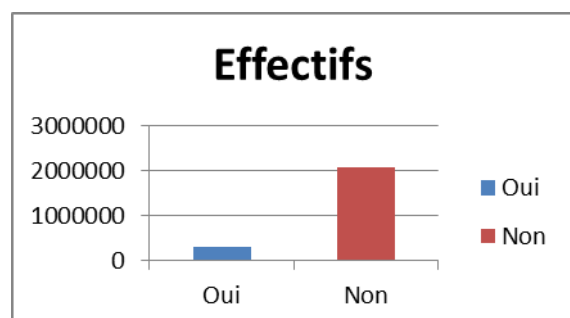
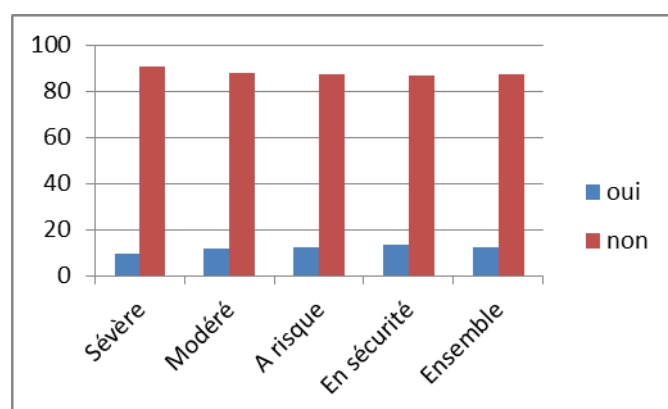


Tableau : Proportion des ménages ayant au moins un membre qui a migré au cours des 12 derniers mois suivant la classe d'insécurité alimentaire :

Classe d'insécurité alimentaire	Y a-t-il en ce moment un membre ou ancien membre de votre ménage vivant en dehors du village durant les douze derniers mois		Total
	Oui	Non	
Sévère	9,5	90,5	100
Modéré	11,9	88,1	100
A risque	12,6	87,4	100
En sécurité	13,3	86,7	100
Ensemble	12,6	87,4	100



Selon la classe d'insécurité alimentaire, on note que 9,5% des ménages en insécurité sévère ont déclaré un ou des migrants en dehors du village durant les douze derniers mois contre 11,9% des ménages en insécurité modéré, 12,6% des ménages à risque

et 13,3% des ménages en sécurité. On note que la plus forte proportion des ménages ayant déclaré des migrants sont dans la classe en sécurité suivie de celle à risque.

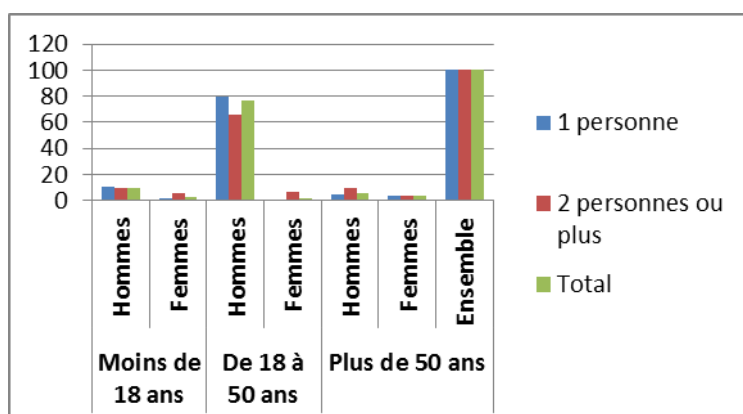
Cela démontre clairement que les ménages en sécurité sont ceux qui ont le plus de migrants et que la migration a un impact réel sur la situation alimentaire des ménages.

Les départements les plus concernés sont : Ouallam (38,7%), de Boboye (30,3%), de Dosso (27,4%), Bouza (26,4%), Loga (25,2%), Mayahi (23,4%), Keita (21,9%), Aguié (21,4%), Tessaoua (19,8%), Tchintabaraden (19,2%), Illéla (18,2%), Tillabéri (18,2%) et Madaoua (17,8).

L'enquête s'est également intéressée au nombre de migrants par ménage et par tranche d'âge. Globalement 76,3% des ménages enquêtés affirment avoir enregistré le départ d'au moins 1 personne. Plus spécifiquement 66% des ménages ont déclaré le départ de 2 personnes dont l'âge varie de 18 à 50 ans et 79,2% affirment le départ d'une seule personne toujours dans la même tranche d'âge comme l'indique le tableau ci-dessous. La migration touche plus les hommes (92%) que les femmes (8%)

Tableau : Proportion de migrants par ménage par sexe et par tranche d'âge

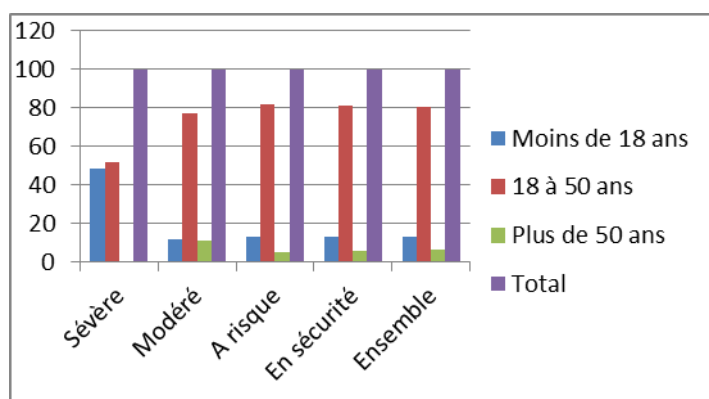
Nombre de personnes	Moins de 18 ans		De 18 à 50 ans		Plus de 50 ans		Ensemble
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
1 personne	10,2	1,6	79,2	1,0	4,7	3,4	100
2 personnes ou plus	9,5	5,4	66,0	6,2	9,4	3,4	100
Total	10,0	2,4	76,3	2,2	5,7	3,4	100



Le nombre moyen de migrants par ménage, se situe entre 1 et 2. Rapporté à la classe d'insécurité alimentaire, on note le départ de 2 personnes chez les sévères, les modérés et ceux en sécurité. Ainsi les ménages en insécurité alimentaire sévère et modéré se déplacent dans les mêmes proportions que les ménages en sécurité alimentaire.

Tableau : Répartition (en%) des membres de ménages ayant migré selon le groupe d'âge et la classe d'insécurité alimentaire

Classes d'insécurité alimentaire	Moins de 18 ans	18 à 50 ans	Plus de 50 ans	Total
Sévère	48,1	51,9	0	100
Modéré	11,9	77,3	10,8	100
A risque	12,7	82,1	5,2	100
En sécurité	12,9	81	6	100
Ensemble	12,8	80,6	6,6	100



51,9% des sévères affirment qu'au moins un membre de leur ménage de sexe masculin dont l'âge varie entre 18 et 50 ans a migré contre 77,3% pour les modérés, 82,1% pour ceux à risque et 81% pour ceux en sécurité. Le graphique ci-dessus indique que la migration concerne à peu près dans les mêmes proportions les ménages en sécurité alimentaire et à risque, un peu moins ceux en insécurité alimentaire modérée et beaucoup moins les ménages en insécurité alimentaire sévère.

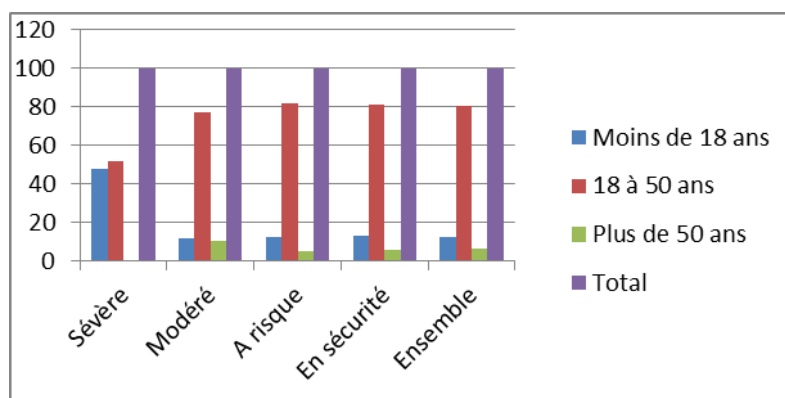


Tableau : selon la destination des migrants

Nombre de personnes	Autres villages	Ville de Niamey	Autres villes du Niger	Autres pays d'Afrique	Hors Afrique	Total
1 personne	4,6	9,3	12,8	72,7	0,6	100
2 personnes ou plus	8,9	10,7	9,8	64,3	6,4	100
Total	5,4	9,5	12,3	71,2	1,7	100

Globalement 71,2% des migrants vont dans d'autres pays d'Afrique, 12,3% vers les autres villes du Niger et 9,5% à Niamey la capitale. Les migrations vers d'autres villages et hors d'Afrique restent faibles avec respectivement des taux de 5,4% et

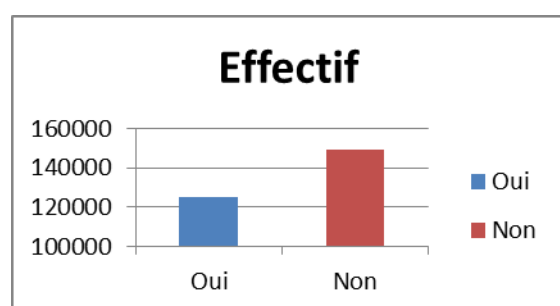
1,7%. Et parmi eux 80,1% dont l'âge varie entre 18 et 50 ans ont migré pour la recherche d'un emploi au cours des 12 derniers mois de l'année.

Cependant, quel que soit la région, l'essentiel des mouvements sont dirigés vers d'autres pays d'Afrique (71,2%). Cette proportion est importante dans les régions de Diffa (84,7%), Tahoua (77,3%) et Maradi (74,5%). Les déplacements vers la ville de Niamey, capitale du pays, représentent 9,3% avec une proportion importante dans la région de Diffa (40,3%).

Un autre aspect auquel l'enquête s'est intéressée est le nombre de ménages dont le chef a migré et leur proportion selon la classe d'insécurité alimentaire.

Tableau : Nombre de ménages dont le chef a migré et leur proportion selon la classe d'insécurité alimentaire

Q95e : parmi ces migrants y-a-t-il le chef de ménage ?	Effectif	Pourcentage
Oui	125 357	45,7
Non	149 175	54,3
Total	274 532	100



En moyenne, 45,7% des migrations concernent les chefs de ménages contre 38% en 2011. Rapporté à la classe d'insécurité, les départs en migration sont le fait de chefs de ménages à 32,3% chez les sévères, 50% chez les modérés, 47,3% chez ceux à risque et 40,4% chez ceux en sécurité comme l'indique le tableau ci-dessous.

Classe d'insécurité alimentaire	Parmi ces migrants y a-t-il le chef de ménage ?		Total
	Oui	Non	
Sévère	32,3	67,7	100
Modéré	50	50	100
A risque	47,3	52,7	100
En sécurité	40,4	59,6	100
Ensemble	45,7	54,3	100

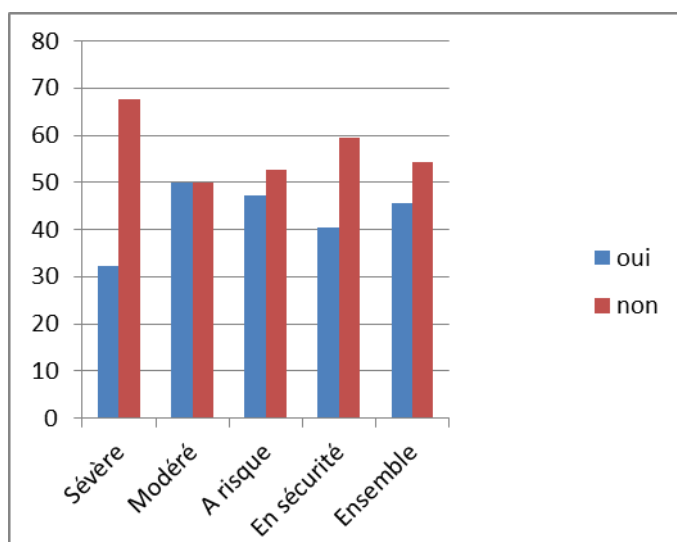


Tableau : durée moyenne des migrations saisonnières

Q95f : Approximativement les migrants saisonniers de votre ménage sont absents pendant combien de temps	Effectif	Pourcentage
Moins d'un mois dans l'année	20 056	7,1
Entre 1 et 3 mois dans l'année	50 064	17,7
Entre 3 et 6 mois dans l'année	70 819	25
Entre 6 et 9 mois dans l'année	52 862	18,6
Plus de 9 mois dans l'année	89 724	31,6
Total	283 525	100

	Q95f : Approximativement les migrants saisonniers de votre ménage sont absents pendant combien de temps					Total
Région	Moins d'un mois dans l'année	Entre 1 et 3 mois dans l'année	Entre 3 et 6 mois dans l'année	Entre 6 et 9 mois dans l'année	Plus de 9 mois dans l'année	
Agadez	11,2%	20,3%	3,0%	7,0%	58,5%	100%
Diffa	1,5%	4,9%	6,0%	27,6%	60,0%	100%
Dosso	4,7%	7,4%	36,9%	22,5%	28,5%	100%
Maradi	10,7%	23,6%	18,6%	14,5%	32,6%	100%
Tahoua	2,6%	15,7%	26,0%	21,3%	34,4%	100%
Tillabéry	9,7%	13,7%	20,5%	16,5%	39,5%	100%
Zinder	11,3%	35,1%	29,9%	17,6%	6,1%	100%
Niamey		9,2%	32,1%	40,5%	18,3%	100%
Total	7,1%	17,7%	25,0%	18,6%	31,6%	100%

Rapporté à la classe d'insécurité alimentaire, globalement 31,6% sont absents pendant plus de 9 mois dans l'année toutes classes confondues. Cependant, dans la classe d'insécurité alimentaire sévère, 44,8% des migrants saisonniers sont absents de leurs ménages pendant 1 à 3 mois ; 28,3% des modérés entre 3 et 6 mois ; 33,5% de ceux à risque pendant plus de 9 mois et 34,9% de ceux en sécurité pendant plus de 9 mois également comme l'indique le tableau ci-dessous

		Q95f : Approximativement les migrants saisonniers de votre ménage sont absents pendant combien de temps					Total
		Moins d'un mois dans l'année	Entre 1 et 3 mois dans l'année	Entre 3 et 6 mois dans l'année	Entre 6 et 9 mois dans l'année	Plus de 9 mois dans l'année	
Classes d'insécurité alimentaire	Sévère		44,8%	19,5%	19,9%	15,7%	100%
	Modéré	5,7%	20,3%	28,3%	21,8%	23,9%	100%
	A risque	6,5%	19,3%	20,6%	20,2%	33,5%	100%
	En sécurité	9,1%	12,8%	29,2%	14,0%	34,9%	100%
	Total	7,1%	17,7%	25,0%	18,6%	31,6%	100%

3.2.6.2 Migrations, insécurité alimentaire et transferts d'argent

Un autre centre d'intérêt de l'enquête est le montant des transferts monétaires reçus au cours des 12 derniers mois

Répartition des ménages ruraux selon le montant annuel moyen des transferts et selon les classes d'insécurité alimentaire

Les informations collectées montrent que plus de 80% des migrants ont migré pour la recherche d'un emploi donc pour des préoccupations économiques. Ces migrants s'attachent généralement à transférer de l'argent à leurs ménages d'origine. En moyenne, au niveau national, les ménages reçoivent annuellement 157.673 FCFA de transfert.

Les transferts moyens annuels par ménage sont plus importants dans les régions de Tillabéri (379.932 FCFA) d'Agadez (207.463 FCFA), de Diffa (189.758 FCFA) comme l'indique le tableau ci-dessous.

Région	Montant moyen des transferts monétaires reçus des migrants par les ménages
Agadez	207 463
Diffa	189 758
Dosso	116 061
Maradi	149 345
Tahoua	77 908
Tillabéry	379 932
Zinder	32 104
Niamey	91 033
Ensemble	157 673

Selon la classe d'insécurité alimentaire, les ménages en insécurité sévère, modérée, à risque, et en sécurité ont déclaré avoir reçu en moyenne, ces 12 derniers mois respectivement, 26. 338 F CFA, 60.914 F CFA, 107.720 F CFA et 302.234 F CFA comme l'indique le tableau ci-dessous. On note que les montants moyens reçus par les

ménages en insécurité sévère sont insignifiants. Ces montants permettent aux ménages en insécurité alimentaire de se procurer à peine l'équivalent de 100 kg de mil.

Tableau : montant moyen du transfert monétaire reçu selon la classe de vulnérabilité

Classes d'insécurité alimentaire	Montant moyen des transferts monétaires reçus des migrants au cours derniers mois
Sévère	26 338
Modéré	60 914
A risque	107 720
En sécurité	302 234
Ensemble	157 673

Suivant la tranche d'âge et le nombre de personnes ayant migré par ménage, les ménages ont déclaré avoir reçu en moyenne dans l'année 118.763 F CFA des migrants de moins de 18 ans contre 99.916 FCFA de ceux dont l'âge varie entre 18 et 50 ans. Toujours dans la même tranche d'âge, les ménages ayant enregistré le départ de 2 personnes ou plus reçoivent en moyenne 137.539 F CFA contre 40.515 F pour ceux dont un seul membre a migré. A noter que 76,3% des migrants sont dans la tranche d'âge de 18 à 50 ans comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau : Montant moyen des transferts monétaires reçus suivant les tranches d'âge des migrants et le nombre de personnes ayant migré

Nombre de personnes ayant migré	Montant moyen des transferts monétaires reçu suivant les tranches d'âge des migrants		
	Moins de 18 ans	18 à 50 ans	Plus de 50 ans
1 personne	50 763	40 515	136 859
2 personnes ou plus	130 296	137 539	22 583
Ensemble	118 763	99 916	40 458

Appréciation de l'évolution des transferts par les ménages

En moyenne, au niveau national, 26,3% des ménages ont estimé les ressources envoyées pendant les 12 mois précédant l'enquête, moins importantes que d'habitude. Ces ressources ont été estimée équivalentes par 28,7% des ménages concernés et plus importantes que d'habitude par 25,4%. Rapporté au niveau régional ces ressources sont jugées moins importantes par 33,6% des ménages d'Agadez, 30,9% des ménages de Tahoua, 26,8% des ménages de Zinder et 26,3% des ménages de Dosso comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau : Répartition (en%) des ménages ayant enregistré des migrants selon l'évolution du montant total des transferts reçus au cours des 12 derniers mois par rapport à leur niveau habituel

Région	Evolution des transferts reçus des migrants				Total
	Plus important que d'habitude	Equivalentes	Moins importantes que d'habitude	Non applicable	
Agadez	44,2	13	33,6	9,2	100
Diffa	29,4	44,4	14,6	11,7	100
Dosso	28,3	27,3	26,3	18,1	100
Maradi	37,8	29,7	21,4	11,1	100
Tahoua	28,9	26,6	30,9	13,6	100
Tillabéry	13,1	34,7	25,2	27	100
Zinder	6,3	22,2	26,8	44,7	100
Niamey	24,8	25,6	13,7	35,9	100
Ensemble	25,4	28,7	26,3	19,6	100

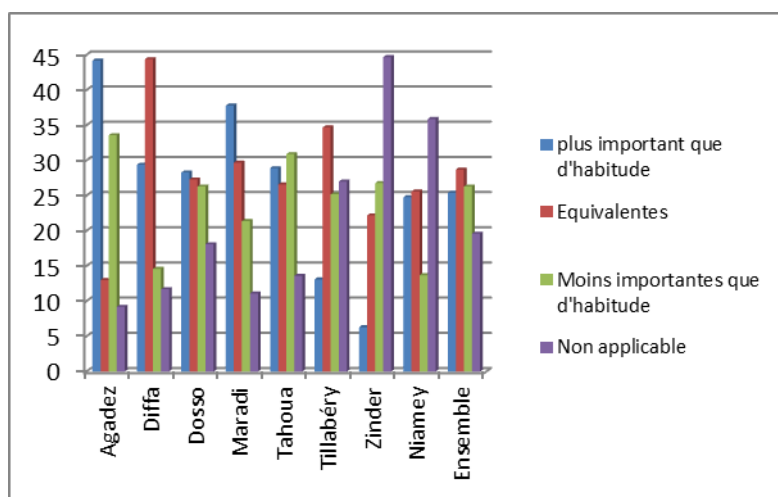


Tableau : Répartition des ménages selon l'appréciation l'évolution des transferts reçus

		Q95h : Comment les ressources envoyées pendant les 12 derniers sont-elles jugées				Total
		Plus important que d'habitude	Equivalentes	Moins importantes que d'habitude	Non applicable	
Classes d'insécurité alimentaire	Sévère	51,1%	19,9%	9,4%	19,5%	100%
	Modéré	22,0%	23,5%	33,7%	20,8%	100%
	A risque	25,6%	32,3%	23,6%	18,5%	100%
	En sécurité	27,0%	27,0%	25,6%	20,5%	100%
Total		25,4%	28,7%	26,3%	19,6%	100%

Comparativement à leur niveau habituel, les ressources envoyées pendant les 12 derniers mois sont jugés moins importantes respectivement par 9,4% des sévères, 33,7% des modérés, 23,6% de ceux à risque et 25,6% de ceux en sécurité. Les

ressources sont jugées plus importantes que d'habitude par 51,1% des ménages en insécurité sévère, 22% des ménages en insécurité modérée, 25,6% des ménages à risque et 27% des ménages en sécurité.

Sur tout un autre plan, le retour des migrants suite aux crises sociopolitiques dans la sous-région s'accompagne de graves difficultés en termes d'emplois car l'émigration vers d'autres pays de la région constitue un important mécanisme de survie. Or, compte tenu de la rareté des perspectives d'emplois rémunérés au Niger les réseaux familiaux déjà vulnérables, ne suffisent pas pour prendre en charge ces migrants de retour.

3.2.7. Consommation et diversité alimentaire des ménages

La sécurité alimentaire d'un ménage donné est assurée lorsque qu'il parvient à satisfaire, à tout moment, ses besoins alimentaires et nutritionnels de base. Cela comporte une signification quantitative lorsque les membres de ce ménage parviennent à manger à leur faim et une signification qualitative lorsque les membres de ce ménage parviennent à consommer plusieurs groupes d'aliments donc à diversifier leur alimentation de façon à combler tous leurs besoins énergétiques.

Plusieurs indicateurs sont utilisés pour analyser la qualité de l'alimentation des ménages dont les plus courants sont le score de consommation alimentaire en anglais le « Food Consumption Score », le score de diversité alimentaire au niveau ménage en anglais le « Household Dietary Diversity Score », le score de diversité alimentaire au niveau individu en anglais le « Individual Dietary Diversity Score », etc.

3.2.7.1 La diversité alimentaire à l'échelle ménage (HDDS) et à l'échelle individus (IDDS)

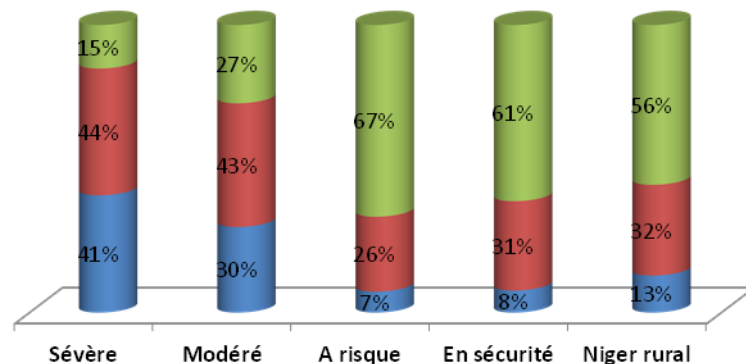
Les scores de diversité alimentaire au niveau ménage et au niveau individu sont calculés et analysés différemment.

On utilise le Score de diversité alimentaire à l'échelle (HDDS) pour comprendre les conditions d'accès économique des ménages aux aliments. Pour cela on regarde tous les aliments dont l'obtention nécessite des ressources du ménage, tels que les condiments, le sucre et les aliments sucrés, ainsi que les boissons.

Le Score de diversité alimentaire individuel (IDDS) permet de comprendre plus l'apport en micronutriments à travers les groupes d'aliments qu'à l'accès économique aux aliments. C'est pourquoi on le calcule en excluant les sucreries, épices, condiments et boissons.

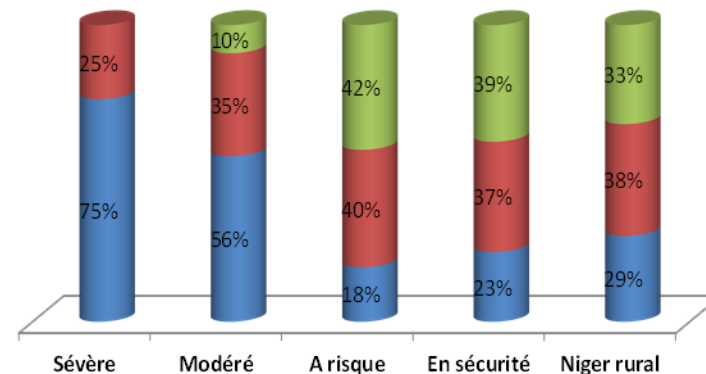
Diversité alimentaire au niveau ménage

■ ≤ 3 groupes d'aliments ■ 4 et 5 groupes d'aliments ■ ≥ 6 groupes d'aliments



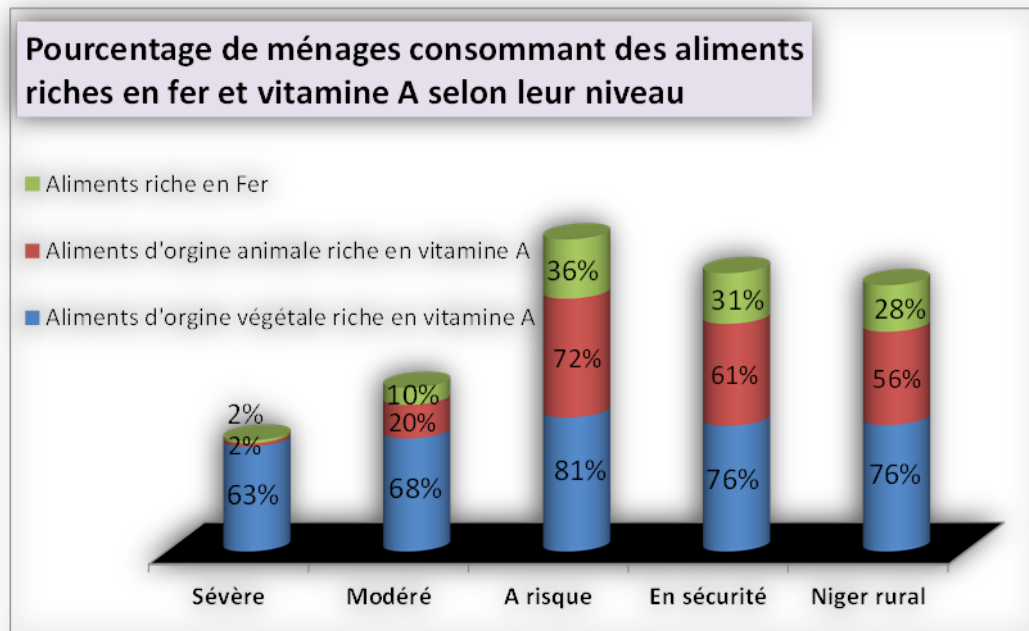
Diversité alimentaire au niveau individu

■ ≤ 3 groupes d'aliments ■ 4 et 5 groupes d'aliments ■ ≥ 6 groupes d'aliments



Globalement, une proportion importante de ménages arrive à diversifier son alimentation avec des aliments nutritifs (33% consomment plus de 6 groupes). Egalement une proportion non négligeable de ménages (56% consomment plus de 6 groupes) arrive à diversifier son alimentation malgré les contraintes des ressources que ça nécessite pour les ménages.

On voit cependant que les ménages classés en insécurité alimentaire (sévère et modéré) que pour une forte proportion (75% des sévères et 56% des modérés), l'alimentation est composée de moins de trois groupes d'aliments et essentiellement des céréales et des légumes à feuilles vertes. D'autres ont encore des difficultés à se procurer les aliments dont l'accès nécessite des ressources.



Les résultats indiquent que seulement 2% de ménage en insécurité alimentaire sévère (2%) consomment des aliments riches en fer ou en vitamine A d'origine animale. La consommation d'aliments riche en vitamine A d'origine végétale est répandue à toutes les catégories de ménage.

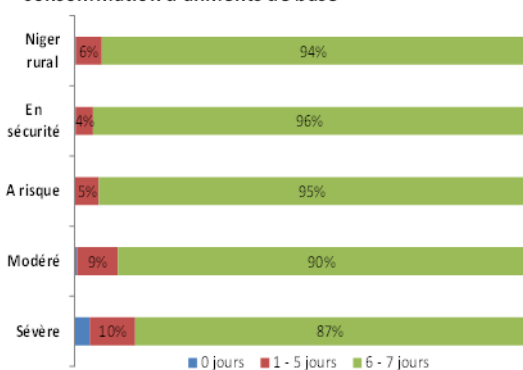
L'analyse faite selon les départements indique que les plus fortes proportions de ménages n'ayant pas accès à la vitamine A sont observées : Abalak (36%) ; Gaya (36%) ; Tahoua (28%) ; Gouré (26%) ; Tanout (26%) ; Keita (23%) ; Madaoua (22%) ; Ouallam (20%).

Les départements ayant les plus fortes proportions de ménages qui n'ont pas accès au fer sont : Ouallam (93%) ; Illéla (92%) ; Tahoua (90%) ; Mirriah (90%) ; Bouza (89%) ; Tchirozérine (89%) ; Loga (88%) ; Madaoua (88%) ; Keita (87%) ; Filingué (84%) ; Arlit (80%) ; Tessaoua (79%) ; Mainé-soroa (76%) ; Gouré (75%) ; Tchintabaraden (74%) ; Gaya. (74%).

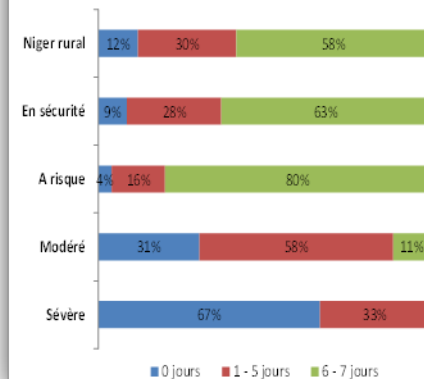
3.2.7.2 La fréquence de consommation d'aliments selon le groupe

En analysant la fréquence de consommation d'aliment, il ressort comme indiquer dans les graphiques ci-dessous, que les aliments riches en fer, les huiles et graisses, les protéines animales ne sont pas fréquemment consommés par les ménages particulièrement ceux en insécurité alimentaire sévère.

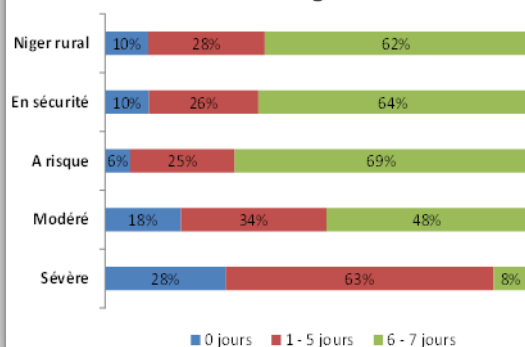
Pourcentage de ménages selon la fréquence de consommation d'aliments de base



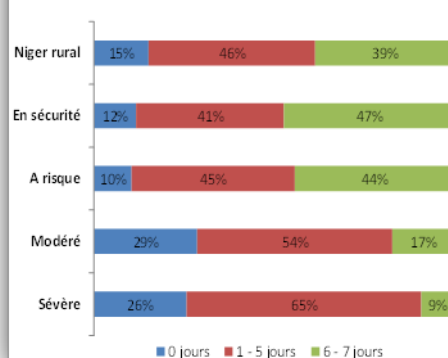
Pourcentage de ménages selon la fréquence de consommation d'aliments riches en protéine



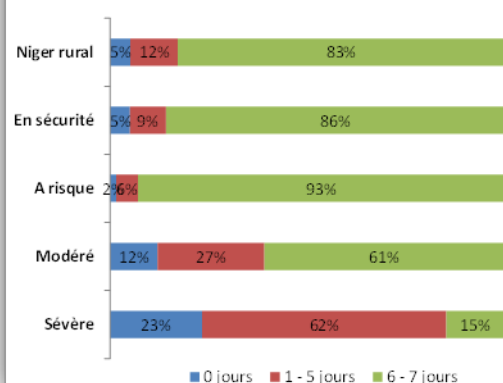
Pourcentage de ménages selon la fréquence de consommation des fruits et légumes



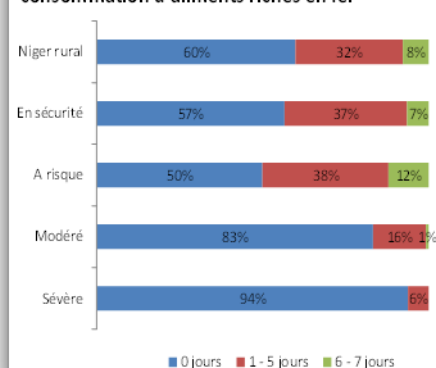
Pourcentage de ménages selon la fréquence de consommation d'aliments riches huile et graisse



Pourcentage de ménages selon la fréquence de consommation d'aliments riches en vitamine A



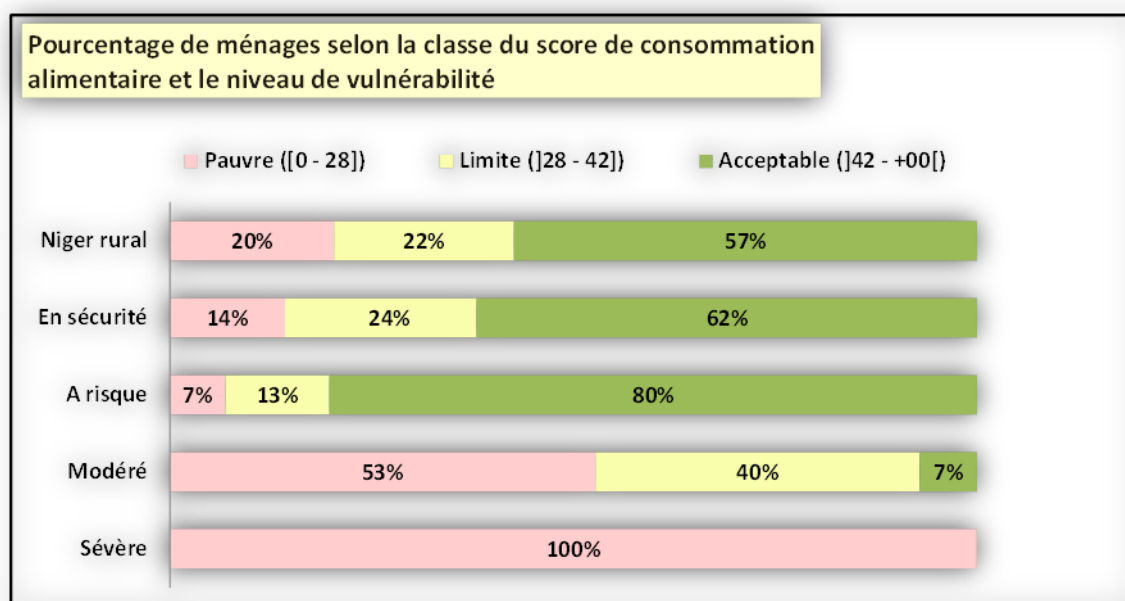
Pourcentage de ménages selon la fréquence de consommation d'aliments riches en fer



3.2.7.3 Score de consommation alimentaire

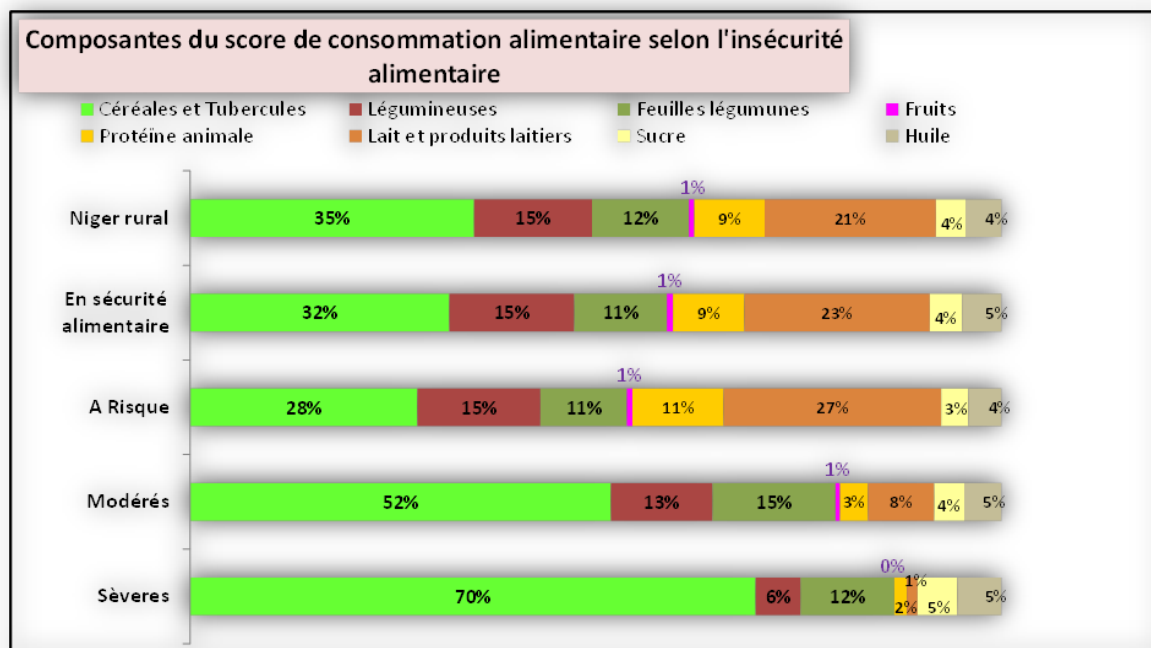
Le score de consommation alimentaire est un indicateur composite, proxy de l'accessibilité alimentaire. Il est calculé sur la base de la diversité alimentaire, la fréquence et l'importance nutritionnelle de chacun des huit groupes retenus d'aliments consommés. Son interprétation se fait en fonction de la classification du score en trois classes comme indiqué dans le graphique ci-dessous :

Figure 5 : pourcentage de ménages selon la classe du score de consommation alimentaire et le niveau de vulnérabilité



Les résultats indiquent que 20% des ménages vivant en milieu rural ont une alimentation pauvre ; 22% une alimentation limite et 57% une alimentation acceptable. Cette situation est en générale la caractéristique d'une période post-récolte. On voit cependant que tous les ménages classés sévèrement en insécurité alimentaire ont une consommation pauvre. De même seulement 7% des ménages en insécurité alimentaire modérée ont une consommation acceptable.

On peut conclure que la majorité des ménages en insécurité alimentaire sévère ou modéré ont une consommation pauvre à limite.



En examinant la contribution des composantes dans la constitution du score, on voit qu'en réalité que le régime alimentaire des ménages en insécurité alimentaire est essentiellement composé des céréales et tubercules (70% des sévères et 52% des modérés.)

3.2.8. Profil d'insécurité alimentaire des ménages en milieu rural

Typologie de l'insécurité alimentaire	Principales caractéristiques
Insécurité alimentaire sévère (0,6% de la population) soit 97.941 personnes contre 838.476 Personnes en novembre 2011	• Plus forte incidence parmi les ménages dirigés par les femmes (2,9%) contre 0,5% pour les ménages dirigés par les hommes ; • La taille moyenne des ménages de ce groupe est de 5,4 personnes, relativement inférieur à la moyenne obtenue en novembre 2011 qui était de 6,7 personnes ; • Un peu plus de sept ménages sur dix, soit 70,9% ne disposent pas au moment de l'enquête de stocks alimentaires et pour ceux qui en disposent, tous (100%) affirment que leurs provisions sont insuffisantes pour couvrir leurs besoins alimentaires jusqu'aux prochaines récoltes ; • Le score de consommation alimentaire moyen des ménages de ce groupe est estimé à 18,7 nettement inférieur à celui de novembre 2011 (26,4) traduisant ainsi une dégradation du régime alimentaire. On note d'ailleurs que tous les ménages (100%) de ce groupe ont une consommation alimentaire pauvre ; • La durée moyenne des stocks alimentaires des ménages de ce groupe est de 0,3 mois contre 3,1 mois dans l'ensemble ; • En moyenne, un ménage de ce groupe possède moins d'une UBT (0,2) contre 2,1 UBT en moyenne dans l'ensemble du pays ; • 80,2% des ménages de ce groupe ont comme principale source de revenu la vente des produits agricoles ; en novembre 2011 ce taux est de 41,7%. • Le revenu moyen mensuel d'un ménage de groupe est d'environ 44.000 F CFA contre 67.000 F Cfa pour l'ensemble des ménages ; • 55,6% de leurs dépenses globales en cash sont affectées à l'achat de l'alimentation contre 68,3% en novembre 2011, • 77,7% de leurs dépenses globales (y compris l'autoconsommation) sont affectées à l'achat de l'alimentation • Près de la moitié (46%) des ménages de cette classe de vulnérabilité s'est endettée pour des raisons alimentaires depuis les récoltes de 2012; • Le Copy Strategy Index (CSI) moyen dans cette classe de vulnérabilité est de 44,4 nettement supérieur à celui de novembre 2011 qui était de 28,1. On note par ailleurs, qu'au cours des sept derniers jours précédant l'enquête, les résultats de l'étude ont révélé que dans cette classe de vulnérabilité : - 97,7% des ménages ont consommés des aliments moins préférés contre 79,3% en novembre 2011 - 69,8% des ménages de cette classe ont emprunté des vivres chez des parents/voisins ou amis contre 57,3% en novembre 2011 ; - 56,5% des ménages ont acheté des vivres à crédit contre 18,9% en moyenne au niveau national; - 46,03% des ménages ont eu recours inhabituel à la consommation des aliments de pénurie contre 15,6% en novembre 2011; - 50,09% des ménages ont dû passer au moins toute une journée sans manger contre 29,7% en novembre 2011; - 4,9% des ménages ont eu recours à la mendicité à cause de l'insécurité alimentaire ; - 49,8% des ménages ont déclaré avoir consommé leurs semences

Typologie de l'insécurité alimentaire	Principales caractéristiques
	pour des raisons d'insécurité alimentaire ; - 100% des ménages ont déclaré avoir diminué la quantité de la ration journalière consommée contre 77,3% en novembre 2011 ; - 68,1% des ménages ont déclaré avoir diminué la quantité de la ration journalière consommée par les adultes au profit des enfants contre 18,92% de l'ensemble des ménages - 68,8% des ménages ont déclaré avoir diminué le nombre des repas pris par jour contre 77,3% en novembre 2011 ; D'autre part on note également qu'au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête que : - 4,3% des ménages de cette classe de vulnérabilité, ont déclaré avoir enregistré des départs d'actifs contre 14,9% en novembre 2011 ; - 36,9% des ménages ont déclaré avoir vendu des animaux reproducteurs contre 18,9% en novembre 2011 ; - 8,3% des ménages ont déclaré avoir fait travailler des enfants (moins de 18 ans) en réponses à la précarité engendrée par l'insécurité alimentaire ; - 1,2% des ménages ont vendu des biens (bijoux, objets de valeur...), contre 7% pour l'ensemble des ménages ;
Insécurité alimentaire modérée (21,7% de la population) soit 3.478.101 personnes contre 3.430.029 Personnes en novembre 2011	• Plus forte incidence parmi les ménages dirigés par les femmes (28,2%) contre 22,6% pour les ménages dirigés par les hommes ; • La taille moyenne des ménages de ce groupe est de 6,3 personne sensiblement égale à celle trouvé en novembre 2011 qui était de 6,5 personnes ; • La durée moyenne des stocks alimentaires des ménages de ce groupe est de 1,5 mois exactement comme le résultat obtenu il y a deux ans c'est-à-dire en novembre 2011 ; • En moyenne, un ménage de ce groupe possède moins d'une UBT (0,4) contre 2,1 UBT en moyenne dans l'ensemble du pays • Les principales sources de revenu pour ce groupe sont : la vente des produits agricoles (53,9%), le petit commerce (12,1%), le travail journalier (8,4%). • 77,8% de leurs dépenses globales (y compris l'autoconsommation) sont affectées à l'achat de nourriture ; • Le score de consommation alimentaire moyen est de 28,8 contre 33,5 en novembre 2011 • Un peu plus de 5 ménages sur 10 soit 56,1% de cette classe se sont endettés pour des raisons alimentaires depuis les récoltes de 2012. • L'indice de stratégie de survie moyen est de 13,4 nettement supérieur à celui de novembre 2011 qui était de 8,96 ; • Au cours des sept derniers jours précédant l'enquête : - 11,5% des ménages ont eu recours inhabituel à la consommation des aliments de pénurie contre 6,9% pour l'ensemble des ménages ; - 8,8% des ménages ont passé au moins toute une journée sans manger contre 5,9% pour l'ensemble de l'échantillon ; - 25,04% des ménages ont déclaré avoir diminué la quantité de la ration journalière consommée par les adultes contre 18,9% pour l'ensemble des ménages, - 27,7% des ménages ont déclaré avoir diminué le nombre des repas aussi bien pour les adultes que pour les enfants, contre 21,8% pour l'ensemble des ménages ;

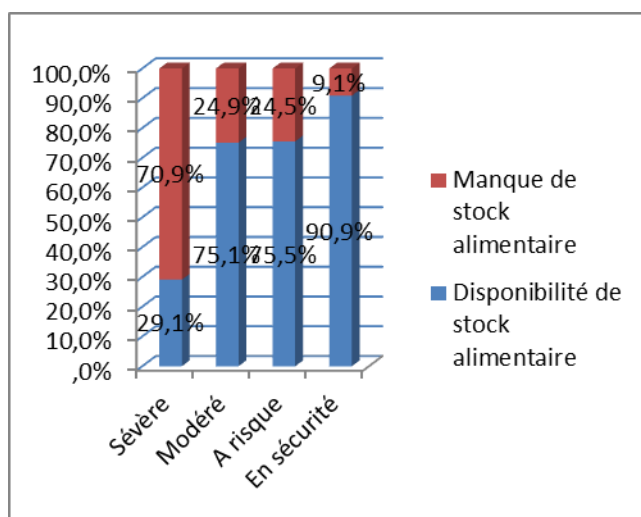
Typologie de l'insécurité alimentaire	Principales caractéristiques
	Au cours des 30 derniers jours, on note que : - 10,6% des ménages ont déclaré avoir enregistré des départs d'actifs contre 7,7% pour l'ensemble des ménages; - 22,0% des ménages ont déclaré avoir vendu des animaux reproducteurs contre 23,3% pour l'ensemble des ménages ; - 5,7% des ménages ont déclaré avoir vendu des actifs domestiques (radio, meubles, réfrigérateur, télévision, bijoux, habits etc.) pour des besoins alimentaires contre 7% pour l'ensemble des ménages ; - 5,6% des ménages ont vendu des biens productifs (bœufs de trait, charrue, charrette, machine à coudre, brouette, vélo, etc.) pour des raisons d'insécurité alimentaire contre 5,9% pour l'ensemble des ménages ;
A risque d'insécurité alimentaire (46,5% de la population) soit 7.448.504 personnes contre 3 447 325 personnes en novembre 2011	• La taille moyenne des ménages de ce groupe est de 6,7 personnes ; elle reste stable comparativement à celle de novembre 2011 qui était de 6,6 personnes. • La durée moyenne des stocks alimentaires des ménages dépasse un peu plus de deux mois (2,2) ; • La principale source de revenu pour ce groupe demeure la vente des produits agricoles (44,7%). • Plus de la moitié soit 50,5% de ces ménages se sont endettés entre la récolte de 2012 et novembre 2013 • Le score de consommation alimentaire moyen est de 55,01 contre 41,2 en 2011 • 50,5% des ménages se sont endettés pour des raisons alimentaires depuis les récoltes de 2012 contre 44,0% des ménages qui se sont endettés entre la récolte 2010 et novembre 2011) • L'indice de stratégie de survie moyen dans cette classe est de 8,8 sensiblement égale à celui de novembre 2011 (8,7)
En sécurité alimentaire (31,2% de la population) soit 5 599 834 personnes contre 5.599.834 personnes en novembre 2011	• La taille moyenne des ménages de ce groupe est de 7,2 personnes sensiblement égale à celle calculée en novembre 2011 qui était de 7,1 personnes ; • La durée moyenne des stocks alimentaires des ménages est de 5,6 mois contre 4,2 mois en novembre 2011 ; • En moyenne, un ménage de ce groupe possède 5,6 UBT contre 3,2 UBT en novembre 2011; • A l'image des autres classes de vulnérabilité précédentes, la principale source de revenu pour ce groupe demeure la vente des produits agricoles (45,3%). On note une proportion importante des ménages de cette classe qui s'adonnent à la vente du bétail, des produits d'élevage et l'embouche (14,6%) • Le score de consommation alimentaire moyen est de 50,47 contre 59,1 en novembre 2011 • 40,7% des ménages se sont endettés pour des raisons alimentaires depuis les récoltes de 2012; • L'indice de stratégie de survie moyen est de 5,9 contre une moyenne de 2,6 en novembre 2011.

3.2.9. Réserves alimentaires et de semences des ménages

3.2.9.1 Réserves alimentaires des ménages

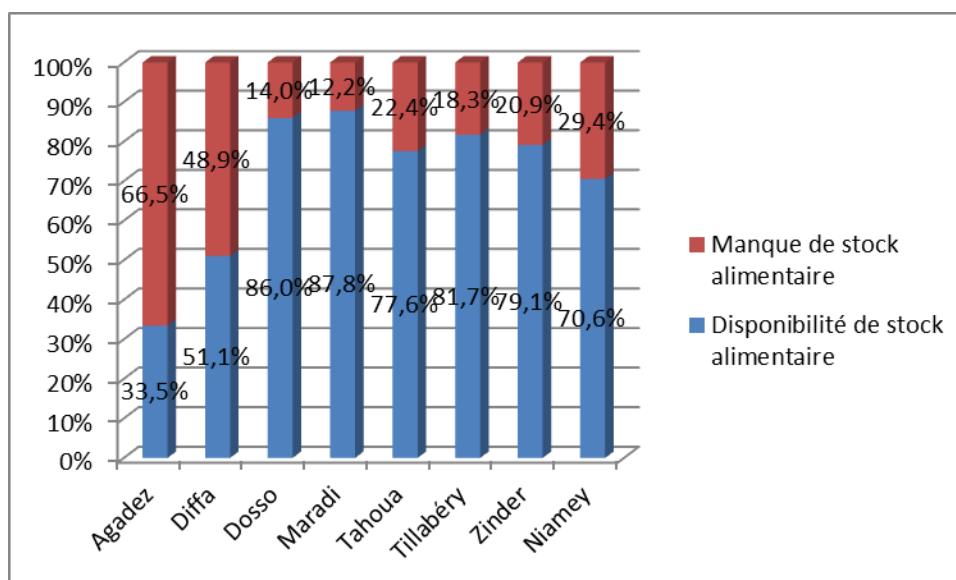
Les résultats de l'enquête montrent que, 79,6% des ménages ruraux nigériens disposent de stocks au moment de l'enquête, c'est-à-dire tout juste après les récoltes. Cette moyenne cache des disparités en fonction des classes de vulnérabilité : la proportion est de 29.1% chez les ménages sévèrement vulnérables, 75.1% chez les modérément vulnérables, 75.5% chez ceux à risque et 90.9% chez les ménages en sécurité.

Figure : Répartition des ménages selon la disponibilité de stock alimentaire et la classe d'insécurité alimentaire



Cette disponibilité de stock est plus faible dans les régions d'Agadez (33.5% des ménages) et de Diffa (51.1% des ménages).

Tableau 2 : Répartition des ménages en fonction de la disponibilité de stock alimentaire par région

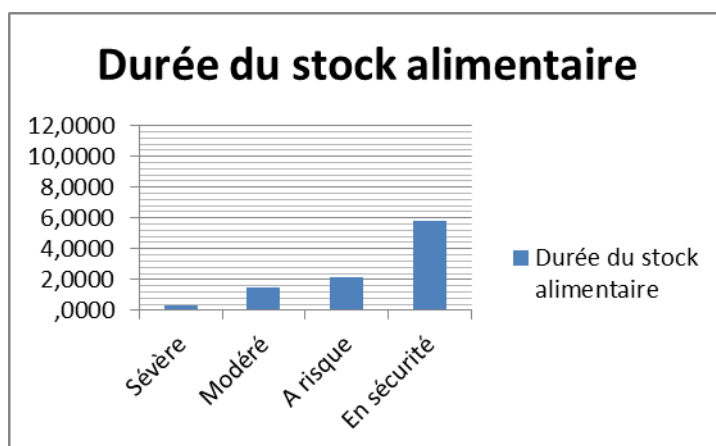


Cette faible disponibilité de stock alimentaire est plus critique au niveau de certains départements situés dans quatre régions. Il s'agit de Abalak (21.1%) et Tchintabaraden (49.8%) dans la région de Tahoua, Diffa (28.1%) et N'Guigmi (29.9%) dans la région de Diffa, Say (28.7%) dans la région de Tillabéri, Tchirozérine (28.8%) et Arlit (37.7%) dans la région d'Agadez.

Cependant, parmi les ménages disposant de stocks alimentaires, aucun n'a une couverture alimentaire de six mois effectifs. La durée moyenne du stock alimentaire varie de 8 jours (0.28 mois) chez les ménages en insécurité alimentaire sévère à 46 jours (1.53 mois) chez les modérés, 2.18 mois chez les ménages à risque et 5.79 mois pour les ménages en sécurité soit une moyenne nationale de 3 mois de consommation.

Tableau : Durée des stocks alimentaires par classe d'insécurité alimentaire

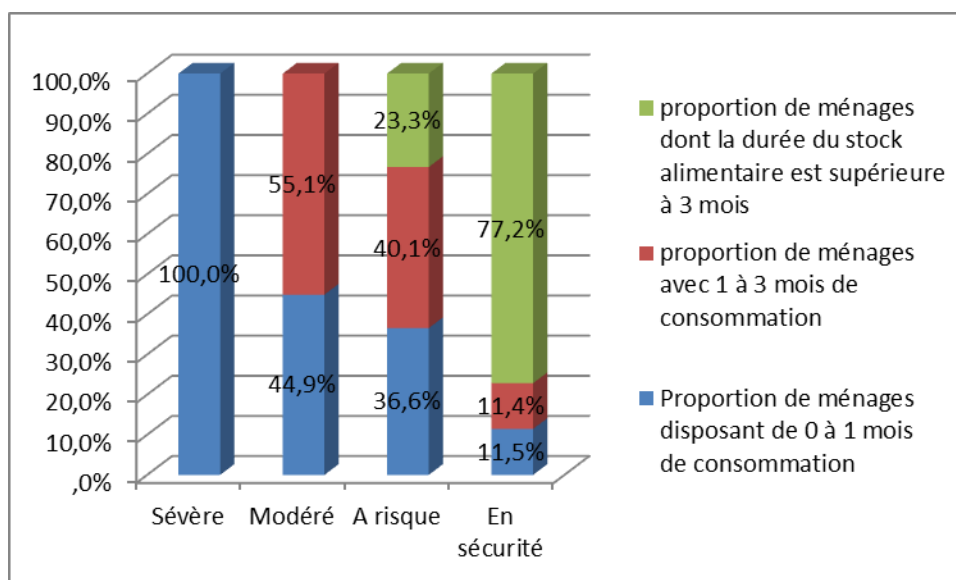
Classe d'insécurité alimentaire	Durée des stocks (mois)
Sévère	0,2812
Modéré	1,5253
A risque	2,1805
En sécurité	5,7942
Moyenne	3,0703



Les résultats de l'enquête font ressortir que les ménages disposant de moins d'un mois de consommation sont composés de 100% des ménages en insécurité alimentaire sévère, environ 45% des modérés, environ 37% de ceux à risque et 11% de ceux en sécurité ; ce qui représente 31.7% des ménages ruraux sur le plan national.

Tableau : Répartition des ménages en fonction de la durée des stocks alimentaires et des classes d'insécurité alimentaire

Classe d'insécurité alimentaire	0 à 1 mois	1 à 3 mois	Plus de 3 mois	
Sévère	100,0%			100,0%
Modéré	44,9%	55,1%		100,0%
A risque	36,6%	40,1%	23,3%	100,0%
En sécurité	11,5%	11,4%	77,2%	100,0%
Moyenne	31,7%	34,9%	33,5%	100,0%



Au niveau des régions, Agadez, Diffa et Niamey présentent les plus fortes proportions de ménages disposant de moins d'un mois de consommation.

Tableau 5 : Durée des stocks alimentaires des ménages en fonction des régions

Région	Durée des stocks
--------	------------------

	(En mois)
Agadez	0,6233
Diffa	1,7844
Dosso	3,4469
Maradi	4,0610
Tahoua	2,3151
Tillabéry	2,9234
Zinder	3,3870
Niamey	2,2444
Moyenne	3,0703

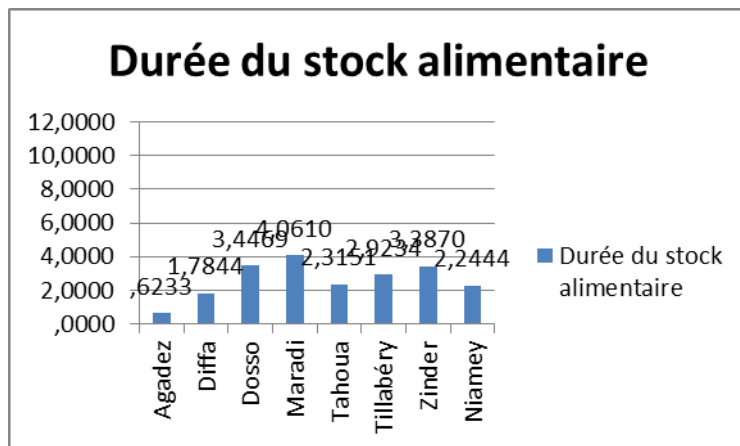


Tableau 6 : Durée des stocks alimentaires des ménages en fonction des régions

Classe d'insécurité alimentaire	0 à 1 mois	1 à 3 mois	Plus de 3 mois	Total
Agadez	88,2%	7,6%	4,2%	100,0%
Diffa	58,5%	24,3%	17,2%	100,0%
Dosso	21,8%	33,4%	44,8%	100,0%
Maradi	18,6%	30,1%	51,3%	100,0%
Tahoua	38,4%	39,6%	22,0%	100,0%
Tillabéry	29,1%	39,9%	31,0%	100,0%
Zinder	32,7%	34,7%	32,6%	100,0%
Niamey	50,9%	24,6%	24,5%	100,0%
	31,7%	34,9%	33,5%	100,0%

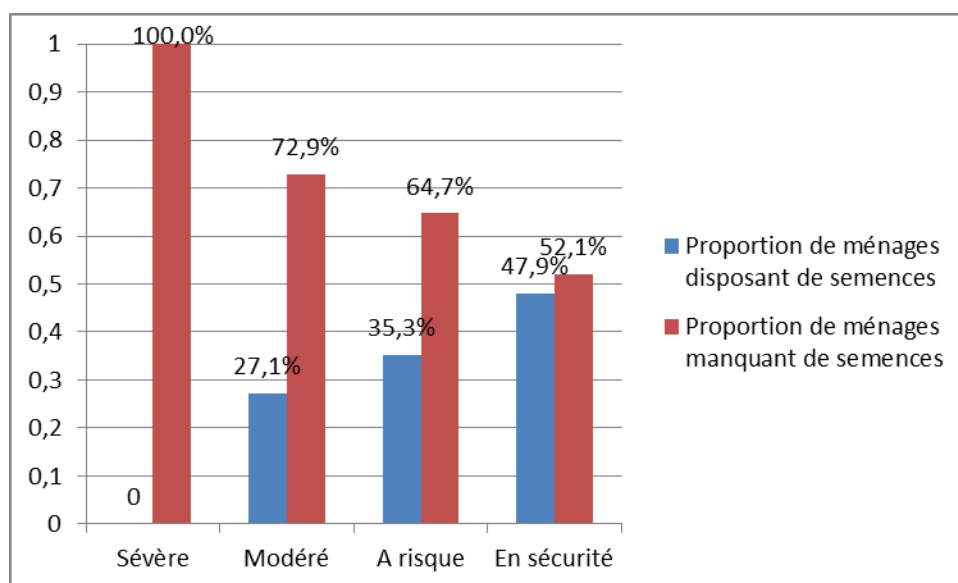
Au niveau de cinq départements, plus de 80% des ménages disposent de moins d'un mois consommation à partir de novembre 2013. Il s'agit de : Abalak (0.49 mois) dans la région de Tahoua, Tchirozérine (0.50mois) et Arlit (0.58 mois) dans la région d'Agadez, N'guigmi (0.62 mois) dans la région de Diffa et Say (0.73mois) dans la région de Tillabéri .

3.2.9.2 Disponibilité et type de semences

Au niveau national, 37.4 % des ménages ruraux disposent des stocks de semences au mois de Novembre 2013. Selon la classe d'insécurité alimentaire, on constate que la totalité des ménages ruraux en insécurité alimentaire sévère ne possèdent pas du tout de stock de semences contre 27.1 % des ménages en insécurité alimentaire modérée. Même pour les autres classes les proportions disposant de stocks de

semences sont faibles (35.3 % pour les ménages à risque d'insécurité alimentaire et 47.9% pour les ménages en sécurité.

Figure : Disponibilité des semences au niveau des ménages en fonction de la classe d'insécurité alimentaire



Ainsi, ces résultats montrent que, dans toutes les classes, les proportions des ménages ne disposant pas de semences sont supérieures à 50% et que si aucune disposition urgente n'est prise pour rendre les semences disponibles avant l'installation de la saison des pluies, il y a un risque de tomber dans un cycle d'insécurité alimentaire chronique. Les ménages en insécurité alimentaire sévère n'en disposent même pas.

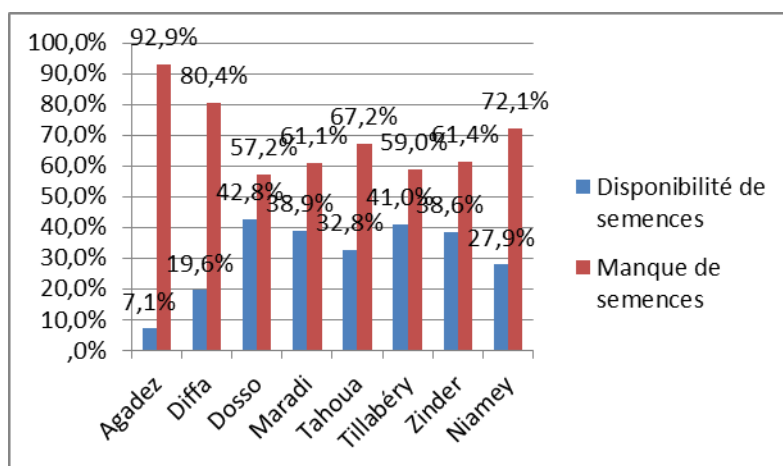
Tableau 10 : Répartition des ménages selon la disponibilité de semences et la classe d'insécurité alimentaire

Classe d'insécurité alimentaire	disponibilité d'un stock de semences		Total
	Oui	Non	
Sévère	0	100,0%	100,0%
Modéré	27,1%	72,9%	100,0%
A risque	35,3%	64,7%	100,0%
En sécurité	47,9%	52,1%	100,0%
Ensemble	37,4%	62,6%	100,0%

Au niveau régional, Agadez et Diffa ont les plus fortes proportions de ménages ne disposant pas de semences pour la prochaine campagne, respectivement 92.9% et 80.4%.

A l'intérieur des régions, les départements de Tichiro, Bilma, Tchinta présentent la plus forte proportion de ménages manquant de semences, respectivement 93.9%, 98.6% et 90%.

Figure : Disponibilité des semences en fonction des régions



Pour ce qui est de la possession de semences par type, elle est de 95.3% pour le mil, 60.7% pour le sorgho, 11.5% pour le maïs, 56.2% pour le niébé, 3% pour le blé et 4.9% pour le riz. Ceci reflète de manière vraisemblable le rapport d'utilisation des semences par les ménages ruraux sur le plan national. L'appui en semences aux ménages qui n'en disposent pas devra respecter cette proportion pour toucher le plus grand nombre de producteurs.

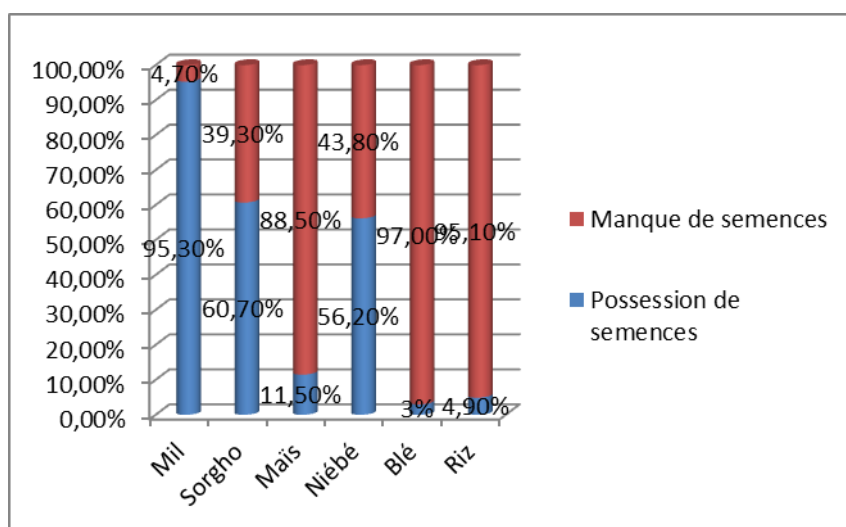


Tableau : Répartition des ménages selon la classe d'insécurité alimentaire et le type de semences disponibles

Classe d'insécurité alimentaire	Type de semences disponibles					
	Mil	Sorgho	Maïs	Niébé	Blé	Riz
Sévère	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Modéré	94,4%	52,2%	12,8%	53,1%	4,3%	3,8%
A risque	94,5%	59%	11,8%	58%	3,2%	5,1%
En sécurité	96,4%	65,8%	10,7%	55,4%	2,2%	5,2%
Ensemble	95,3%	60,7%	11%	56,2%	3%	4,9%

3.2.10. Revenu et sources des revenus des ménages

3.2.10.1 Le revenu mensuel moyen

L'analyse des résultats montre que le revenu mensuel moyen est de 67 256 FCFA par ménage et 12 812 FCFA par personne soit moins d'un dollar par jour avec en moyenne deux sources de revenu. Cependant, certains ménages exercent plusieurs types d'activités mais dont les revenus générés sont parfois insignifiants. Ainsi, les ménages en insécurité alimentaire diversifient les activités précaires avec souvent des revenus marginaux.

Figure 6 : Revenu mensuel moyen par personne par classe d'insécurité alimentaire en francs CFA

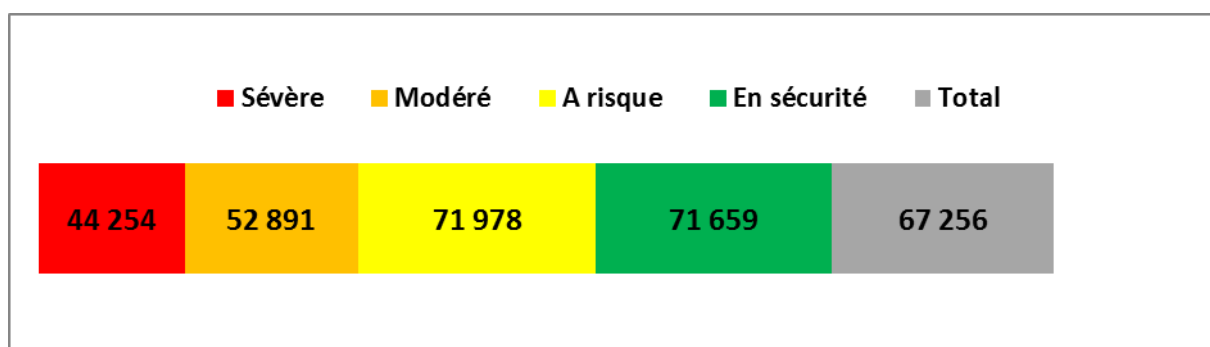
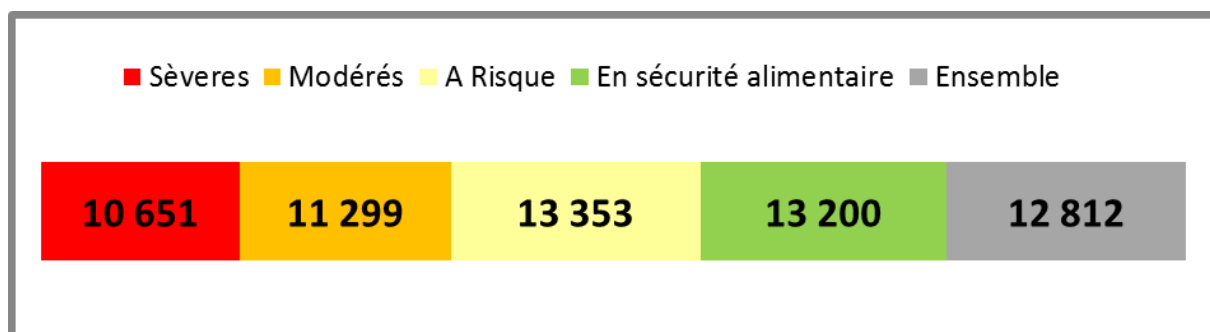


Figure 10 : Revenu mensuel moyen par personne par classe d'insécurité alimentaire en francs CFA



3.2.10.2 Les sources de revenu

Les revenus et les dépenses sont des variables difficiles à estimer lors des enquêtes auprès des ménages. Dans le cadre de cette enquête, Il a été demandé aux ménages d'estimer le revenu mensuel moyen généré par les trois principales sources ainsi que leurs contributions relatives au revenu global. Ainsi, les principales sources de revenu en milieu rural sont : la vente des produits agricoles, la vente de bétail/Embouche/vente produits d'élevage, petit commerce, transferts et travaux précaires.

Tableau : Répartition des ménages selon la première source de revenu monétaire

Source de revenu	Classes d'insécurité alimentaire				Total
	Sévère	Modéré	A risque	En sécurité	
Vente de produits agricoles	80,2%	53,9%	44,7%	45,3%	47,3%
Vente bétail/Embouche/vente produits d'élevage	0	2,7%	8,3%	19,0%	10,1%
Petit commerce	5,5%	12,1%	12,1%	9,9%	11,4%
Travail journalier	8,7%	8,4%	8,4%	6,5%	7,8%
Vente de bois/paille	0	3,5%	1,1%	1,5%	1,8%
Artisanat	0	1,8%	1,3%	1,6%	1,5%
Salarié	0	,5%	2,0%	1,8%	1,6%
Commerçant/entrepreneur	0	2,2%	3,5%	3,4%	3,1%
Transfert	0	3,7%	4,3%	2,8%	3,7%
Emprunt	1,7%	0,7%	0,7%	0,1%	,5%
Mendicité	3,9%	2,2%	1,3%	0,7%	1,4%
Extraction/carrière	0	,6%	1,0%	0,6%	0,8%
Vente de produits maraîchers	0	3,8%	5,4%	3,2%	4,4%
Autres	0	3,8%	5,8%	3,5%	4,6%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

3.2.10.2.1 La vente des produits agricoles

Dans l'ensemble, on constate que la vente des produits agricoles constitue la première source de revenu pour 47% des ménages vivant en milieu rural. Elle contribue pour 47% au revenu global des ménages. Les résultats montrent que les ménages en insécurité alimentaire sont les plus dépendants de cette source de revenu. L'élevage

3.2.10.2.2 L'élevage

Cette source regroupe la vente de bétail, l'embouche, la vente des sous produits d'élevage. Au plan national, elle est la première source pour 10,1% des ménages. Cette source génère plus de revenu est plus fréquente chez les ménages en sécurité alimentaire. En effet, les ménages en insécurité alimentaire ne détiennent pas

beaucoup d'animaux, on distingue seulement quelques ménages en insécurité alimentaire modérés pour lesquels elle constitue la première source de revenu.

3.2.10.2.3 Les transferts

Les transferts constituent une source de revenu très importantes pour les ménages. Ils proviennent des membres, parents, amis ou alliés travaillant ailleurs. Cependant, cette source est tributaire de la situation sécuritaire qui prévaut dans les pays d'accueil. Les résultats montrent que les transferts constituent la première source de revenu pour 3,7% de ménages. Aussi, les ménages en sécurité alimentaire bénéficient des transferts les plus importants.

3.2.10.2.4 Le travail journalier

Les travaux journaliers du type salariat agricole, main d'œuvre extra agricole, les petits travaux manuels etc. sont également des sources de revenu pour les ménages surtout ceux qui sont en insécurité alimentaire sévère et modérée. Ainsi, les résultats indiquent que pour 7,8% des ménages ruraux, les travaux journaliers constituent la première source de revenu.

3.2.10.2.5 Le commerce/entrepreneuriat

Le commerce et l'entrepreneuriat sont surtout des activités fréquentes pour les ménages classés en sécurité alimentaire. Les résultats indiquent que, dans l'ensemble, pour 3,1% des ménages, le commerce et l'entrepreneuriat constituent la première source de revenu.

3.2.10.2.6 Le petit commerce

A défaut des montants importants comme fonds de roulement, les ménages s'adonnent au petit commerce pour se procurer un revenu. C'est ainsi que pour 11,4% des ménages, le petit commerce représente la première source de revenu

3.2.10.2.7 Les salariés

Le salaire représente la première source de revenu pour 1,6% des ménages. Cette source de revenu est plus fréquente pour les ménages en sécurité alimentaire.

3.2.10.2.8 Vente de bois et de paille

En milieu rural, la collecte, la coupe de bois et de la paille pour vendre constitue une source alternative importante de revenu pour les ménages. Cependant, l'ampleur de cette activité varie selon le degré d'insécurité alimentaire des ménages. Ainsi les résultats indiquent que pour 1,8% des ménages, cette activité constitue la première source de revenu des ménages.

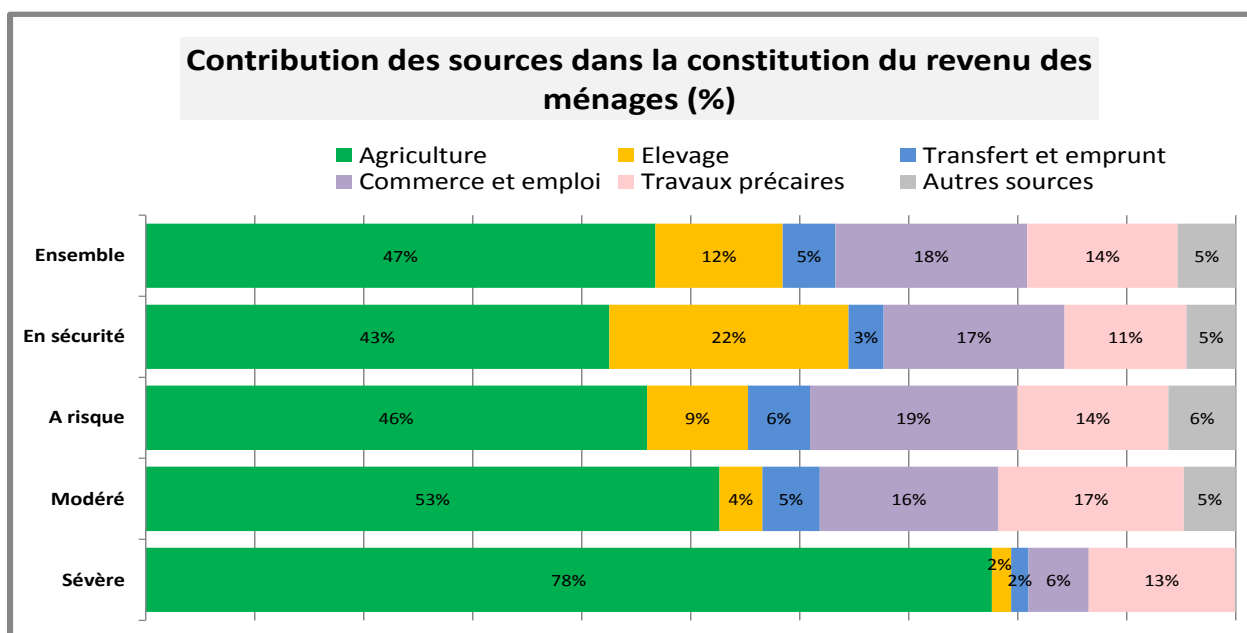
3.2.10.2.9 L'artisanat

En milieu rural, les membres hommes ou femmes s'adonnent à l'artisanat utilitaire avec entre autres la confection des nattes, des cordes, des haies/palissages etc. C'est une source qui génère des revenus non négligeables aux ménages. Les résultats indiquent que l'artisanat constitue la première source de revenu pour 1,5% des ménages.

Les résultats de l'enquête montrent également que la diversification des sources de revenu varie selon les régions et selon les moyens d'existence des ménages.

En procédant à la sommation de toutes les sources de revenu des ménages et au regroupement de certaines telles que le commerce avec le petit commerce, les travaux à caractère précaire (la vente de bois, de paille, la mendicité, l'artisanat, le travail sur les carrières etc.), le transfert avec l'emprunt, les résultats indiquent que les contributions des principales sources de revenu dans le revenu global des ménages varient selon les classes d'insécurité alimentaire comme indiqué ci-dessous .

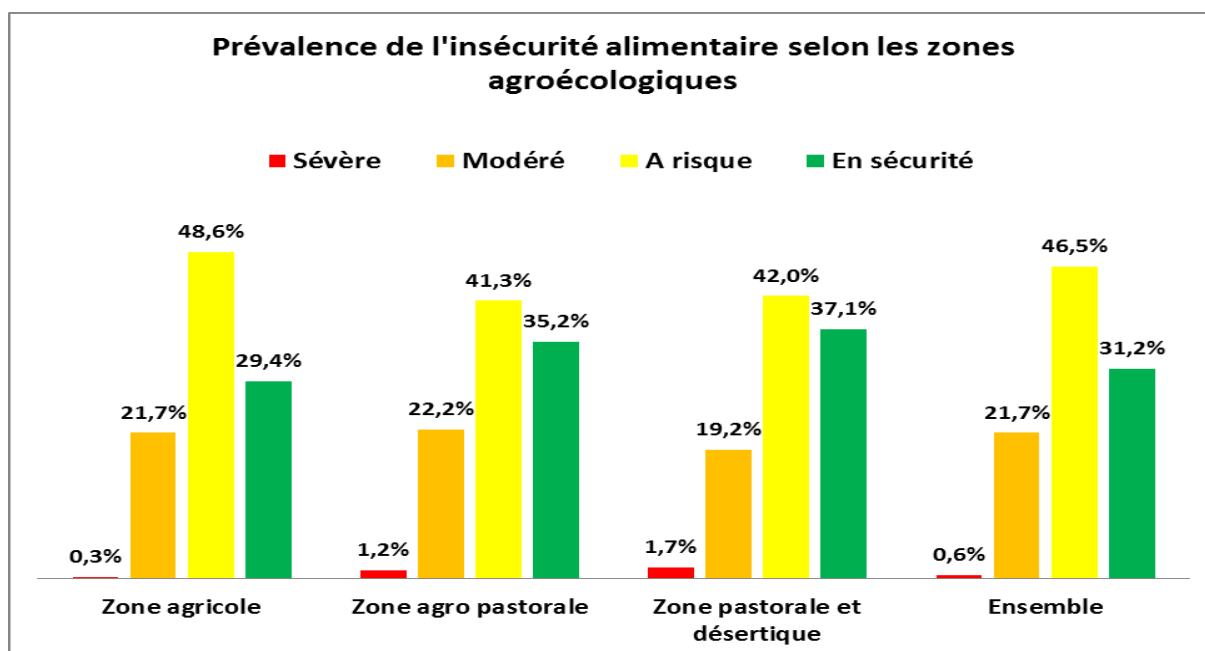
Figure 7 : Contribution des sources dans la constitution du revenu des ménages (%) selon la classe d'insécurité alimentaire



Il apparaît que l'agriculture constitue la principale source de revenu des ménages ruraux, suivi du commerce et les travaux à caractère précaire. Globalement, l'ensemble, l'agriculture et l'élevage contribuent à eux seuls à 59% au revenu global des ménages. Cette contribution est de 80% pour les ménages sévèrement vulnérables, 57% pour les modérés, 55% pour les ménages à risque et 65% pour les ménages en sécurité alimentaire. Ceci montre que les ménages ruraux dépendent en grande partie de l'agriculture et de l'élevage. Ainsi, tout choc affectant ces systèmes de production se traduit par un risque de perte importante de pouvoir d'achat des ménages qu'ils chercheront à compenser à travers les sources alternatives telles que le commerce, les transferts, les emprunts, les travaux précaires (la vente de bois et de paille, la mendicité, le travail journalier, l'artisanat utilitaire, etc.).

Par ailleurs, l'insécurité alimentaire des ménages dépend également de leurs moyens d'existence. Pour analyser l'insécurité alimentaire selon les moyens d'existence, on élabore une typologie de groupes de moyen d'existence selon une analyse multidimensionnelle basée sur des variables telles que les sources de revenus et d'autres variables liées aux modes de vie au Niger..

Figure 8 : Prévalence de l'insécurité alimentaire selon les zones agro-écologiques



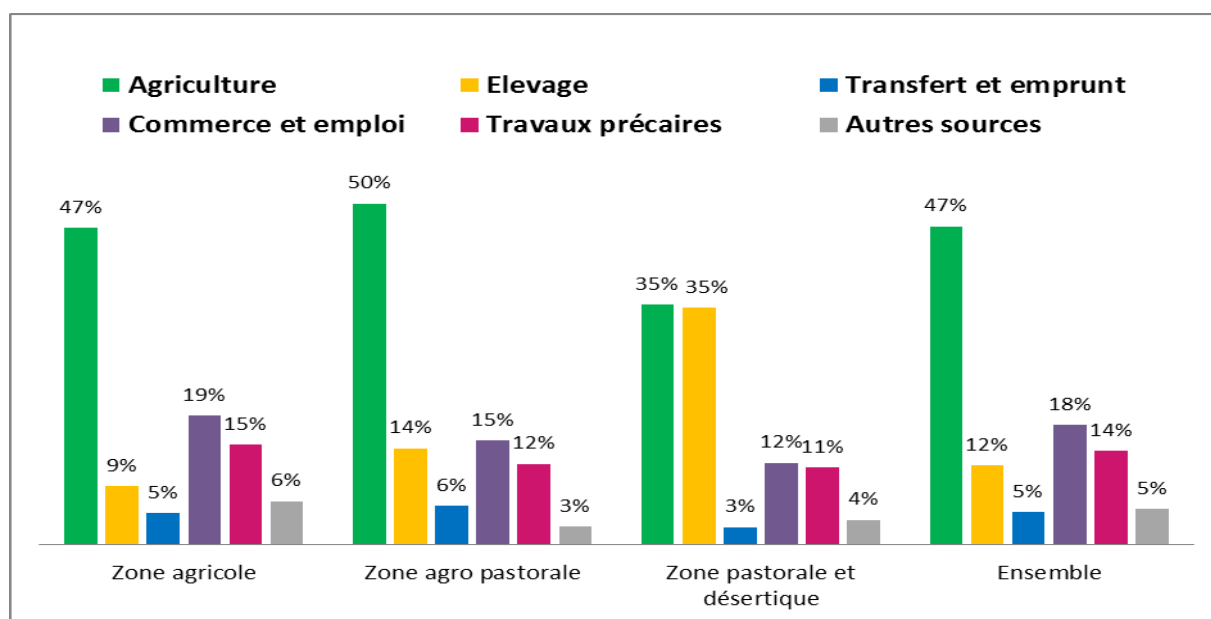
Le graphique ci-dessus montre que la prévalence de l'insécurité alimentaire sévère et modérée est plus élevée au niveau de la zone agro pastorale (23,4%) suivie de la agricole (22%) et la zone pastorale et désertique (20,9%). Par contre, on constate la plus forte proportion des ménages en sécurité dans la zone pastorale et désertique (37,1%) suivie de la zone agropastorale (35,2%) et la zone agricole (29,4%).

Tableau 5 : Insécurité alimentaire selon les zones agro écologiques en milieu rural

Classe d'Insécurité alimentaire	Zone agricole	Zone agro pastorale	Zone pastorale et désertique	Total
Insécurité alimentaire	66,9%	27,6%	5,5%	100%
Sécurité alimentaire	68,6%	24,9%	6,5%	100%
Ensemble	68,2%	25,5%	6,2%	100%

La figure ci-dessous montre que l'agriculture et le commerce constituent les premières sources qui contribuent au revenu des ménages dans les zones agricoles et agro pastorales. Par contre en zone pastorale et désertique, c'est l'agriculture et l'élevage qui contribuent le plus au revenu des ménages. Il est également à remarquer que la contribution des travaux précaires (la vente de bois et de paille, la mendicité, le travail journalier, l'artisanat utilitaire, etc.) au revenu global des ménages est aussi importante dans toutes les zones.

Figure 63 : Contribution des sources dans la constitution du revenu des ménages (%) selon les zones agro écologique



3.2.11. Localisation des ménages en insécurité alimentaire en milieu rural

3.2.11.1 Au niveau régional

L'analyse selon les régions, montre que l'insécurité alimentaire en milieu rural est beaucoup plus perceptible dans les régions de Tahoua, Zinder et Tillabéri. En effet, dans ces trois régions, on a enregistré respectivement 26,50%, 26,09% et 25,18% des ménages en insécurité alimentaire (sévère + modéré). Le milieu rural de Maradi vient en quatrième position avec 23,36% des ménages, suivi de Dosso (18,40%). A ceux là s'ajoutent, les ménages à risque d'insécurité alimentaire qui sont surtout plus fréquents dans les villages périphériques de Niamey (64,02%) et dans le milieu rural des régions de Diffa(59,55%), Tahoua(56,98%), Tillabéri (47,48%) et Dosso(46,52%). On note par contre que le milieu rural d'Agadez semble être le mieux sécurisé en matière alimentaire, En effet, les résultats de l'enquête montrent que seuls 10,82% des ménages ruraux de cette zone sont en insécurité alimentaire.

Tableau : Insécurité alimentaire en milieu rural par région

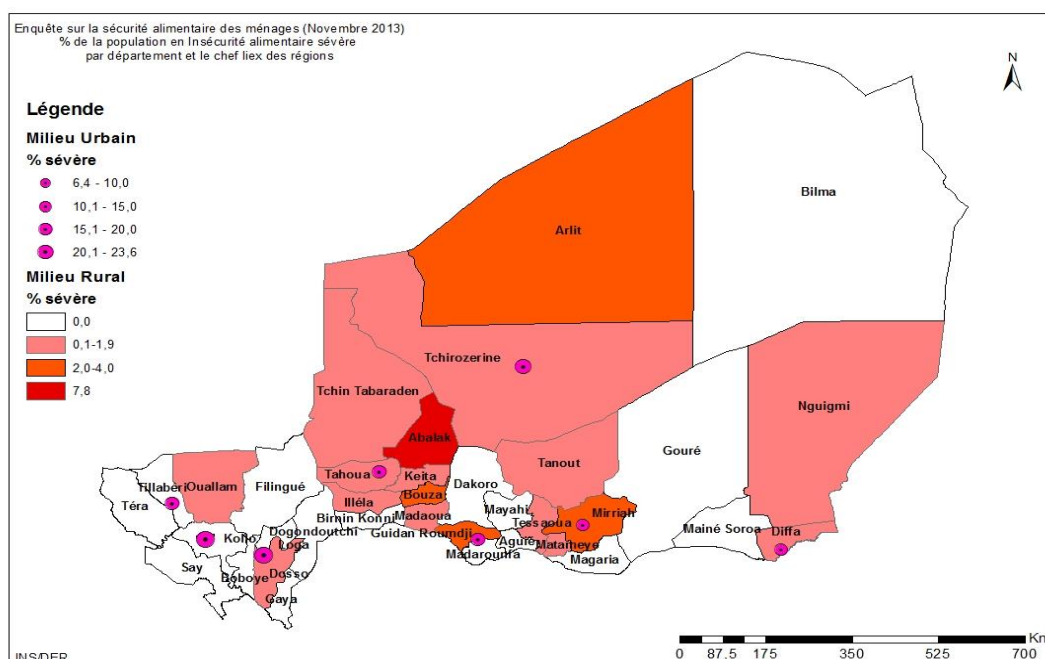
Région	Sévère		Modéré		A risque		En sécurité		Total	
	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif
Agadez	0,92	368	9,90	3 960	37,14	14 862	52,05	20 829	100	40 019
Diffa	0,95	964	14,41	14 635	59,55	60 467	25,09	25 478	100	101 544
Dosso	0,17	493	18,23	51 906	46,62	132 725	34,98	99 584	100	284 708
Maradi	0,30	1 252	23,05	94 847	38,71	159 275	37,93	156 071	100	411 445
Tahoua	1,51	8 080	24,99	133 609	56,98	304 678	16,53	88 378	100	534 745
Tillabéry	0,05	204	25,13	108 686	47,48	205 314	27,34	118 205	100	432 409
Zinder	1,20	6 952	24,89	144 668	41,40	240 649	32,51	188 980	100	581 249
Niamey	-	-	15,26	570	64,02	2 391	20,72	774	100	3 735
Ensemble	0,77	18 313	23,13	552 881	46,88	1 120 361	29,22	698 299	100	2 389 854

3.2.11.2 Au niveau des départements

Selon les départements, les fortes proportions de population en insécurité alimentaire sévère sont observées à **Abalak (7,8%), Mirriah (3,4%), Guidan Roundji (2,3%) et Arlit (2,1%)**.

En outre les plus importantes proportions en insécurité alimentaire sévère et modérée sont à : **Ouallam (59,4%), Mirriah (45,2%), Matameye (42,7%), Dakoro (42,3%), Madaoua (37,1%), Bouza (34,7%), Keita (33,6%), Tahoua (31,9%), Guidan Roundji (29,4%), Kollo (28,8%), Gaya (27,5%) et Tessaoua (26,6%)**. Dans ces départements, plus de 25% de la population sont en insécurité alimentaire sévère ou modérée.

Carte 1 : Insécurité alimentaire sévère en milieu rural par département



Carte 2 : Insécurité alimentaire modérée en milieu rural par département

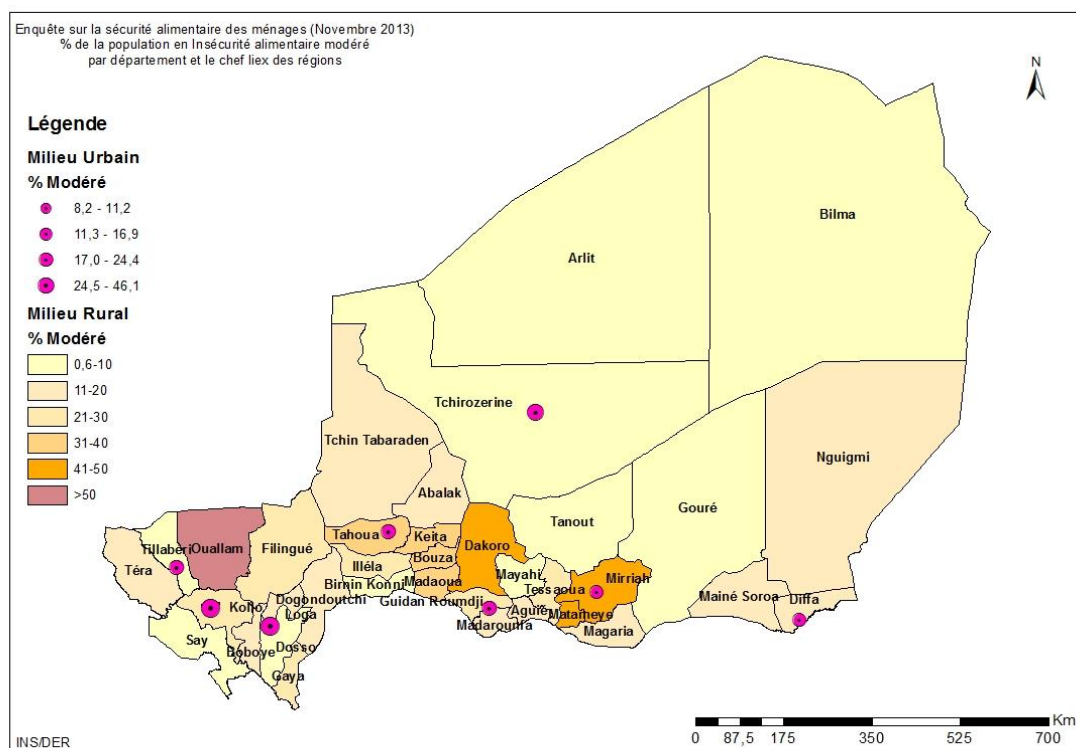


Tableau : Prévalence de l'insécurité alimentaire en milieu rural par département

Département	Sévère		Modéré		A risque		En sécurité		Pop totale
	%	Pop	%	Pop	%	Pop	%	Pop	
Tchirozérine	0,6	851	9,3	12 721	35,2	48 151	54,8	74 926	136 649
Arlit	2,0	612	8,8	2 620	35,3	10 570	53,9	16 111	29 913
Bilma	-	-	8,6	976	78,3	8 858	13,1	1 476	11 310
Diffa	0,7	1 708	12,2	29 679	61,9	149 953	25,2	60 986	242 326
Mainé-soroa	-	-	14,4	45 447	59,9	189 676	25,7	81 327	316 450
Nguigmi	0,9	550	12,3	7 285	45,1	26 713	41,7	24 694	59 242
Dosso	0,5	1 972	8,2	31 811	59,3	230 529	32,0	124 449	388 761
Boboye	-	-	17,2	63 179	60,3	221 894	22,5	82 888	367 961
Doutchi	-	-	15,0	112 850	41,8	315 487	43,3	326 484	754 821
Gaya	-	-	27,5	117 027	33,5	142 806	39,0	166 451	426 284
Loga	-	-	11,6	16 162	39,8%	55 526	48,6	67 913	139 601
Madarounfa	-	-	13,0	82 989	33,3	212 959	53,8	344 090	640 038
Aguié	-	-	12,4	44 545	37,8	135 949	49,8	179 031	359 525
Dakoro	-	-	42,3	275 395	22,8	148 664	34,8	226 602	650 661
Guidan-roumdji	2,3	12 663	27,1	147 167	46,8	253 825	23,8	129 022	542 677
Mayahi	-	0	9,5	55 589	43,3	254 338	47,3	277 933	587 860
Tessaoua	1,4	5 481	25,2	97 876	36,7	142 225	36,7	142 257	387 839
Tahoua	1,0	4 092	31,0	133 081	46,6	200 076	21,5	92 260	429 509

Abalak	7,8	11 523	12,0	17 746	66,7	98 501	13,5	19 946	147 716
Konni	-	-	7,5	69 393	72,4	671 283	20,1	186 119	926 795
Bouza	2,1	9 952	32,5	150 772	45,9	212 959	19,4	89 858	463 541
Illéla	0,8	3 031	29,6	117 325	50,0	198 598	19,6	77 993	396 947
Keita	1,3	4 919	32,3	121 385	58,1	218 418	8,3	31 149	375 871
Madaoua	0,1	540	37,0	219 302	53,5	317 226	9,3	55 357	592 425
Tchintabaraden	0,7	1 050	17,0	26 856	51,7	81 691	30,6	48 401	157 998
Tillabéri	-	-	8,2	29 005	44,0	156 463	47,8	169 972	355 440
Filingué	-	-	23,4	113 163	40,6	195 864	36,0	173 582	482 609
Kollo	-	-	28,8	250 953	58,1	506 640	13,2	114 709	872 302
Ouallam	0,3	1 122	59,1	191 380	24,3	78 670	16,3	52 924	324 096
Say	-	-	6,4	20 646	54,4	176 848	39,2	127 566	325 060
Téra	0,0	-	15,0	92 546	48,4	298 170	36,6	225 574	616 290
Mirriah	3,4	32 003	41,8	391 465	45,4	425 783	9,4	87 890	937 141
Gouré	-	-	0,6	2 849	6,1	28 046	93,3	431 468	462 363
Magaria	-	-	16,3	163 667	60,1	603 364	23,6	237 041	1 004 072
Matameye	0,7	3 040	41,9	177 515	39,6	167 483	17,8	75 292	423 330
Tanout	0,4	2 832	6,3	42 487	36,9	248 920	56,4	380 947	675 186
Niamey	-	-	13,5	3 247	64,1	15 378	22,4	5 378	24 003
Niger rural	0,6	97 941	21,7	3 478 101	46,5	7 448 504	31,2	5 010 066	16 034 612

3.2.12. Les dépenses des ménages et leurs structures par postes

3.2.12.1 Les niveaux des dépenses totales et alimentaires des ménages

Les résultats de l'enquête montrent que les dépenses globales mensuelles des ménages sont faibles même si elles sont en augmentation par rapport à leur niveau de 2011. En effet sur le plan national, les dépenses mensuelles par personne sont estimées à 16.804 FCFA contre 9.499 FCFA en 2011 soit en moyenne 560 FCFA par personne et par jour contre 317 FCFA en 2011 avec une variation selon le niveau d'insécurité alimentaire des ménages et la région d'appartenance. Ainsi, les dépenses moyennes par personne et par jour sont estimées à 434 FCFA pour les ménages en insécurité alimentaire contre 264 FCFA en 2011 alors qu'elles sont estimées à 600 FCFA pour les ménages en sécurité alimentaire contre 341 FCFA en 2011.

Tableau 7 : Dépenses mensuelles totales par ménages ruraux, par personne et par jour selon le niveau de l'insécurité alimentaire

Niveau d'insécurité alimentaire	Dépenses mensuelles totales (Fcfa)	Dépenses mensuelle par tête (Fcfa)	Dépenses par personne et par jour (Fcfa)
Insécurité alimentaire (sévères+modéré)	68.363	13.006	434
Sécurité alimentaire (A risque+en sécurité)	105.616	17.997	600
Total	96.712	16.804	560

3.2.12.2 Structure des dépenses totales des ménages par poste et dépenses alimentaires par groupe

Dans l'ensemble, les parts les plus importantes du budget des ménages sont affectées à l'alimentation (76,3%), en légère baisse par rapport son niveau de 2011 qui était estimé à 78,3%. La baisse a été constatée chez les ménages à insécurité alimentaire modérée et à risque et une légère augmentation chez les ménages à insécurité alimentaire sévère et ceux en sécurité alimentaire. Les résultats de l'enquête montrent aussi que les parts des dépenses courantes telles que les habits et soins corporels (6%), la santé et les cérémonies (baptême, mariage) avec respectivement 2,4% et 2,2% ont enregistré une légère hausse. Il ressort aussi du graphique que quelque soit le niveau d'insécurité alimentaire des ménages, la

part consacrée aux dépenses alimentaires est largement au-dessus de 70% des dépenses globales, caractéristique des ménages pauvres.

Figure 9 : Part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales selon le niveau d'insécurité alimentaire

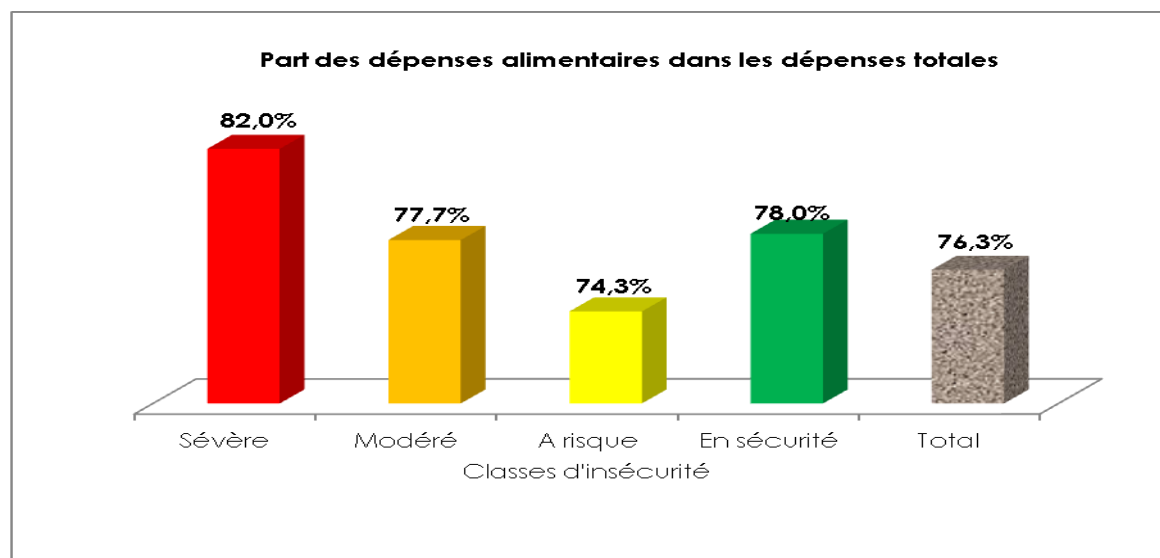


Tableau : Contribution des dépenses par poste dans les dépenses globales selon le niveau d'insécurité alimentaire

POSTES	Sévère	Modéré	A risque	En sécurité	Ensemble
Alimentaires	82,2	77,7	74,6	78,0	76,3
Cérémonie, fête et funérailles	1,9	2,0	2,4	2,3	2,2
Habits et soins corporels	7,9	6,2	6,6	5,9	6,0
Energie (bois de chauffe, pétrole, gaz, charbon, piles)	1,4	2,4	3,6	2,5	2,5
Education	0,4	1,3	1,0	0,5	0,8
Logement/eau/électricité	0,1	0,5	1,0	0,5	0,5
Equipements domestiques	0,0	0,3	0,4	0,3	0,3
Construction, réparation, habitation	0,2	0,8	0,7	0,7	0,7
Santé	3,3	3,5	2,4	1,9	2,4
Communication	0,5	0,8	1,4	1,4	1,2
Transport	1,0	1,1	1,3	0,9	1,0
Carburant/lubrifiants	0,1	0,9	1,9	1,7	1,4
Achats animaux et produits zoo vétérinaires	0,1	0,3	0,8	1,6	1,2
Intrants agricoles	0,7	0,8	0,7	0,6	0,6

Impôts, dettes et salaires payés aux employés	0,2	1,3	1,5	1,1	1,2
Autres dépenses non alimentaires	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0

Le tableau ci-dessous montre la part du budget consacré à l'alimentation selon le type d'aliments. Il ressort de ce tableau que plus de deux tiers (66,3%) des dépenses alimentaires sont consacrées aux céréales sèches, en légère diminution par rapport à son niveau de 2011 (68,5%). On constate que les dépenses en céréales baissent des ménages à insécurité alimentaire sévère à ceux en sécurité alimentaire en passant respectivement de 75,1% à 62,4%. Les autres postes qui absorbent les plus importantes parts du budget consacré à l'alimentation sont les protéines animales (9,8%), légumineuses (8,9%) et les huiles (5,4%).

Tableau : **Part du budget consacré à l'alimentation selon le type d'aliments et le niveau d'insécurité alimentaire**

Type d'aliments	Sévère	Modéré	A risque	En sécurité	Ensemble
Céréales	75,1	73,9	66,4	62,4	66,3
Protéines animales	1,9	7,8	10,1	10,3	9,8
Huiles	2,3	2,9	4,0	8,3	5,4
Lait	0,3	1,1	2,7	4,1	2,9
Légumineuses	12,2	8,5	9,5	8,4	8,9
Autres dépenses alimentaires	4,0	1,7	1,8	1,4	1,6
Sucre	2,8	1,8	2,3	2,2	2,2
Sel	1,2	1,5	1,5	1,3	1,5
Tubercules	0,2	0,7	1,6	1,6	1,4

3.2.13. Situation nutritionnelle et alimentaire des enfants de 6 à 23 mois en milieu rural

3.2.13.1 Diversité de la consommation alimentaire chez les enfants de 6 à 24 mois

Pour analyser la consommation alimentaire, les différents produits alimentaires sont regroupés en sept(7) groupes alimentaires à savoir:

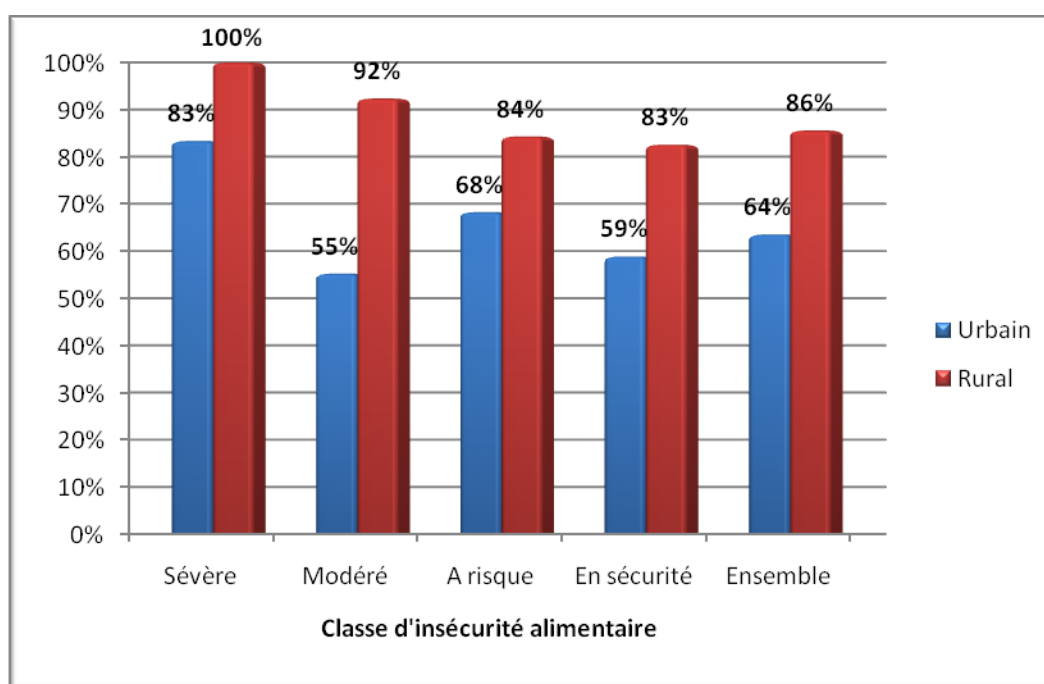
1. Produits laitiers (lait, yaourt, fromage, etc.) :
2. Aliment à base de céréale, tubercules ou racines : (sorgho, riz, farine, maïs, Mil, pain igname, manioc..... : Aliment de sevrage commercialisé ; bouillie locale ; boule, CSB , autres produits à base de céréale (pates alimentaires pain

3. Aliment à base de légumineuses : lentilles, haricots, niébé, pousses de soja, arachides ; voandzou :
4. Légumes : légumes riches en vitamine A et autres légumes, feuilles sauvages
5. Fruits : fruits riches en vitamine A, autres fruits
6. Viande ou volaille/poisson/œufs :
7. Nourriture préparée avec de l'huile, de la graisse ou du beurre

Le score de diversification alimentaire allant de 0 à 7 a été déterminé en additionnant les sept variables. Le seuil de diversification alimentaire était fixé à 4. Les individus ayant un score alimentaire inférieur à 4 sont considérés comme des individus bénéficiant d'une faible diversification alimentaire, tandis que les individus ayant un score alimentaire supérieur ou égal à 4 étaient considérés comme ayant une bonne diversification alimentaire.

Il ressort des résultats de l'enquête, une insuffisance de diversification alimentaire chez les enfants quelque soit le degré de vulnérabilité des ménages tant au niveau rural qu'en milieu urbain.

Figure1 : Répartition des ménages caractérisés par une faible diversification de l'alimentation des enfants



Dans l'ensemble on observe une faiblesse de score de diversification alimentaire tant au niveau des ménage ruraux chez 85,6% des enfants qu'en milieu urbain avec 65,5% des enfants. Cependant cette situation est plus préoccupante dans les ménages en insécurité alimentaire surtout au milieu rural où respectivement 100% des enfants des ménages en insécurité alimentaire sévère ainsi que et 92% de ceux

des ménages en insécurité alimentaire modérée ont un faible score de diversification alimentaire. La situation n'est non plus reluisante au niveau des ménages urbains en insécurité alimentaire sévère où 83,3% des enfants ont une faible diversification alimentaire.

En conclusion : L'insécurité alimentaire réduit la capacité des ménages à assurer une alimentation de qualité aux enfants. Cependant on remarque à travers les données de l'enquête que celle-ci vient aggraver une mauvaise diversification alimentaire déjà inquiétante pour les enfants.

Tableau I : Diversité de la consommation alimentaire chez les enfants de 6 à 24 mois selon les classes d'insécurité alimentaire en milieu rural

		Classe de score de diversité des enfants de 6 à 24 mois		Total
		Faible diversité	Bonne diversité	
Classes d'insécurité alimentaire	Sévère	100,0%		100,0%
	Modéré	92,3%	7,7%	100,0%
	A risque	84,3%	15,7%	100,0%
	En sécurité	82,5%	17,5%	100,0%
Total		85,6%	14,4%	100,0%

Diversité de la consommation alimentaire chez les enfants de 6 à 24 mois selon les classes d'insécurité alimentaire en milieu urbain

		Classe de score de diversité des enfants de 6 à 24 mois		Total
		Faible diversité	Bonne diversité	
Echelle insécurité alimentaire FANTA_adaptee	Sévère	83,3%	16,7%	100,0%
	Modéré	55,2%	44,8%	100,0%
	A risque	68,3%	31,7%	100,0%
	En sécurité	58,8%	41,2%	100,0%
Total		63,5%	36,5%	100,0%

Tableau I : Diversité de la consommation alimentaire chez les enfants de 6 à 24 mois selon les régions en milieu rural

Régions	Classe de score de diversité des enfants de 6 à 24 mois		Total
	Faible diversité	Bonne diversité	

	Agadez	87,4%	12,6%	100,0%
	Diffa	79,0%	21,0%	100,0%
	Dosso	82,3%	17,7%	100,0%
	Maradi	80,9%	19,1%	100,0%
	Tahoua	87,5%	12,5%	100,0%
	Tillabéry	87,6%	12,4%	100,0%
	Zinder	88,8%	11,2%	100,0%
	Niamey	87,2%	12,8%	100,0%
Total		85,6%	14,4%	100,0%

Diversité de la consommation alimentaire chez les enfants de 6 à 24 mois selon les régions en milieu urbain

Régions		Classe de score de diversité des enfants de 6 à 24 mois		Total
		Faible diversité	Bonne diversité	
	Agadez	54,7%	45,3%	100,0%
	Diffa	63,7%	36,3%	100,0%
	Dosso	66,2%	33,8%	100,0%
	Maradi	69,8%	30,2%	100,0%
	Tahoua	59,4%	40,6%	100,0%
	Tillabéri	60,0%	40,0%	100,0%
	Zinder	61,5%	38,5%	100,0%
	Niamey	64,8%	35,2%	100,0%
Total		63,5%	36,5%	100,0%

3.2.14. Programmes d'intervention au cours des douze derniers mois

Plusieurs programmes sont intervenus à l'intention des ménages ruraux pendant les douze derniers mois. On en dénombre plus de 14 types qui ont intéressé les différentes classes d'insécurité alimentaires des ménages ruraux et ce dans toutes les régions.

Selon les résultats de l'enquête, ces interventions ont touché 0.4% des ménages sévèrement vulnérables, 23.9% des modérés, 45% des ménages à risque et 30.8% des ménages en sécurité.

Quatre interventions ont le plus touché les ménages sévèrement vulnérables, mais ces derniers sont de très loin inférieurs aux bénéficiaires des autres classes ; ce sont : les banques céréalières (0.9%), la distribution gratuite (0.7%), les Don/Zakat (0.7%) et le cash transfert (0.7%).

Tableau 8 : Proportion des ménages bénéficiaires des transferts sociaux selon les classes de d'insécurité alimentaire

Les transferts sociaux	Classes d'insécurité alimentaire				Ensemble
	Sévère	Modéré	A risque	En sécurité	
Banque céréalière	,9%	27,3%	44,4%	27,3%	100,0%
Distribution gratuite	,7%	21,4%	48,8%	29,1%	100,0%
Vente de céréales à prix modéré	,3%	19,5%	48,9%	31,3%	100,0%
Vivre contre travail	,2%	27,3%	43,5%	29,0%	100,0%
Argent contre travail	,1%	24,9%	50,3%	24,7%	100,0%
Ration de décharge/ protection	,3%	16,0%	48,3%	35,5%	100,0%
Don/Zakat	,7%	26,0%	44,6%	28,8%	100,0%
Blanket feeding	,3%	22,0%	43,1%	34,7%	100,0%
Ration complémentaire pour les femmes enceintes et allaitantes	,3%	31,3%	39,7%	28,7%	100,0%
Intrants agricoles (engrais, semences...)	,2%	23,1%	48,2%	28,5%	100,0%
Cash transfert	,7%	20,8%	49,4%	29,1%	100,0%
Banques aliments bétail		25,7%	32,9%	41,4%	100,0%
Reconstitution sociale du cheptel		17,8%	48,7%	33,5%	100,0%
Déstockage stratégique des animaux		19,1%	40,0%	40,9%	100,0%
Autres à préciser		36,6%	43,9%	19,5%	100,0%
Ensemble	,4%	23,9%	45,0%	30,8%	100,0%

Les ressources issues du cash (CT&CFW) sont orientées dans l'achat des produits alimentaires, la participation aux activités des groupements, le transfert aux autres membres du ménages et le financement d'autre dépenses du ménages. L'achat de produit alimentaire ne concerne que les ménages sévèrement vulnérable tandis que le transfert aux autres membres du ménage est spécifique au ménages à risques et ceux en sécurité.

3.3. VULNERABILITE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE EN MILIEU URBAIN

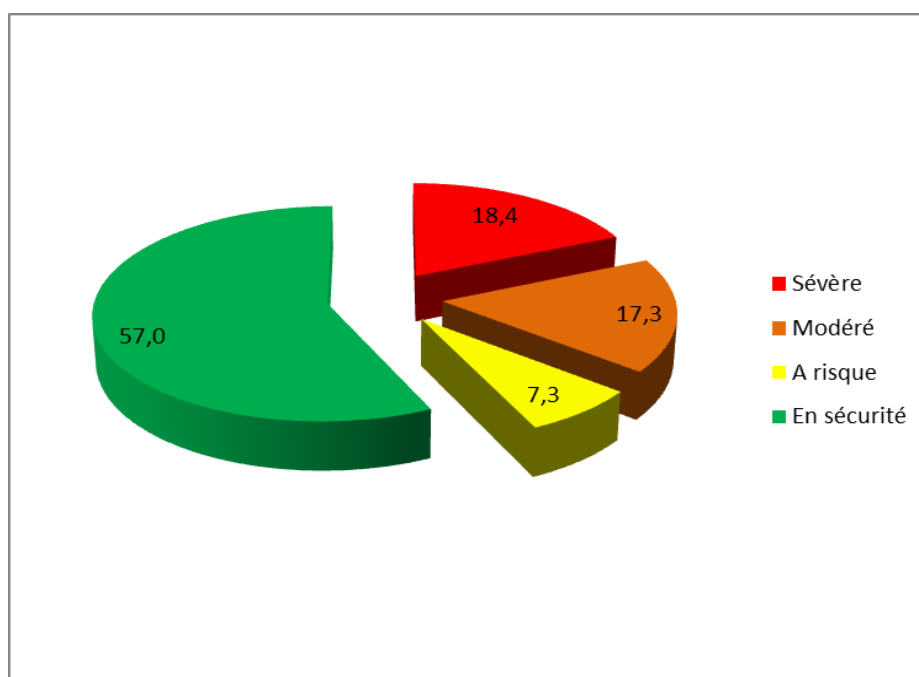
3.3.1 Estimation des personnes en insécurité alimentaire

Comme en 2011, la situation alimentaire des personnes vivant en milieu urbain se révèle beaucoup plus préoccupante qu'en milieu rural. En effet, en milieu urbain, le nombre de personnes en insécurité alimentaire sévère est estimé à 320783, soit 18,4 % de la population urbaine et celles en insécurité alimentaire modérée est estimée à 300789, soit 17,3 %.

Ainsi, la proportion de la population urbaine affectée par l'insécurité alimentaire est estimée à 35,7 % contre 22,3 % en milieu rural.

Toutefois, la proportion de la population urbaine exposée au risque d'insécurité alimentaire est relativement faible (7,3 %).

Répartition de la population urbaine selon la classe d'insécurité alimentaire



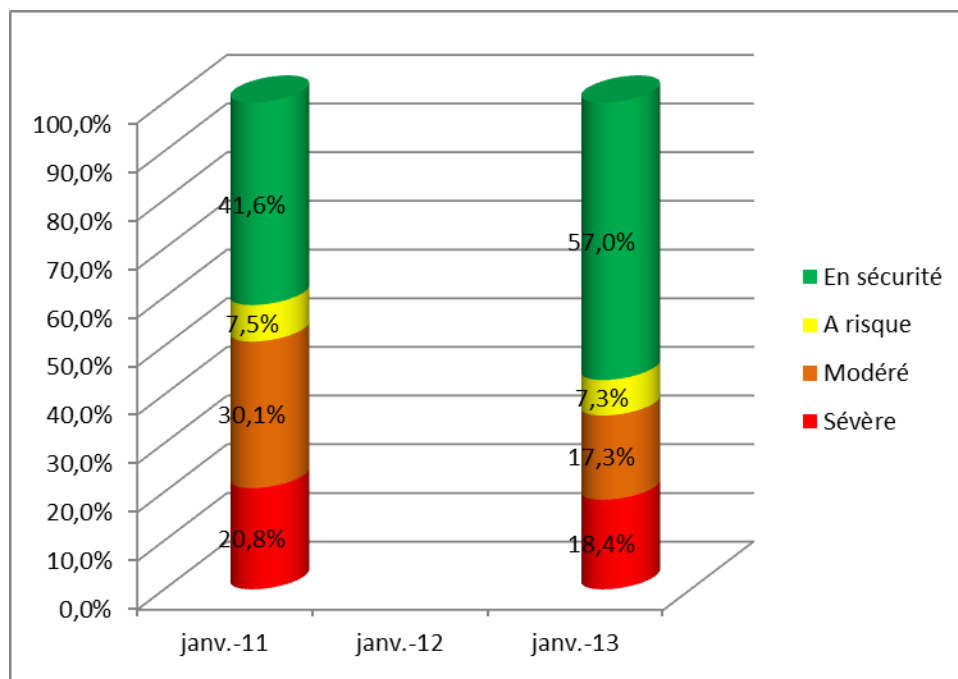
3.3.2 Evolution de la situation alimentaire en milieu urbain

La situation alimentaire des populations urbaines du Niger s'est améliorée entre Novembre 2011 et Novembre 2013 puisque la proportion des personnes en situation d'insécurité alimentaire est passée de 50,9 % à 35,7 %.

Aussi, la proportion des personnes à risque d'insécurité alimentaire a un peu diminué (7,5 % à 7,3 %) et reste très bas par rapport au milieu rural.

Quant à la proportion de la population urbaine en sécurité alimentaire, elle a connu une nette amélioration entre 2011 et 2013. La proportion de la population urbaine en sécurité alimentaire est passée de 41,6 % à 57,0 %.

Figure : Evolution de la situation alimentaire entre novembre 2011 et novembre 2013 en milieu urbain



3.3.3 Caractéristiques des personnes en insécurité alimentaire

3.3.3.1 Insécurité alimentaire et sexe du chef de ménage

Il ressort des résultats de l'enquête que 36,1% de l'ensemble des ménages dirigés par les femmes vivent en situation d'insécurité alimentaire contre 31,2% pour l'ensemble des ménages dirigés par les hommes.

Les résultats montrent également que 61,7% des ménages dirigés par les hommes vivent en sécurité contre 56% pour les ménages dirigés par les femmes.

Ainsi, nous constatons qu'en milieu urbain les ménages dirigées par les femmes sont plus exposés au phénomène d'insécurité alimentaire.

3.3.3.2 Insécurité alimentaire et situation matrimoniale du chef de ménage

Il ressort des résultats de l'enquête que les ménages dont les chefs sont célibataires, sont beaucoup plus vulnérables à l'insécurité alimentaire avec un pourcentage de 39,3%, dont 34,4% pour les ménages en situation d'insécurité alimentaire sévère. Le statut matrimonial du chef de ménage le moins touché par l'insécurité alimentaire en milieu urbain est celui des divorcés avec un pourcentage de 25,9% des ménages en situation d'insécurité alimentaire. Cela montre selon le statut matrimonial du chef de ménage l'insécurité alimentaire touche tous les ménages urbains à des pourcentages non négligeables.

3.3.3.3 *Insécurité alimentaire et activité principale du chef de ménage*

En milieu urbain, la plupart des ménages touchés par l'insécurité alimentaire sont dirigés par soit des producteurs et ou des vendeurs de produits vivriers, soit des tâcherons ou menuisiers ou maçons ou par des indépendants informels non agricoles, avec des pourcentages respectifs de 45,7%, 42,9% et 41,3%.

Les résultats de l'enquête nous montrent également que ménages les plus en sécurité alimentaire sont ceux dirigés par des salariés d'organisme ou du secteur public ou parapublic avec des pourcentages respectifs de 91,9% à 84,4%.

3.3.3.4 *Insécurité alimentaire et possession d'animaux*

Les résultats de l'enquête montrent qu'en milieu urbain, les personnes vivant dans des ménages possédant des animaux sont beaucoup plus exposées à l'insécurité alimentaire par rapport à celles vivant dans les ménages qui n'en possèdent pas. Le pourcentage des ménages en insécurité alimentaire possédant d'animaux s'élève 41% contre 27,4% pour les ménages qui n'en possèdent pas d'animaux.

Ainsi, nous constatons qu'en milieu urbain, la possession d'animaux ne met pas les ménages à l'abri de l'insécurité alimentaire.

3.3.3.5 *Insécurité alimentaire et exploitation des champs*

En milieu urbain, il ressort des résultats de l'enquête que l'exploitation des champs ou jardins ne met pas les ménages à l'abri de l'insécurité alimentaire. En effet, le pourcentage des ménages exploitants des champs ou jardins en insécurité alimentaire est de 40,5% contre 32,5 % pour les ménages qui n'en exploitent pas.

On constate également que l'insécurité alimentaire est restée élevée même pour les ménages exploitant plusieurs champs.

L'exploitation des champs, quelque soit leur nombre, ne met pas également les ménages urbains à l'abri de l'insécurité alimentaire.

Tableau 9 : Répartition des personnes en insécurité alimentaire selon certaines caractéristiques du ménage

Caractéristiques du chef de ménage	Classe d'insécurité alimentaire			
	Sévère	Modéré	A risque	En sécurité
	%	%	%	%
Sexe du chef de ménage				
Homme	15,7	15,5	7,1	61,7
Femme	19,2	16,9	7,9	56,0
Situation matrimoniale du chef de ménage				
Marié(e) monogame	13,4	17,5	7,6	61,5
Marié(e) polygame	18,6	12,2	6,5	62,6
Divorcé(e)	24,4	1,5	1,1	72,9
Veuf(veuve)	21,8	17,7	8,8	51,8
Célibataire	34,4	4,9	4,6	56,1
Quelle est la principale activité du chef de ménage				
Salarié du public ou parapublic	6,1	4,4	5,1	84,4
Salarié d'un organisme international		7,0	1,1	91,9
Salarié du privé	13,0	18,3	5,8	63,0
Indépendant du formel	3,4	15,1	10,9	70,6
Indépendant informel non agricole	23,6	17,7	4,4	54,3
Production et/ou vente de produits vivriers	25,6	20,1	2,1	52,2
Production et/ou vente de produits de rente	4,7	8,7	6,6	80,0
Elevage/Forêt/Pêche	21,7	22,1	14,4	41,8
Salarié agricole		31,7		68,3
Tâcheron/Menuisier/Maçon	21,7	21,2	6,3	50,8
Mendiant	1,8	18,0		80,2
Retraité	5,4	22,3	8,0	64,4

Caractéristiques du chef de ménage	Classe d'insécurité alimentaire			
	Sévère	Modéré	A risque	En sécurité
	%	%	%	%
Autre	20,7	17,9	19,3	42,1
Le ménage possède-t-il des animaux				
Oui	17,7	23,3	6,4	52,6
Non	15,4	12,0	7,6	64,9
Aviez-vous exploité des champs/jardins cette année passée				
Oui	16,4	24,1	4,4	55,2
Non	16,1	15,0	7,5	61,4
Combien de champs/jardins avez-vous exploités l'année passée				
1 à 2	17,8	25,1	3,5	53,6
3 à 4	7,1	3,5	17,7	71,6
5 ou plus	16,1	15,1	7,4	61,4

3.3.3.6 Insécurité alimentaire et Statut d'occupation du logement

En milieu urbain, l'insécurité alimentaire touche beaucoup plus les ménages dirigés par des chefs qui sont soit des propriétaires du logement sans titre foncier ou acte de session, soit logés gratuitement, ou locataires simples, avec des pourcentages respectifs de 49,2%, 41,3% et 30,5%.

Le statut d'occupation des ménages le moins touché par l'insécurité alimentaire est celui des ménages occupant des maisons en location-vente avec un pourcentage de 20% de ménages touchés.

Cela montre que selon presque tous les statuts d'occupation du logement déclarés, les ménages sont touchés à l'insécurité alimentaire à des pourcentages non négligeables.

3.3.3.7 Insécurité alimentaire des ménages et principale source d'éclairage

En milieu urbain, l'insécurité alimentaire touche beaucoup plus les ménages utilisant le pétrole lampant, suivis de ceux utilisant des bougies à des pourcentages respectifs de 61,3% et 51,3%.

La principale source d'éclairage la moins touchée par l'insécurité alimentaire est l'électricité avec un pourcentage de 22,8% des ménages touchés.

Nous constatons à ce niveau aussi que selon toutes les principales sources d'éclairage indiquées par les ménages on remarque un pourcentage de vulnérabilité non négligeable.

3.3.3.8 Insécurité alimentaire et principal matériau du toit du logement

En milieu urbain, l'insécurité alimentaire touche beaucoup plus les ménages dont le bois et ou la paille représente le principal matériau du toit de leur logement avec un pourcentage de 44,4%.

Les résultats de l'enquête nous montrent également que les ménages les plus en sécurité alimentaire en milieu urbain sont ceux qui vivent dans des maisons ayant le principal matériau du toit de logement en ciment, béton ou en briques cuites avec des pourcentages respectifs de 85,9% et 89,7% des ménages en sécurité alimentaire.

3.3.3.9 Insécurité alimentaire et principale source d'eau de boisson

En milieu urbain, l'insécurité alimentaire touche beaucoup plus les ménages dont l'eau de forage représente leur principale source d'eau de boisson, ensuite les ménages utilisant l'eau de puits ouverts comme principale source d'eau de boisson à des pourcentages respectifs de 83,1 et 77,8%.

Caractéristiques du chef de ménage	Classe d'insécurité alimentaire			
	Sévère	Modéré	A risque	En sécurité
	%	%	%	%
Statut d'occupation du logement				
1 propriétaire avec titre foncier/acte de session	10,8	17,2	5,4	66,5
2 propriétaire sans titre foncier/acte de session	30,6	18,6	4,7	46,0
3 copropriétaire/familiale	6,1	19,5	14,4	60,0
4 locataires	16,3	14,2	8,1	61,5
5 locations vente	20,0		4,2	75,8
6 logé gratuitement	28,7	12,6	2,0	56,7
7 autres			41,4	58,6

Caractéristiques du chef de ménage	Classe d'insécurité alimentaire			
	Sévère	Modéré	A risque	En sécurité
	%	%	%	%
Principale source d'éclairage				
électricité	9,2	13,6	8,1	69,1
générateur	23,4	17,1	8,8	50,7
pétrole lampant	57,7	3,6		38,8
bougies	28,9	22,4	6,5	42,3
Autres	41,1	22,1	3,1	33,8
Principal matériau du toit du logement				
Terre	18,4	18,4	10,8	52,4
Ciment/béton	1,9	4,9	7,2	85,9
Pierres				100,0
bois/paille	26,0	18,4	5,1	50,6
Tôles en métal	17,8	17,6	6,8	57,8
Briques cuites	7,2	3,1		89,7
Terre stabilisée	2,7	27,6	7,3	62,3
Autre	19,4		1,1	79,4
Principale source d'eau de boisson				
Eau de robinet	11,3	14,0	7,9	66,8
Borne fontaine/robinet ailleurs	27,7	19,0	4,9	48,3
Puits ouvert	50,5	27,3	10,6	11,6
Puits protégé	9,1	7,1		83,8
Forage	48,3	34,8		16,9
Camion citerne				

3.3.4 Profil d'insécurité alimentaire des ménages en milieu urbain

Typologie de l'insécurité alimentaire	Principales caractéristiques
Insécurité alimentaire sévère (18,4% de la population urbaine) soit environ 320.783 personnes	• Plus forte incidence parmi les ménages dirigés par les femmes (19,2%) contre 15,7% pour les ménages dirigés par les hommes; • L'insécurité alimentaire sévère en milieu urbain touche principalement les ménages dirigés par des chefs de ménages n'ayant aucun niveau d'instruction (38,7%) et ceux ayant un niveau coranique (28,1) ; • La taille moyenne des ménages de ce groupe est de 6,97 individus contre 6,12 pour l'ensemble de la population urbaine; • Le score moyen de consommation alimentaire de cette catégorie est estimé à 52,33 traduisant ainsi un régime alimentaire très pauvre et peu diversifié; • Au moment de l'enquête, près de sept ménages sur dix (68,8%) de cette classe n'ont pas du tout de stock alimentaire, 17,4% déclarent avoir un peu de stock pendant que 14,1% disposent d'un stock couvrant au moins une semaine ; • En moyenne, un ménage de ce groupe possède moins d'une UBT (0,3) ; • Le revenu moyen mensuel d'un ménage de cette classe est de l'ordre de 90 600 FCFA contre 142 000 F en moyenne pour l'ensemble du milieu urbain ; • Près de la moitié (49,5%) de leurs dépenses globales (y compris l'autoconsommation) sont destinées à la consommation alimentaire; • 55,4% des ménages de cette classe ont au moment de l'enquête une dette en argent ou en nourriture. Pour rembourser les dettes, 30,3% pensent rééchelonner ; • Seuls 8% des ménages de cette classe ont exploité des champs/jardins au cours de la campagne agricole 2013/2014 • Ils représentent 23,7% des ménages de l'ensemble des ménages qui possèdent des champs ou des jardins.
Insécurité alimentaire Modéré (17,3% de la population urbaine) soit environ 300.789 personnes	• Plus forte incidence parmi les ménages dirigés par les femmes (16,9%) contre 15,5% pour les ménages dirigés par les hommes; • L'insécurité alimentaire modérée en milieu urbain touche plus les ménages dirigés par des chefs de ménages n'ayant aucun niveau d'instruction (29,0%) et ceux ayant un niveau coranique (28,1%), • La taille moyenne des ménages de ce groupe est de 6,7 individus • Le score moyen de consommation alimentaire de cette catégorie est estimé à 64,07 traduisant ainsi un régime alimentaire pauvre et peu diversifié; • 59,2% des ménages de cette classe ne disposent pas du tout d'un stock alimentaire, 10% déclarent disposer d'un peu de stock et 30,8% affirment qu'ils ont un stock couvrant au moins les besoins alimentaires d'une semaine; • En moyenne, un ménage de ce groupe possède moins d'une UBT (0,8) ; • Le revenu moyen mensuel d'un ménage de cette classe est d'environ 95 000 FCFA, il est de 142 000 en moyenne dans l'ensemble du milieu urbain. • 52,51% de leurs dépenses globales (y compris l'autoconsommation) sont destinées à la consommation alimentaire ; • 20,3% des ménages de cette classe possèdent au moins un champs/jardin • Ils représentent 22,3% de l'ensemble des ménages qui possèdent des champs ou des jardins.

Typologie de l'insécurité alimentaire	Principales caractéristiques
Insécurité alimentaire A risque (7,3% de la population urbaine) soit environ 126.396 personnes	• 84,1% des ménages de ce groupe sont dirigés par des hommes ; • Les ménages dirigés par des chefs de ménages ayant un niveau d'instruction secondaire et ceux ayant un niveau d'instruction coranique sont principalement les plus concernés respectivement 25,2% et 23,4% ; • La taille moyenne des ménages de ce groupe est de 6,16 individus ; • Le score moyen de consommation alimentaire de cette catégorie est estimé à 70,04 ; • 42,8% des ménages de ce groupe disposent de stock alimentaire dont 15,5% pour au moins 7 jours ; • En moyenne, un ménage de ce groupe possède moins d'une UBT (0,52) ; • Le revenu moyen mensuel d'un ménage de cette classe est d'environ 108.000 FCFA contre 142.000 dans l'ensemble du milieu urbain ; • 44,88% de leurs dépenses globales (y compris l'autoconsommation) sont destinés à la consommation alimentaire.
En sécurité alimentaire (57,0% de la population urbaine) soit environ 991.326 personnes	• Plus forte incidence parmi les ménages dirigés par les hommes (61,7%) contre 56,0% pour les ménages dirigés par les femmes ; • Les ménages en sécurité alimentaire sont principalement ceux qui sont dirigés par un chef de ménage ayant un niveau d'instruction secondaire (23,5%) • La taille moyenne des ménages de ce groupe est de 5,73 individus, inférieure à celles des autres classes ; • Avec un score moyen de consommation alimentaire de 72,88 nettement supérieur à celui de novembre 2011 estimé à 59,5, cette catégorie a, ainsi, un régime alimentaire qualifié d'excellent ; • Plus de sept ménages sur dix (74,4%) de cette classe affirment disposer de stock alimentaire dont 46,5% pour au moins 7 jours ; • A l'instar des autres classes, la possession du bétail reste très faible en milieu urbain. Dans cette classe, en moyenne, un ménage a moins d'une UBT (0,7) ; • Le revenu moyen mensuel d'un ménage de cette classe est d'environ 172 000 FCFA nettement supérieur à la moyenne des revenus dans l'ensemble du milieu urbain (142.000) ; • 49,82% de leurs dépenses globales (y compris l'autoconsommation) sont destinés à la consommation alimentaire.

3.3.5 Stratégies et signes de crise alimentaire

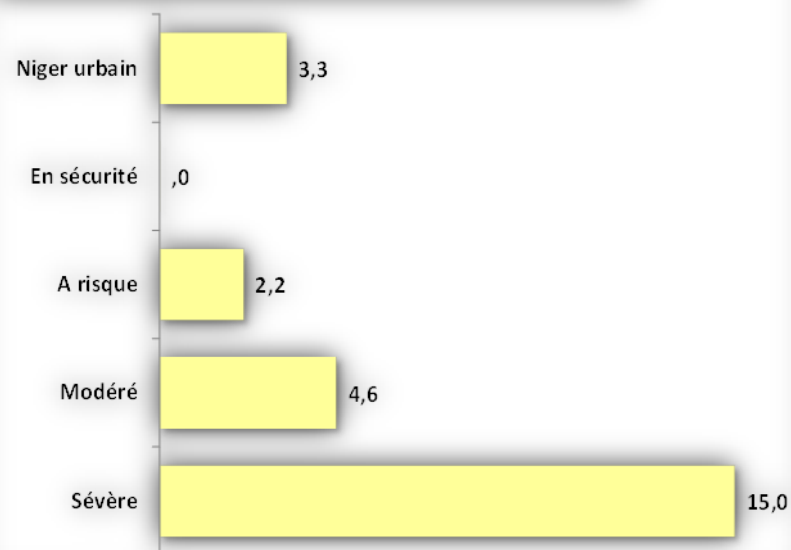
L'analyse des stratégies devrait permet de comprendre les comportements des ménages face aux difficultés alimentaires du moment. C'est-à-dire qu'à travers les stratégies, on analyse les conditions d'accès des ménages à la sécurité alimentaire. Cette analyse peut se faire soit à l'aide de l'indicateur composite appelé indice réduit de stratégies d'adaptation en anglais « reduced coping strategy index (CSI) ».

- **Indice réduit des stratégies d'adaptation**

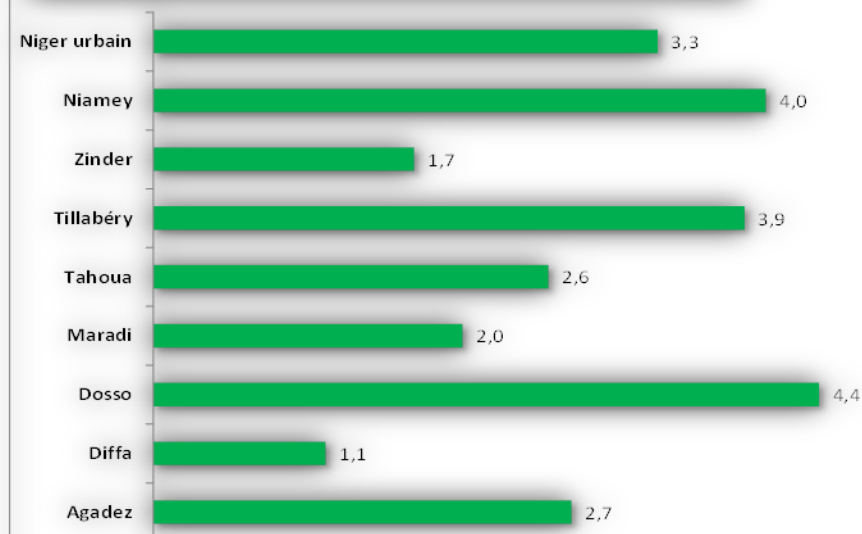
Le CSI synthétise le degré d'exposition des ménages aux chocs. Plus il est élevé, plus le niveau de vulnérabilité du ménage augmente. Son interprétation se fait en

comparant son niveau pour un groupe donné par rapport à d'autres pendant la même période. Ou bien son niveau pour un même groupe mais à des périodes différentes.

Indice réduite des stratégies d'adaptation des ménages selon leur niveau de vulnérabilité



Indice réduite des stratégies d'adaptation des ménages selon la région

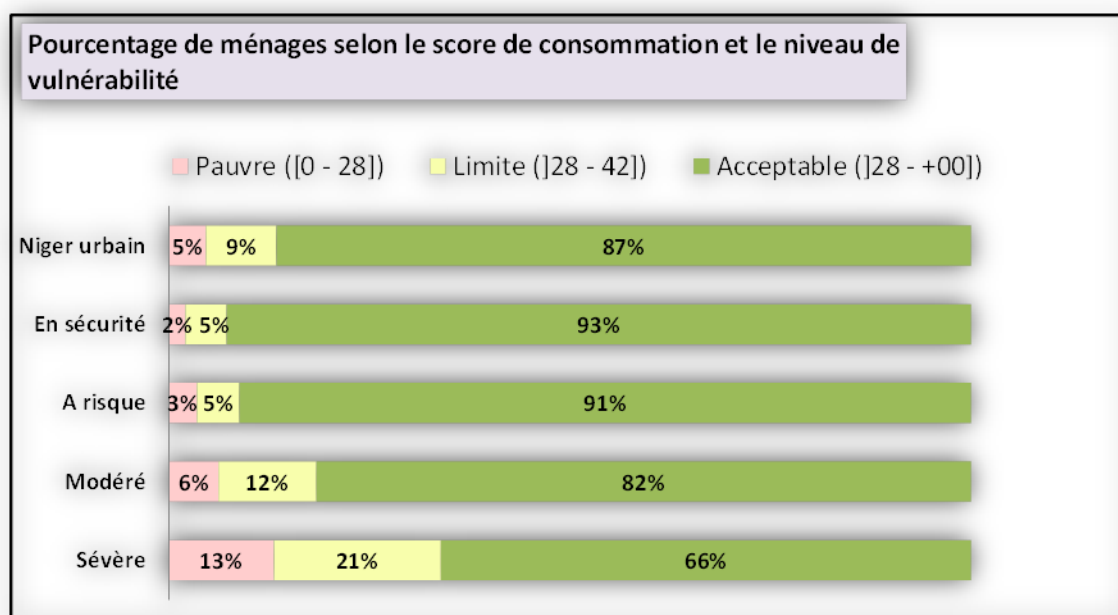


Ainsi, comme on peut le constater sur ces graphiques ci-dessus, les comportements des ménages urbains face aux difficultés alimentaires en cette période post-récolte 2013 c'est-à-dire au moment de l'enquête vulnérabilité varient selon la classe d'insécurité alimentaire et les régions. En effet, les ménages vivant dans les centres urbains de Dosso, de Niamey et de Niamey s'adoptent beaucoup plus difficilement aux contraintes du moment que ceux vivant dans les autres centres urbains.

3.3.6 Consommation et diversité alimentaire des ménages.

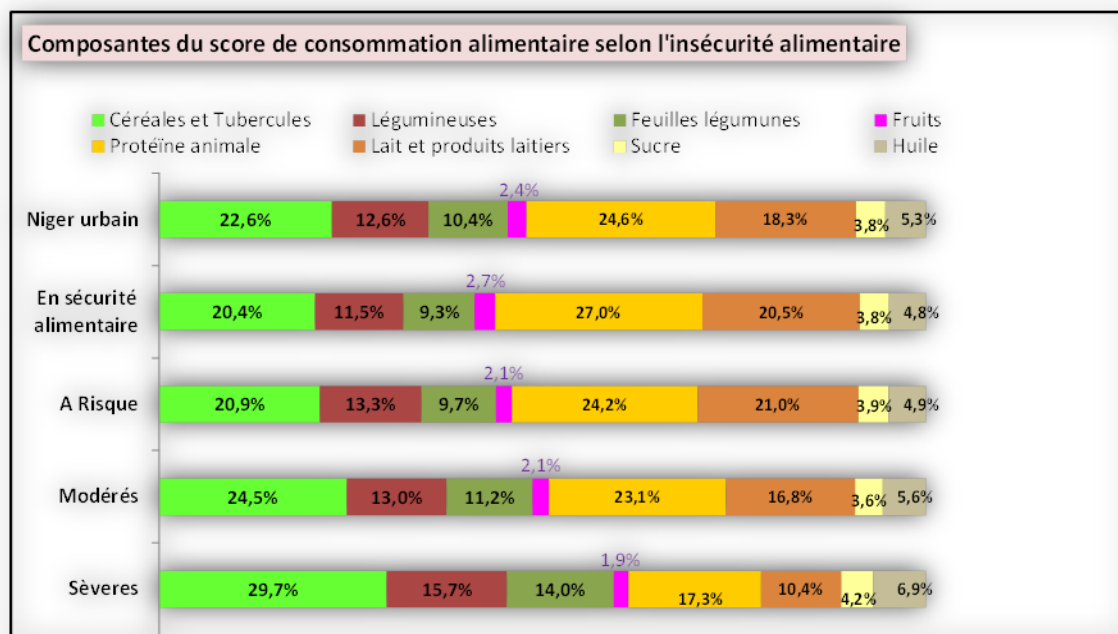
3.3.6.1 Score de consommation alimentaire

Les résultats de l'enquête montrent que 87% des ménages ont un score de consommation alimentaire acceptable ; 9% ont un score limite et 5% ont un score pauvre



L'analyse de la contribution des groupes alimentaires dans la constitution du score, montre également que le régime alimentaire des ménages prend en compte tous les groupes avec des proportions variées sans grande différence entre les classes d'insécurité alimentaire.

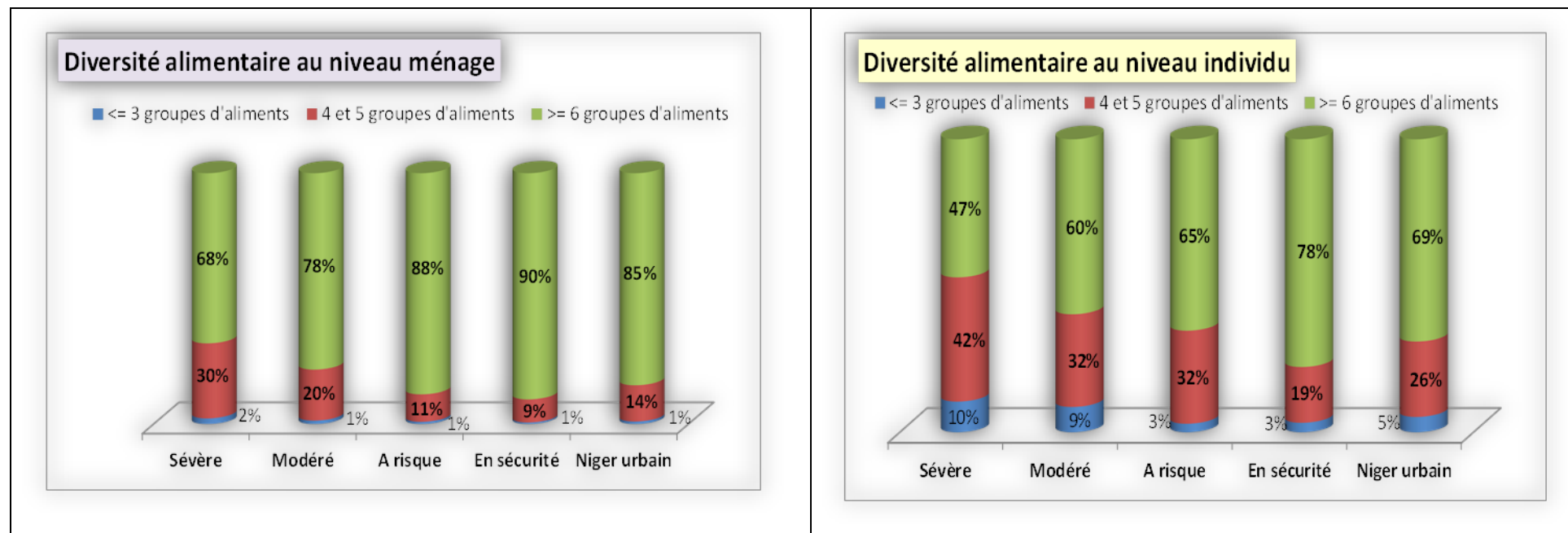
En d'autres termes, les résultats montrent qu'en milieu urbain l'alimentation des ménages est globalement satisfaisant quel que soit le niveau de vulnérabilité.



3.3.6.2 Diversité alimentaire à l'échelle ménage (HDDS) et à l'échelle individus (IDDS)

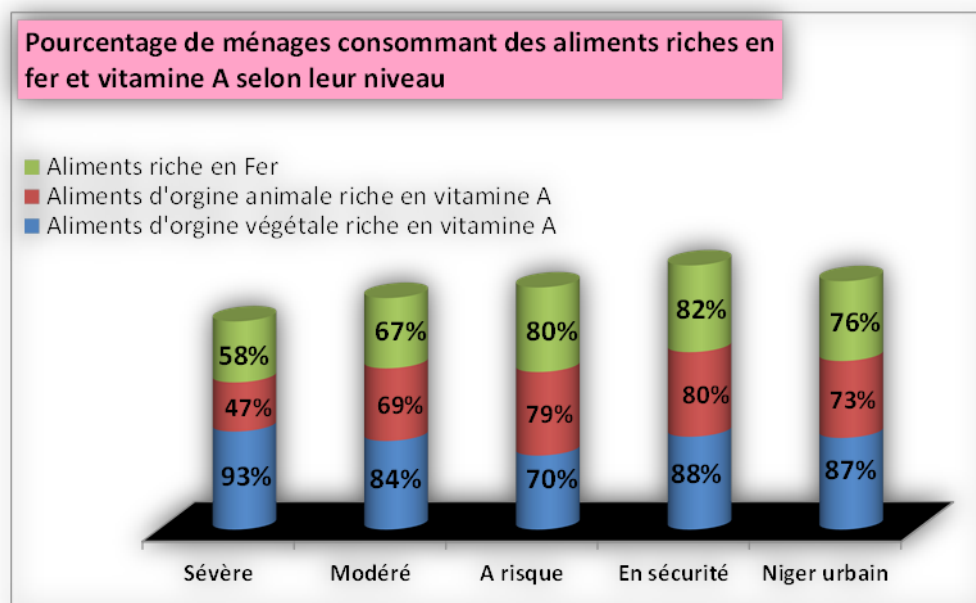
Le Score de diversité alimentaire à l'échelle (HDDS) permet de comprendre les conditions d'accès économique des ménages aux aliments. Le Score de diversité alimentaire individuel (IDDS) quant à lui permet de comprendre plus l'apport en micronutriments à travers les groupes d'aliments qu'à l'accès économique aux aliments

Figure 10: Répartition des ménages selon les classes de score de consommation alimentaire



Globalement, la majorité de ménages arrive à diversifier son alimentation avec des aliments nutritifs (85% consomment plus de 6 groupes). Egalement une proportion non négligeable de ménages (69% consomment plus de 6 groupes) arrive à diversifier son alimentation malgré les contraintes des ressources que ça nécessite pour les ménages.

On voit cependant que pour certains ménages classés en insécurité alimentaire (10% des sévères et 9% des modérés), l'alimentation est composée de moins de trois groupes d'aliments.



Le graphique montre que 76% des ménages vivant en milieu urbain consomment une alimentation riche en fer ; 73% une alimentation riche en vitamine A d'origine animale et 87% consomment une alimentation riche en vitamine A d'origine végétale.

Quel que soit le niveau de vulnérabilité, l'accès à la consommation d'aliments riches en fer et en vitamine A d'origine animale et végétale est globalement acceptable.

L'analyse faite par région indique que les plus fortes proportions de ménages n'ayant pas accès au fer sont observées à : Agadez (44,6%) ; Zinder (34,5%) ; Tahoua (34,1%) ; Dosso (33,7%) ; Tillabéri (25,8%)

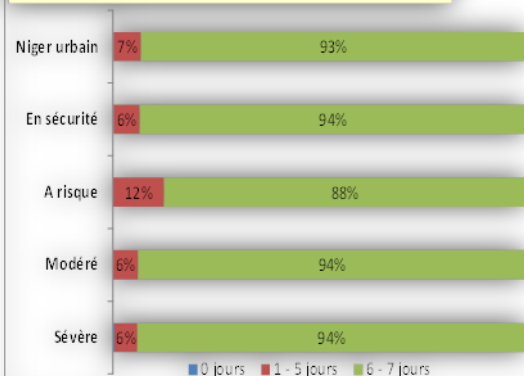
De même les régions ayant les plus fortes proportions de ménages qui n'ont pas accès à la vitamine A d'origine animale sont : Dosso (39,6%) ; Tillabéri (33,3%) ; Tahoua (32,1%) ; Agadez (31,5%) et les régions ayant les plus fortes proportions de ménages qui n'ont pas accès à la vitamine A d'origine végétale sont : Tillabéri (35,7%) ; Maradi (26,1%) ; Agadez (18,3%) ; Tahoua (18,2%).

3.3.6.3 Fréquence de consommation d'aliments selon le groupe

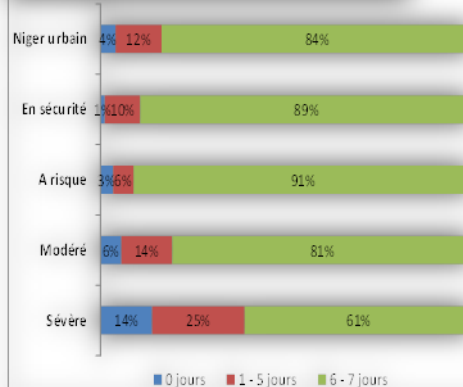
En analysant la fréquence de consommation d'aliment, il ressort comme indiquer dans les graphiques ci-dessous, que les aliments de base ; les aliments riches en protéines ; les fruits et légumes ; les huiles et graisses ainsi que les aliments riches en

vitamine A sont fréquemment consommés (6 à 7 jours) par une forte proportion pour toutes les catégories des ménages en insécurité alimentaire.

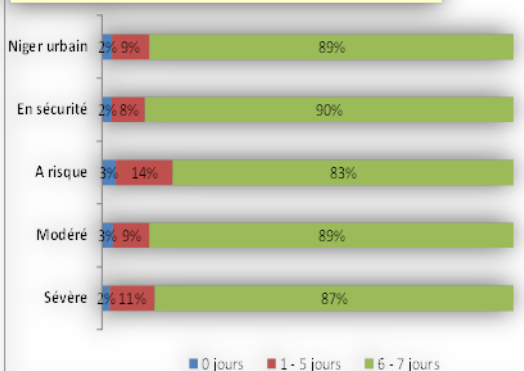
Pourcentage de ménages selon la fréquence de consommation d'aliments de base



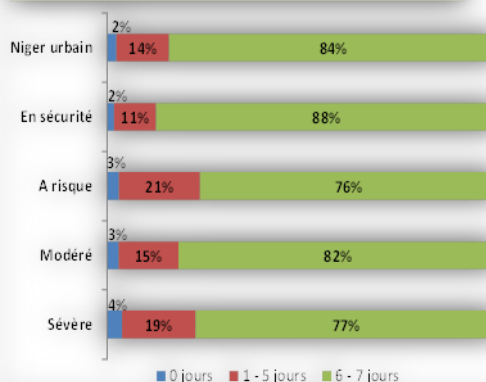
Pourcentage de ménages selon la fréquence de consommation d'aliments riches en protéine



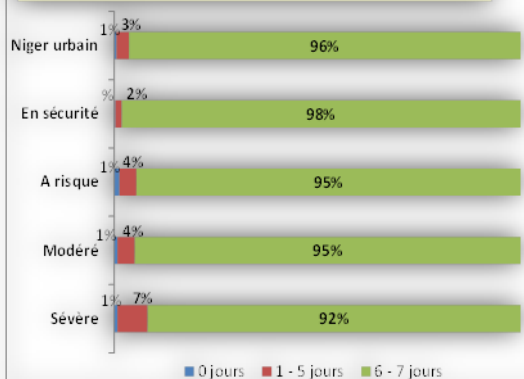
Pourcentage de ménages selon la fréquence de consommation des fruits et légumes



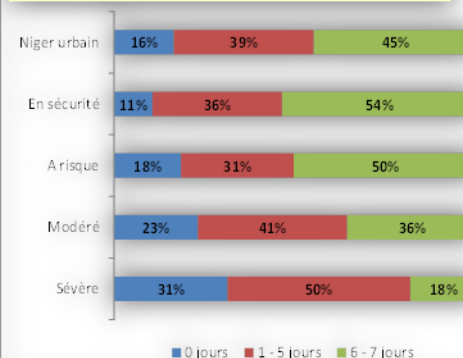
Pourcentage de ménages selon la fréquence de consommation d'aliments riches huile et graisse



Pourcentage de ménages selon la fréquence de consommation d'aliments riches en vitamine A



Pourcentage de ménages selon la fréquence de consommation d'aliments riches en fer



On voit en revanche qu'en milieu urbain, la consommation d'aliments riches en fer fréquente (6 à 7 jours) pour seulement 45% de ménage et même seulement 18% de ceux classés en insécurité alimentaire sévère.

3.3.7 Revenu et sources de revenu des ménages en milieu urbain

L'analyse des revenus et de leurs sources permet d'évaluer la capacité des ménages à pourvoir à leurs besoins de base et d'identifier ceux dont les sources de revenus sont précaires. Ainsi, lors de la collecte, il a été demandé à chaque ménage de renseigner le nombre de sources de revenu dont il dispose et de préciser pour les trois principales, les montants tirés.

3.3.7.1 Structure des sources de revenu des ménages

Le salaire apparaît comme la principale source de revenu des ménages urbains. En effet, il représente 25,1% des sources de revenus desdits ménages. Ensuite suivent par ordre d'importance, le petit commerce (18,9%) et le commerce ou entrepreneuriat (9,4%) et le travail journalier (6,6%). Deux de ces trois dernières sources pouvant être affecté par un caractère saisonnier, pourraient être des facteurs d'insécurité alimentaire. On note que la vente de produits agricoles et la vente de produits d'élevage ne comptent que 3,6% dans les sources de revenu des ménages urbains, sans doute en raison du fait que les ménages urbains sont plus acheteurs sur le marché que producteurs. Une attention devrait être portée sur l'évolution des prix des denrées sur les marchés dans la mesure où le pouvoir d'achat de ces ménages pourrait en être affecté.

Tableau 10 : Première source de revenu des ménages

Première source de revenu	Pourcentage
Vente de produits agricoles	3,1
Vente bétail/embouche/vente produits d'élevage	0,4
Petit commerce	18,9
Travail journalier	6,6
Boutiquier	0,8
Vente de bois/paille	1,0
Artisanat	1,8
Salarié	25,1
Commerçant/entrepreneur	9,4
Transfert et emprunts	5,7
Mendicité	1,1
Extraction/carrière	0,3
Salarié retraite	5,4
Maçon	5,1
Menuisier	3,0
Boucher	1,4
Ventes des produits maraichers	0,1
Autres	10,8
Total	100,0

Comme l'illustre le tableau ci-dessous, le salaire et le petit commerce constituent les deux principales sources (première source) de revenu des ménages en milieu urbain et ce, quelle que soit la région considérée. On note un faible poids des sources de revenus provenant de la vente de produits agricoles ou la vente de produits d'élevage dans les revenus des ménages à l'exception de la région de Tillabéri où elles représentent plus de 17% des sources de revenus des ménages.

Tableau 11 : Répartition des ménages (en %) selon la première source de revenu par région

Première source de revenu	Agadez	Diffa	Dosso	Maradi	Tahoua	Tillabéri	Zinder	Niamey	Total
Vente de produits agricoles	1,6	5,3	3,5	3,0	3,2	16,3	9,1	1,7	3,1
Vente bétails/embouche/vente produits d'élevage	1,3	1,8	1,0	1,7	0,9	1,1	0,2	0,0	0,4
Petit commerce	15,2	19,7	15,1	20,5	22,7	13,9	17,5	19,5	18,9
Travail journalier	11,9	7,0	10,5	11,9	17,5	3,6	7,1	3,7	6,6
Boutiquier	0,6	1,3	0,0	0,4	0,3	1,3	0,8	0,9	0,8
Vente de bois/paille	2,0	0,0	0,0	0,6	1,6	0,5	0,4	1,0	1,0
Artisanat	4,1	0,7	1,5	1,8	2,3	0,7	1,8	1,4	1,8
Salarié	23,9	24,9	28,3	19,6	10,6	28,0	14,9	29,3	25,1
Commerçant/entrepreneur	11,3	6,5	9,2	5,5	11,7	2,6	7,9	10,0	9,4
Transfert et emprunts	1,7	5,1	8,4	1,3	4,7	6,4	5,4	7,1	5,7
Mendicité	0,7	0,0	0,9	1,5	0,9	0,0	1,7	1,2	1,1
Extraction/carrière	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	0,6	0,3	0,3
Salarié retraite	3,3	4,4	2,7	10,6	9,5	7,4	1,6	5,4	5,4

Maçon	9,7	2,5	1,7	3,1	3,7	5,0	6,7	4,6	5,1
Menuisier	7,4	3,0	1,3	3,9	1,0	1,3	1,2	2,7	3,0
Boucher	0,8	0,9	0,4	0,3	0,3	0,6	0,0	2,2	1,4
Ventes des produits maraichers	0,5	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,1
Autres	4,0	16,7	15,7	14,2	8,3	10,1	22,9	9,0	10,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

3.3.7.2 Sources de revenus et statut de vulnérabilité

3.3.7.2.1 Sources de revenus des ménages en insécurité alimentaire sévère

L'analyse des sources de revenus des ménages urbains en situation d'insécurité alimentaire sévère, montre que le petit commerce est la première source la plus importante de leurs revenus (21,5%) et la deuxième source pour 17% d'entre eux.

Aussi, dans les ménages en insécurité alimentaire sévère, le salaire et les transferts et/ou emprunts constituent respectivement, la première source de revenu pour 17,4% et 13,2%. En outre, on remarque le travail journalier constitue la première source de revenu de ces ménages pour 7,9% ; la deuxième source pour 49,5 % et la troisième source pour 2,3%..

Tableau 12 : Sources de revenu (en%) des ménages en insécurité alimentaire sévère

Sources de revenus	Première source (Sévère)	Deuxième source (Sévère)	Troisième source (Sévère)
Vente de produits agricoles	4,4	11,4	0,0
Vente bétail/embouche/vente produits d'élevage	0,2	0,4	0,0
Petit commerce	21,5	17,0	2,2
Travail journalier	7,9	49,5	2,3
Boutiquier	0,0	0,0	0,0
Vente de bois/paille	1,0	1,4	0,0
Artisanat	1,0	0,1	0,0
Salarié	17,4	2,4	4,8
Commerçant/entrepreneur	1,6	0,2	0,0
Transfert et emprunts	13,2	13,4	40,8
Mendicité	1,4	0,0	0,0
Extraction/carrière	0,3	0,4	0,0
Salarié retraite	3,8	0,2	0,0
Maçon	2,9	2,0	42,7
Menuisier	2,0	0,0	0,0
Boucher	5,5	0,0	0,0
Ventes des produits maraichers	0,0	0,0	0,0

Autres	15,9	1,7	7,1
Total	100,0	100,0	100,0

3.3.7.2.2 Source de revenu des ménages en insécurité alimentaire modérée

Globalement, le petit commerce constitue également la première source de revenu des ménages en insécurité alimentaire modéré

En effet, Il constitue la première source (22,9%), la deuxième source (48,3%) et la troisième source de revenu (24,7%) pour les ménages en insécurité alimentaire modéré. Le caractère saisonnier de cette activité pourrait avoir un impact sur le statut de vulnérabilité alimentaire de ces ménages.

Tableau 13 : Sources de revenu des ménages en insécurité alimentaire modérée

Sources de revenus	Première source (Modéré)	Deuxième source (Modéré)	Troisième source (Modéré)
Vente de produits agricoles	5,0	3,5	0,0
Vente bétail/embouche/vente produits d'élevage	0,4	3,2	0,0
Petit commerce	22,9	48,3	24,7
Travail journalier	7,7	14,6	8,6
Boutiquier	0,2	0,0	0,0
Vente de bois/paille	3,8	0,4	0,0
Artisanat	0,8	0,7	0,0
Salarié	15,4	2,0	0,0
Commerçant/entrepreneur	5,5	1,7	0,0
Transfert et emprunts	5,9	19,6	45,1
Mendicité	1,6	0,5	0,4
Extraction/carrière	0,0	0,0	0,0
Salarié retraite	5,0	0,2	0,0
Maçon	9,2	1,2	0,0
Menuisier	5,8	2,2	0,3
Boucher	1,5	0,0	0,0
Ventes des produits maraichers	0,2	0,5	0,0
Autres	9,2	1,4	20,8
Total	100,0	100,0	100,0

3.3.7.2.3 Source de revenu des ménages à risque d'insécurité alimentaire

Les ménages en situation de risque d'insécurité alimentaire ont comme première principale source de revenu le salaire (14,6%). Cette même activité constitue la deuxième source de revenu de 0,7% et la troisième source de revenu de 45,7% des ménages en situation de risque.

Le petit commerce est la première source de revenu de 14% et la deuxième source de revenu de 21,8% des ménages à risque d'insécurité alimentaire.

Le travail journalier constitue également une source importante de revenu pour cette catégorie de ménages. En effet, il constitue la première source de revenu pour 12,4% des ménages et la deuxième source de revenus pour 26,4% des ménages

Tableau 14 : **Sources de revenu des ménages à risque d'insécurité alimentaire**

Sources de revenus	Première source (A risque)	Deuxième source (A risque)	Troisième source (A risque)
Vente de produits agricoles	1,8	0,0	0,0
Vente bétail/embouche/vente produits d'élevage	0,0	0,0	0,0
Petit commerce	14,0	21,8	0,0
Travail journalier	12,4	26,5	0,0
Boutiquier	4,8	0,0	0,0
Vente de bois/paille	0,4	0,0	0,0
Artisanat	3,9	1,4	4,3
Salarié	14,6	0,7	45,7
Commerçant/entrepreneur	13,5	0,0	0,0
Transfert et emprunts	11,3	15,3	0,0
Mendicité	0,0	1,6	0,0
Extraction/carrière	0,3	0,0	0,0
Salarié retraite	3,9	11,4	0,0
Maçon	3,1	0,0	0,0
Menuisier	0,7	0,0	0,0
Boucher	0,0	0,0	0,0
Ventes des produits maraichers	0,0	0,0	0,0
Autres	15,1	21,2	50,0
Total	100,0	100,0	100,0

3.3.7.2.4 Source de revenu des ménages en sécurité alimentaire

On constate dans l'ensemble, presque 34% des ménages en sécurité alimentaire ont déclaré le salaire comme leur première source de revenu. Il correspond à la deuxième source de revenu pour 21,3% de ces ménages. Ensuite, le petit commerce est quant à lui, déclaré comme première source de revenu par 19,4% des ménages en sécurité alimentaire.

Tableau 15 : Sources de revenu des ménages en sécurité alimentaire

Sources de revenus	Première source (En sécurité)	Deuxième source (En sécurité)	Troisième source (En sécurité)
Vente de produits agricoles	2,6	5,2	0,3
Vente bétails/embouche/vente produits d'élevage	0,6	0,7	0,9
Petit commerce	19,4	33,0	38,7
Travail journalier	5,9	6,5	1,4
Boutiquier	0,8	0,7	0,0
Vente de bois/paille	0,4	3,7	0,0
Artisanat	2,2	1,3	2,5
Salarié	33,8	21,3	9,8
Commerçant/entrepreneur	13,1	3,0	0,5
Transfert et emprunts	3,2	14,2	4,1
Mendicité	1,2	0,0	0,0
Extraction/carrière	0,4	0,0	0,0
Salarié retraite	6,6	2,1	18,7
Maçon	5,4	3,7	1,1
Menuisier	3,1	2,1	0,0
Boucher	0,5	1,5	0,0
Ventes des produits maraichers	0,1	0,3	0,0
Autres	1,0	0,9	22,0
Total	100,0	100,0	100,0

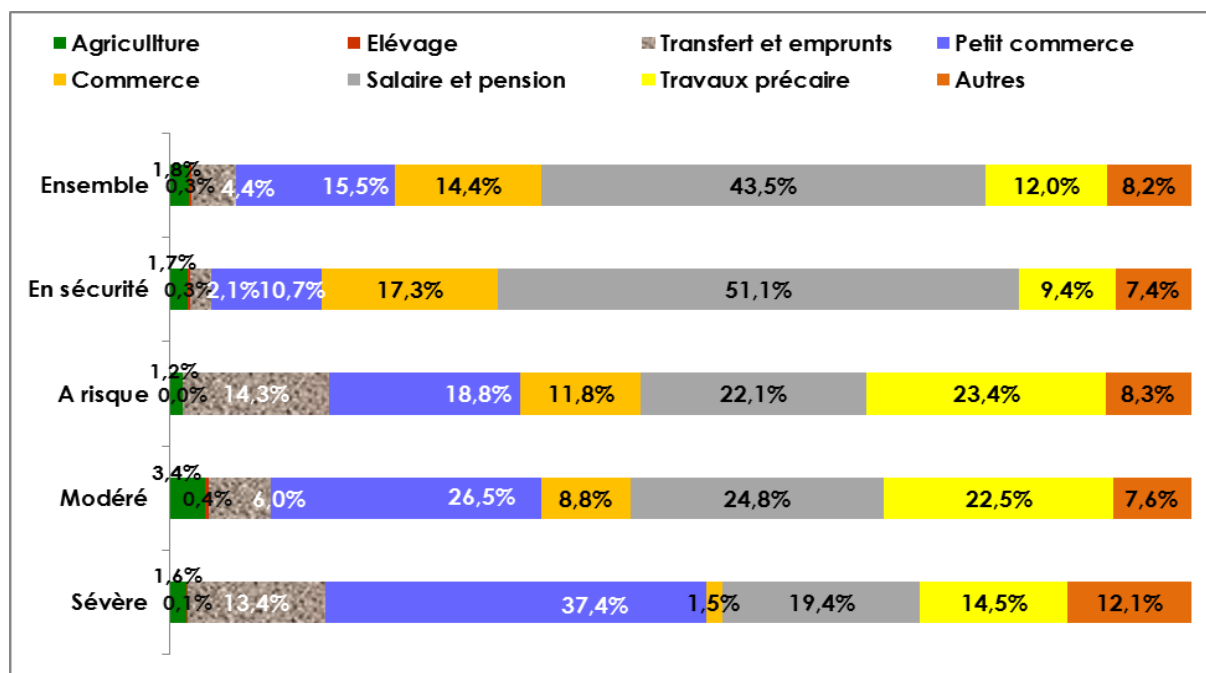
3.3.7.3 Contribution des sources de revenu dans la constitution du revenu

S'agissant des montants tirés des principales sources de revenu, les salaires constituent dans l'ensemble 43,5% des revenus des ménages. Le petit commerce et le commerce représentent respectivement 15,5% et 14,4% des revenus des ménages.

Suivant les classes d'insécurité alimentaire, on note que le salaire contribue à 51% et le commerce à 17,3% des revenus des ménages en sécurité alimentaire.

Chez les ménages à risque d'insécurité alimentaire, ce sont les travaux précaires (22,1%) et les salaires (23,4%) représentent les parts les plus importantes de leurs revenus.

Les montants tirés du petit commerce et des salaires ont les plus grandes pondérations dans les revenus des ménages en insécurité alimentaire (sévère et modérée).

Figure 11 : Contribution des sources dans la constitution du revenu des ménages

3.3.8 Localisation des ménages en insécurité alimentaire

Dans le milieu urbain, représenté dans le cadre de cette enquête par les chefs-lieux des régions, les plus fortes proportions des ménages en insécurité alimentaire sévère sont observées à Dosso (22,38%), Niamey (19,54%), Agadez (14,82%), Tahoua (13,88%) et Tillabéri (10,78%).

Les proportions des ménages en insécurité alimentaire (sévère + modéré) les plus élevées sont principalement enregistrées dans les régions de Tillabéri (53,06%), Dosso (39,58%), Tahoua (35,1%), Niamey (34,50%) et d'Agadez (28,58%).

Tableau 3 : Prévalence de l'insécurité alimentaire dans les chefs-lieux des régions en 2013

Région	Sévère		Modéré		A risque		En sécurité		Total	
	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif
Agadez	14,82	4 413	13,76	4 096	2,24	666,0	69,19	20 602	100,00	29 777
Diffa	7,40	454	10,67	655	3,08	189,0	78,86	4 841	100,00	6 139
Dosso	22,38	1 289	17,20	991	3,72	214,0	56,70	3 266	100,00	5 760
Maradi	9,13	2 349	15,14	3 896	9,92	2 554,0	65,81	16 935	100,00	25 734
Tahoua	13,88	2 174	21,43	3 357	2,68	420,0	62,01	9 714	100,00	15 665
Tillabéri	10,78	439	42,28	1 722	16,72	681,0	30,22	1 231	100,00	4 073
Zinder	8,12	2 594	16,72	5 344	7,19	2 299,0	67,97	21 725	100,00	31 962
Niamey	19,54	32 299	14,96	24 717	8,16	13 492,0	57,34	94 764	100,00	165 272
Ensemble	16,18	46 011	15,75	44 778	7,21	20 515,0	60,86	173 078	100,00	284 382

3.3.9 Les dépenses des ménages et leur structure par poste en milieu urbain

3.3.9.1 Les niveaux des dépenses totales et alimentaires des ménages

En milieu urbain, les dépenses globales mensuelles des ménages sont estimées à 168.632 FCFA en légère hausse par rapport à leur niveau de 2011 qui était de 165.082 FCFA, soit 1.244 FCFA par personne et par jour contre 809 FCFA en 2011. Ces dépenses sont plus importantes pour les ménages en sécurité alimentaire que pour les ménages en insécurité alimentaire.

Les dépenses mensuelles par personne sont estimées à 37.327 FCFA contre 24.267 FCFA en 2011 avec une variation selon le niveau d'insécurité alimentaire des ménages et la région d'appartenance. En effet les dépenses mensuelles par personne sont plus élevées pour les ménages en sécurité alimentaire (42.437 FCFA contre 33.212 FCFA en 2011 soit 1.415 FCFA par personne et par jour contre 1.107 FCFA en 2011) que pour les ménages en insécurité alimentaire (26.430 FCFA contre 15.639 FCFA en 2011 soit 881 FCFA par personne et par jour contre 521 FCFA en 2011).

Tableau 16 : Dépenses mensuelles totales par ménages urbains, par personne et par jour selon le niveau de l'insécurité alimentaire

Niveau d'insécurité alimentaire	Dépenses mensuelles totales (Fcfa)	Dépenses mensuelle par tête (Fcfa)	Dépenses par personne et par jour (Fcfa)
Insécurité alimentaire (sévères+modéré)	142.216	26.430	881
Sécurité alimentaire (A risque+en sécurité)	181.021	42.437	1.415
Total	168.632	37.327	1.244

3.3.9.2 Structure des dépenses totales des ménages par poste et dépenses alimentaires par groupe

En milieu urbain comme en milieu rural, les ménages consacrent la part la plus importante de leur budget dans les dépenses alimentaires avec 46,9% en légère

baisse par rapport à son niveau de 2011 qui était de 52,7%. Après les dépenses alimentaires viennent les dépenses des cérémonies et festivités (13,5%), les dépenses d'éducation (7,2%), les dépenses liées à l'eau et l'électricité (6,8%) et les dépenses d'habits et soins corporels (6,1%). La structure des dépenses totales par poste et la structure des dépenses alimentaires varient selon le niveau de l'insécurité alimentaire.

L'analyse montre aussi que l'insécurité alimentaire en milieu urbain est proche de la problématique de pauvreté. En effet, le tableau et les graphiques ci-dessous montrent que les ménages en insécurité alimentaire sévère ou modéré consacrent au moins 50% de leur budget à l'alimentation c'est-à-dire la caractéristique des ménages pauvres selon les études sur la pauvreté. Pour les ménages en sécurité alimentaire ou ceux classés « à risque » cette proportion est en deçà de 50%..

Tableau 17: Contribution des dépenses par poste dans les dépenses globales

POSTES	Sévère	Modéré	A risque	En sécurité	Ensemble
Alimentaire	51,2	49,8	40,9	46,1	46,9
Cérémonie	9,8	13,2	15,1	14,1	13,5
Eau et électricité	6,2	6,5	5,3	7,2	6,8
Habits et soins corporels	5,6	6,6	5,5	6,2	6,1
Energie (combustibles pour la cuisson)	4,2	2,9	3,0	2,6	2,9
Education	5,6	6,0	6,5	7,8	7,2
Logement	3,9	3,8	3,6	4,2	4,0
Santé	6,8	5,0	9,9	2,8	4,1
Communication	2,2	3,3	3,3	3,4	3,2
Transport	3,4	2,1	4,6	4,5	4,0
Autres dépenses non alimentaires	0,5	0,4	1,4	1,0	0,9
Impôts et taxes	0,6	0,4	0,6	0,4	0,4

3.3.9.3 Contribution des dépenses par poste dans les dépenses globales et contribution des dépenses par groupe d'aliments dans les dépenses alimentaires

Les dépenses alimentaires en milieu urbain suivent les mêmes tendances qu'en milieu rural avec une forte part consacrée aux achats des céréales (42%), des aliments en dehors du ménage dans les restaurants (18,9%), des protéines animales (viande, œufs, volailles) avec 15,5%, des huiles et des fruits et légumes, produits soumis à des variations importantes des prix avec respectivement 6% et 5,9%..

Figure 12 : part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales

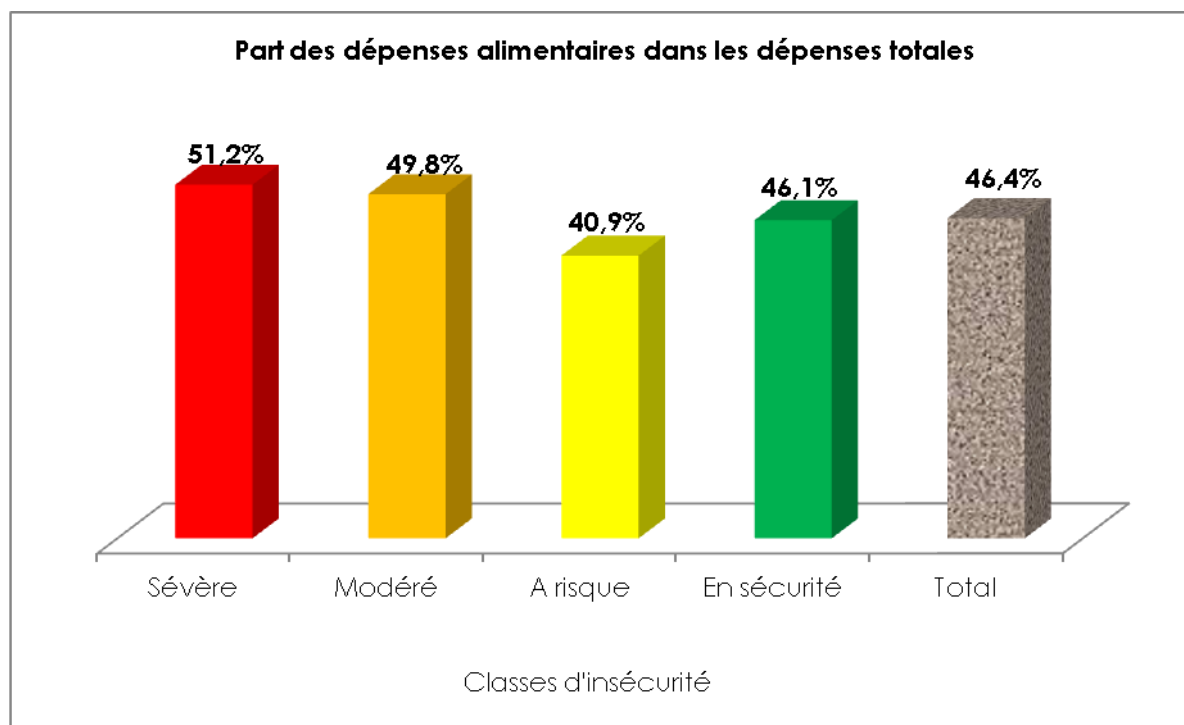


Figure 13 : Contribution des dépenses par poste dans les dépenses globales et contribution des dépenses par groupe d'aliments dans les dépenses alimentaires

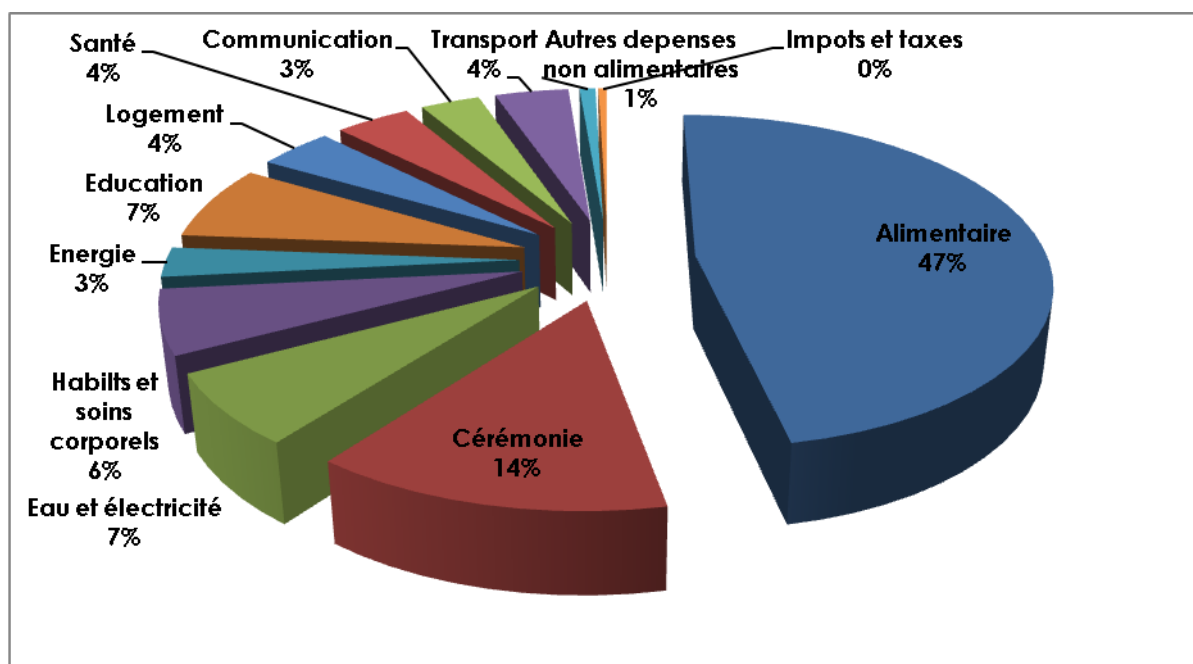
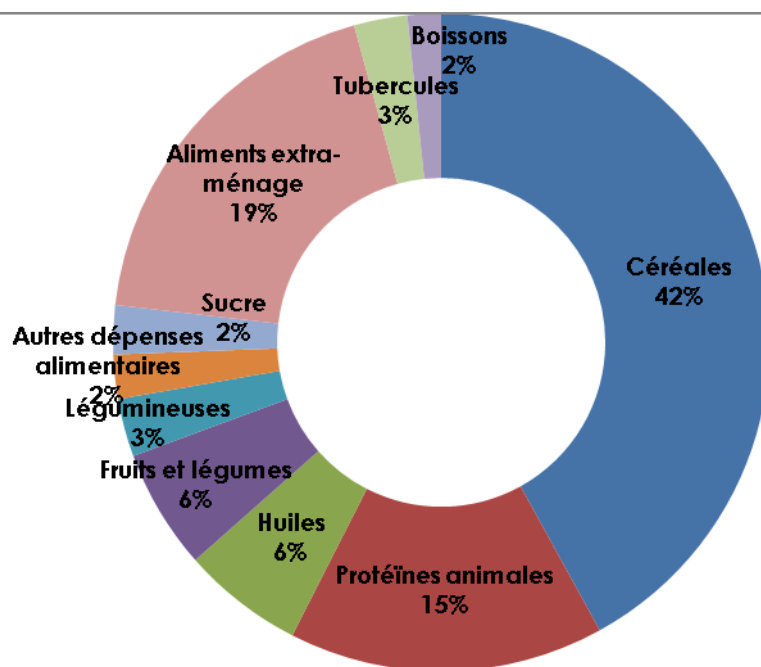


Tableau : Part du budget consacré à l'alimentation selon le type d'aliments et le niveau d'insécurité alimentaire

Type d'aliments	Sévère	Modéré	A risque	En sécurité	Ensemble
Céréales	52,9	40,4	51,4	39,4	42,0
Protéines animales	9,3	16,0	16,4	16,5	15,5
Huiles	4,2	5,9	5,3	6,4	6,0
Fruits et légumes	4,6	5,9	5,0	6,3	5,9
Légumineuses	5,6	2,3	4,2	2,3	2,8
Autres dépenses alimentaires	2,1	1,0	1,9	2,5	2,2
Sucre	2,3	2,1	2,7	2,5	2,4
Aliments extra-ménage	16,8	22,4	9,6	19,3	18,9
Tubercules	1,5	2,4	2,7	2,9	2,6
Boissons	0,8	1,7	0,9	1,9	1,7

Figure : Proportion des dépenses qui est consacrée à l'alimentation du ménage



IV. APPRECIATION QUALITATIVE DE LA VULNERABILITE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU NIVEAU DES VILLAGES

L'enquête a permis d'apprécier qualitativement les différents chocs ayant affecté les villages au cours des douze (12) derniers mois et des trois dernières années. Elle a également permis d'apprécier l'évolution de la situation alimentaire, des prix des produits alimentaires et du bétail, de la situation pastorale et nutritionnelle selon les villages.

4.1. LES CHOCS

Au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête, 82% des villages enquêtés affirment qu'ils ont été affectés par une crise alimentaire, 63,4% par la hausse des prix des produits manufacturés et alimentaires, 61% par une baisse de revenu, 52% par une perte de bétail, 50% par une maladie de bétail, 38% par des inondations, et 37% par une maladie/perde d'un membre du ménage.

Selon les régions, les proportions des villages affectées par la crise alimentaire sont 100% pour les villages enquêtés de Maradi et 92,3% respectivement pour ceux de Dosso et Diffa. Concernant la hausse des prix des produits manufacturés et alimentaires, elle affecte beaucoup plus les villages enquêtés de Zinder et Dosso (81%), Niamey (80%) et Maradi (72,1%).

Concernant les inondations, les proportions des villages qui affirment être affectés sont plus fortes dans les régions de Niamey (90%), Tillabéri (59%), Dosso (58%) et Maradi (51%).

Selon les régions, 97% des villages enquêtés de la région de Maradi affirment être affectés trois (3) fois, 96,2 % a de Diffa (2) deux fois et 94,2 % de Dosso (2) deux fois par une crise alimentaire en moyenne au cours des trois dernières années.

Les résultats de l'enquête montrent que 43,2% des villages enquêtés reconnaissent avoir été affectés au cours des trois dernières années par des inondations. Cette proportion est de 80% pour les villages de Niamey, 66% pour ceux de Tillabéri et 63,3% pour ceux de Maradi. La récurrence des inondations est beaucoup plus ressentie dans les villages des régions de Niamey et Tillabéri où ce choc a affecté en moyenne deux (2) fois ces régions au cours de ces trois dernières années.

La hausse des prix de produits manufacturés/ alimentaire a affecté au cours des trois dernières années 65% des villages enquêtés. Cette perception est importante dans

les villages des régions de Dosso (85%), Zinder (81%), Niamey (80%) et Tillabéri (72%). Ce choc est beaucoup plus récurrent pour les villages de la région de Dosso qui déclarent être affectés en moyenne trois (3) fois au des trois dernières années.

4.2. APPRECIATION QUALITATIVE DE LA SITUATION ALIMENTAIRE DES VILLAGES

L'évolution de la situation alimentaire courante a été appréciée aussi si bien par rapport au mois précédant que par rapport à la même période de l'année passée.

Ainsi, 35% des villages enquêtés affirment que la situation alimentaire est dégradée par rapport au mois passé alors que par rapport à la même période de l'année passée, il s'agit de 56% des villages.

Selon les régions et par rapport au mois passé les proportions de villages ayant déclaré une dégradation de la situation alimentaire, sont plus élevées dans les régions d'Agadez (53,6%), Maradi (40,3%) et Tahoua (39,3%).

Tableau : Perception de l'évolution de la situation alimentaire par rapport au mois précédant selon les régions

		Q34 : Par rapport au mois passé la situation alimentaire est				Total
		Améliorée	Stable	Dégradée	Beaucoup dégradée	
Région	Agadez	14,3%	28,6%	53,6%	3,6%	100,0%
	Diffa	30,8%	38,5%	26,9%	3,8%	100,0%
	Dosso	61,5%	11,5%	25,0%	1,9%	100,0%
	Maradi	48,4%	6,5%	40,3%	4,8%	100,0%
	Tahoua	34,8%	13,5%	39,3%	12,4%	100,0%
	Tillabéri	33,9%	21,0%	37,1%	8,1%	100,0%
	Zinder	68,1%	4,3%	25,5%	2,1%	100,0%
	Niamey	50,0%	30,0%	20,0%		100,0%
Total		43,4%	15,4%	35,1%	6,1%	100,0%

Comparé à la même période de l'année passée près de 56% des villages affirment une dégradation de la situation alimentaire. Les fortes proportions des villages ayant fait ce constat sont dans les régions de Tillabéri (66,1%), Maradi (62,9%) et Niamey (60%).

Il faut noter que près de 12% des villages enquêtés déclarent que la situation est beaucoup dégradée comparé à la même période de l'année passée. Les fortes proportions des villages ayant affirmé une nette dégradation de la situation par rapport à la même période de l'année passée se situent dans les régions de Niamey (20%), Tillabéri (17,7%) et Zinder (14,9%).

Tableau : Perception de l'évolution de la situation alimentaire par rapport à la même période de l'année passée selon les régions

		Q35 : Par rapport au même mois de l'année passée la situation alimentaire est				Total
		Améliorée	Stable		Beaucoup	

				Dégradée	dégradée	
Région	Agadez	28,6%	21,4%	39,3%	10,7%	100,0%
	Diffa	11,5%	23,1%	53,8%	11,5%	100,0%
	Dosso	30,8%	23,1%	44,2%	1,9%	100,0%
	Maradi	14,5%	14,5%	62,9%	8,1%	100,0%
	Tahoua	16,9%	13,5%	56,2%	13,5%	100,0%
	Tillabéri	6,5%	9,7%	66,1%	17,7%	100,0%
	Zinder	21,3%	8,5%	55,3%	14,9%	100,0%
Niamey			20,0%	60,0%	20,0%	100,0%
Total		17,3%	15,2%	55,9%	11,7%	100,0%

4.3. APPRECIATION QUALITATIVE DES PRIX DES CEREALES

Comparés au mois précédant l'enquête, 40% des villages estiment que les prix des céréales sur les marchés sont en hausse contre 77% en novembre 2011 et 42,4% des villages pensent que les prix des céréales sur les marchés sont en baisse contre seulement 2% des villages en novembre 2011.

Selon les régions, la proportion des villages ayant estimé une hausse des prix par rapport au mois passé est importante dans les villages des régions de Diffa (60%), de Tahoua (51%) et de Maradi (47,5%). Concernant la baisse des prix, elle est plus perçue dans les villages des régions de Dosso (72%), de Zinder (63%) et 39% dans ceux des régions de Tillabéri et Maradi

Tableau 18 : Répartition des villages selon l'évolution des prix des céréales par rapport au mois précédant l'enquête et selon les régions

		Q28 : Par rapport au mois passé les prix des céréales sont				Total
		En baisse	Stable	En hausse	En flambée	
Région	Agadez	14,3%	25,0%	46,4%	14,3%	100%
	Diffa	28,0%	12,0%	60,0%		100%
	Dosso	72,0%	6,0%	20,0%	2,0%	100%
	Maradi	39,0%	3,4%	47,5%	10,2%	100%
	Tahoua	33,0%	11,4%	51,1%	4,5%	100%
	Tillabéri	39,0%	18,6%	37,3%	5,1%	100%
	Zinder	63,0%	4,3%	19,6%	13,0%	100%
Niamey		37,5%	25,0%	37,5%		100%
Total		42,4%	11,0%	39,9%	6,6%	100%

Selon les résultats de l'enquête, 63,6% des villages enquêtés pensent que les prix des céréales sont en hausse par rapport au même mois de l'année passée. Cette proportion est de 72,9% des villages enquêtés de Maradi, 71,6 % pour la région de Tahoua et 69,6 % pour la région de Zinder. Par rapport à la baisse des prix, seulement 17,1 % des villages, au national, pensent que les prix sont en baisse comparé au même mois de l'année passée. Les fortes proportions des villages sont enregistrées dans les régions de Dosso (34,0 %) et Agadez (28,6 %).

Tableau 19 : Répartition des villages suivant l'évolution de la perception des prix de céréales par rapport au même mois de l'année passée selon les régions

		Q29 : Par rapport au même mois de l'année passée les prix des céréales sont				Total
		En baisse	Stable	En hausse	En flambée	
Région	Agadez	28,6%	10,7%	46,4%	14,3%	100,0%
	Diffa	8,0%	12,0%	60,0%	20,0%	100,0%
	Dosso	34,0%	24,0%	42,0%		100,0%
	Maradi	15,3%	5,1%	72,9%	6,8%	100,0%
	Tahoua	14,8%	4,5%	71,6%	9,1%	100,0%
	Tillabéri	6,8%	15,3%	66,1%	11,9%	100,0%
	Zinder	17,4%		69,6%	13,0%	100,0%
	Niamey	12,5%	25,0%	62,5%		100,0%
Total		17,1%	9,9%	63,6%	9,4%	100,0%

4.4. APPRECIATION QUALITATIVE DES PRIX DU BETAIL

Par rapport au mois précédant l'enquête, 56% des villages enquêtés trouvent les prix du bétail en baisse contre 75% en novembre 2011. Cette perception est beaucoup plus perçue dans les villages enquêtés des régions de Zinder (70%), Diffa (69%), Agadez (68%), Tillabéri et Dosso (52%). La proportion des villages ayant perçu une hausse des prix des animaux par rapport au mois précédant l'enquête est de 31% au niveau national. 50% des villages de la région de Maradi ont cette perception, 42% et 37% pour ceux des régions de Dosso 2%) et Tillabéri respectivement.

Tableau 20 : Répartition des villages selon la perception de l'évolution des prix du bétail par rapport au mois précédant l'enquête selon les régions

		Q31a : Par rapport au mois passé les prix du bétail sont				Total
		En baisse	Stable	En hausse	En flambée	
Région	Agadez	68%	7%	21%	4%	100%
	Diffa	69%	12%	15%	4%	100%
	Dosso	52%	6%	42%		100%
	Maradi	35%	2%	50%	13%	100%
	Tahoua	60%	10%	22%	8%	100%
	Tillabéri	52%	10%	37%	2%	100%
	Zinder	70%	11%	13%	6%	100%
	Niamey	60%	10%	30%		100%
Total		56%	8%	31%	6%	100%

Les résultats de l'enquête font ressortir que 47% des villages enquêtés au niveau national pensent que les prix du bétail sont en hausse comparés à ceux de la même période de l'année passée contre 30% en novembre 2011. Les proportions les plus importantes sont enregistrées dans les villages enquêtés de Niamey (70,0%), 60% de

ceux de Maradi et 51% de ceux de Tahoua et de Tillabéri. Concernant la baisse des prix du bétail 37% de l'ensemble des villages enquêtés, au niveau national, pensent que les prix ont baissé par rapport à la même période de l'année passée contre 59% en novembre 2011. Cette proportion est plus importante pour les villages enquêtés des régions d'Agadez et Diffa (54%), Zinder (51%) et Tillabéri (39%).

Tableau 21 : Répartition des villages selon la perception de l'évolution des prix du bétail par rapport au même mois de l'année passée et selon les régions

		Q32a : Par rapport au même mois de l'année passée les prix du bétail sont				Total
		En baisse	Stable	En hausse	En flambée	
Région	Agadez	54%	7%	36%	4%	100%
	Diffa	54%	31%	12%	4%	100%
	Dosso	31%	19%	48%	2%	100%
	Maradi	23%	10%	60%	8%	100%
	Tahoua	30%	15%	51%	4%	100%
	Tillabéri	39%	10%	51%		100%
	Zinder	51%	4%	40%	4%	100%
	Niamey	30%		70%		100%
Total		37%	13%	47%	4%	100%

4.5. APPRECIATION QUALITATIVE SUR LA DISPONIBILITE ET LES NIVEAUX DES PRIX DES ALIMENTS POUR BETAIL

Il ressort du tableau ci-dessous que 36% des villages enquêtés déclarent que les prix des aliments pour bétail sont en hausse par rapport au mois précédant l'enquête contre 67,5% en novembre 2011. Les plus fortes proportions des villages ayant fait ce constat sont relevés dans les régions de : Niamey (60%), Diffa et Dosso (46%) et Tahoua (35%). La proportion des villages qui ont estimé que les prix des aliments pour bétail est de 28,4% au niveau national contre 9,5% en novembre 2011. Cette proportion est de 45,9 % pour les villages enquêtés de la région de Maradi, 40,3 % pour la région de Dosso et 29,0% pour la région de Tillabéri.

Tableau 22 : Répartition des villages selon la perception des quantités et prix des aliments pour bétail

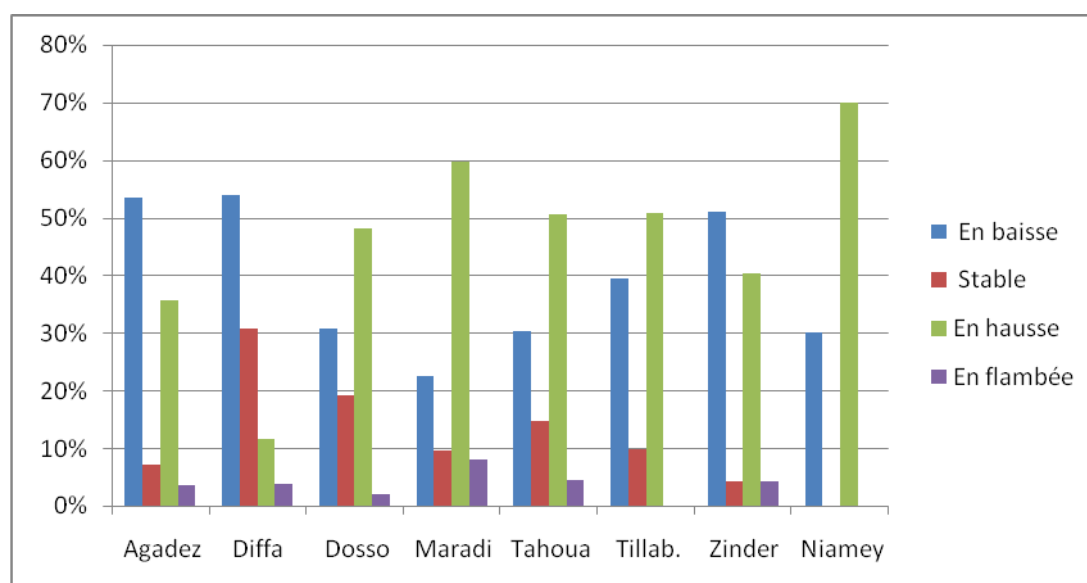
		Q31b : Par rapport au mois passé les prix des aliments bétail sont				Total
		En baisse	Stable	En hausse	En flambée	
Région	Agadez	14,81%	48,15%	25,93%	11,11%	100,00%
	Diffa	23,08%	26,92%	46,15%	3,85%	100,00%
	Dosso	40,38%	13,46%	46,15%		100,00%
	Maradi	45,90%	14,75%	32,79%	6,56%	100,00%
	Tahoua	22,73%	38,64%	35,23%	3,41%	100,00%
	Tillabéri	29,09%	40,00%	30,91%		100,00%
	Zinder	19,15%	51,06%	29,79%		100,00%
	Niamey		40,00%	60,00%		100,00%
Total		28,42%	32,79%	35,79%	3,01%	100,00%

Les résultats de l'enquête font ressortir que 42% des villages enquêtés au niveau national estiment que les prix des aliments pour bétail sont en hausse par rapport au même mois de l'année passée. Les plus fortes proportions sont enregistrées dans les villages enquêtés de la région de Tillabéri (59,2%), Niamey (55,5%) et Tahoua (43,1%).

Tableau 34 : la perception des prix des aliments pour bétail par rapport au même de l'année passée

		Q32b : Par rapport au même mois de l'année passée les prix des aliments bétail sont				Total
		En baisse	Stable	En hausse	En flambée	
Région	Agadez	7,41%	55,56%	29,63%	7,41%	100%
	Diffa	11,54%	38,46%	38,46%	11,54%	100%
	Dosso	32,69%	30,77%	32,69%	3,85%	100%
	Maradi	25,81%	25,81%	41,94%	6,45%	100%
	Tahoua	19,32%	30,68%	43,18%	6,82%	100%
	Tillabéri	14,81%	24,07%	59,26%	1,85%	100%
	Zinder	14,89%	44,68%	36,17%	4,26%	100%
	Niamey	11,11%	22,22%	55,56%	11,11%	100%
Total		19,45%	32,88%	41,92%	5,75%	100%

Figure 14 : la répartition des villages selon la perception sur les niveaux des prix des aliments pour bétail par rapport au même mois de l'année passée



4.6. LA TRANSHUMANCE

Les résultats de l'enquête révèlent que 20% des villages enquêtés affirment que le nombre d'animaux transhumant extraterritoriaux entrant du bétail sont en hausse de 20% par rapport au même mois de l'année passée. Cette situation est beaucoup plus perçue dans les villages enquêtés des régions de : Dosso (31%), Maradi (27%) et Zinder (23%).

Tableau 23 : Répartition des villages selon la perception du nombre d'animaux en transhumance extraterritoriale par rapport au même mois de l'année passée

		Q42a : Par rapport au même mois de l'année passée, le nombre d'animaux en transhumance extraterritoriale entrant est			Total
		En baisse	Identique	En hausse	
Région	Agadez	35,0%	50,0%	15,0%	100,0%
	Diffa	50,0%	30,8%	19,2%	100,0%
	Dosso	53,8%	15,4%	30,8%	100,0%
	Maradi	54,8%	17,7%	27,4%	100,0%
	Tahoua	54,7%	24,4%	20,9%	100,0%
	Tillabéri	33,3%	61,7%	5,0%	100,0%
	Zinder	48,9%	27,7%	23,4%	100,0%
	Niamey	37,5%	62,5%		100,0%
Total		48,5%	31,3%	20,2%	100,0%

Il ressort des résultats de l'enquête que 26,5% des villages enquêtés estiment que le nombre d'animaux transhumant extraterritoriaux sortant est en hausse comparé à la même période de l'année passée. Ce constat est plus ressenti pour les villages enquêtés de la région de Zinder (45%), suivi de Niamey (37,5%) de départ des animaux en direction d'autres pays et Tahoua (26%).

Tableau 38 : Répartition des villages selon la perception du nombre d'animaux en transhumance extraterritoriale sortant par rapport au même mois de l'année passée

		Q42b : Par rapport au même mois de l'année passée, le nombre d'animaux en transhumance extraterritoriale sortant est			Total
		En baisse	Identique	En hausse	
Région	Agadez	25,0%	50,0%	25,0%	100,0%
	Diffa	34,6%	46,2%	19,2%	100,0%
	Dosso	40,4%	32,7%	26,9%	100,0%
	Maradi	51,6%	24,2%	24,2%	100,0%
	Tahoua	40,5%	33,3%	26,2%	100,0%
	Tillabéri	18,6%	64,4%	16,9%	100,0%
	Zinder	21,3%	34,0%	44,7%	100,0%
	Niamey	12,5%	50,0%	37,5%	100,0%
Total		34,4%	39,1%	26,5%	100,0%

Pour ce qui est du nombre des animaux transhumant locaux entrant, 22,4% des villages enquêtés estiment que leur nombre est en hausse par rapport au même mois de l'année passée. Cette proportion est forte au niveau des villages enquêtés des régions de Diffa et Dosso (30,8% chacune), Maradi (27,9%) et Agadez (27,3%).

Tableau 40 : Répartition des villages selon la perception du nombre d'animaux en transhumance locale entrant par rapport au même mois de l'année passée

		Q43a : Par rapport au même mois de l'année passée, le nombre d'animaux en transhumance locale entrant est			Total
		En baisse	Identique	En hausse	
Région	Agadez	36,4%	36,4%	27,3%	100,0%
	Diffa	38,5%	30,8%	30,8%	100,0%
	Dosso	40,4%	28,8%	30,8%	100,0%
	Maradi	42,6%	29,5%	27,9%	100,0%
	Tahoua	53,5%	26,7%	19,8%	100,0%
	Tillabéri	33,9%	57,6%	8,5%	100,0%

	Zinder	42,6%	31,9%	25,5%	100,0%
	Niamey	25,0%	75,0%		100,0%
Total		42,4%	35,2%	22,4%	100,0%

4.7. APPRECIATION QUALITATIVE DE LA SITUATION NUTRITIONNELLE DES ENFANTS DE MOINS DE 5ANS

L'analyse des résultats de l'enquête au niveau village fait ressortir que 49% des villages enquêtés pensent que la situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq (5) ans est améliorée par rapport au mois précédant. Cette proportion est de 74% pour les villages enquêtés des régions de Zinder, 71% pour ceux de Maradi (71%) et 70% pour ceux de Niamey. Seulement 2% des villages enquêtés estiment que la situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq (5) ans est beaucoup plus dégradée. Il faut cependant signaler que 22% des villages pensent que la situation nutritionnelle est détériorée par rapport au mois précédant. Ce constat est surtout observé dans les villages enquêtés des régions de Tahoua (32%), Tillabéri (26%) et Agadez (21%).

Par rapport au même mois de l'année passée, 31% des villages enquêtés estiment que la situation nutritionnelle est améliorée. La proportion des villages qui affirment que la situation est beaucoup dégradée est de 4%. A ce niveau également, il faut préciser que 40% des villages enquêtés perçoivent une dégradation de la situation nutritionnelle. Les fortes proportions de villages qui estiment une dégradation de la situation nutritionnelle sont enregistrées dans les régions de Tahoua (52%), Zinder (51%) et Tillabéri (45%). Ainsi, les résultats montrent que la situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq (5) ans reste toujours une préoccupation dans toutes les régions, surtout dans celles de Tillabéri et de Tahoua. En effet, le nombre d'enfants malnutris dans ces deux régions est en augmentation respectivement dans 89% et 64% des villages. En outre, il a été constaté une diminution du nombre d'enfants malnutris dans 32% des villages de Dosso.

Tableau : Perception de l'évolution de la situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans par rapport au mois précédant l'enquête et au même mois de l'année passée

		Q38 : Par rapport au mois passé, situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans dans le village est				Q39 : Par rapport au même mois de l'année passée, situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans dans le village			
		Améliorée	Stable	Dégradée	Beaucoup dégradée	Améliorée	Stable	Dégradée	Beaucoup dégradée
Région	Agadez	39%	32%	21%	7%	43%	29%	21%	7%
	Diffa	8%	73%	15%	4%	12%	42%	46%	
	Dosso	63%	22%	16%		43%	31%	24%	2%
	Maradi	71%	13%	16%		52%	20%	28%	
	Tahoua	36%	31%	32%	1%	26%	19%	52%	2%
	Tillabéri	34%	33%	26%	7%	19%	27%	45%	8%
	Zinder	74%	9%	15%	2%	21%	19%	51%	9%
	Niamey	70%	20%	10%		10%	50%	40%	

Total	49%	27%	22%	2%	31%	25%	40%	4%
-------	-----	-----	-----	----	-----	-----	-----	----

4.8. PERCEPTION DE LA FREQUENTATION DES CENTRES DE RECUPERATION NUTRITIONNELLE PAR LES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS PAR REGION

Il faut noter que même si la perception de la fréquentation des centres de récupération est bonne, il n'en demeure pas moins qu'elle ne concerne pas tous les enfants malnutris. En effet, les 93% des villages enquêtés ayant déclaré la fréquentation des centres, estiment que c'est seulement 42% de tous les enfants malnutris qui fréquentent ces centres. Signalons que la perception du nombre des enfants qui fréquentent est en baisse de 41% par rapport mois précédant l'enquête. Selon les régions la perception du nombre des enfants fréquentant les centres est en baisse de 71% pour les villages de la région de Zinder, 61% et 57% pour ceux de Dosso et de Maradi respectivement.

Tableau 24 : Répartition des villages selon la perception de la fréquentation des centres de récupération nutritionnelle des enfants de moins de 5ans.

		Q37 : Les enfants malnutris fréquentent-ils des centres de récupération nutritionnelle		Q37.b : Si oui combien d'entre eux fréquentent un centre de récupération nutritionnelle				Q36.a : Si oui, par rapport au mois passé, le nombre des enfants malnutris de moins de 5 ans dans le village		
		Oui	Non	Tous les enfants malnutris	La majorité des enfants malnutris	Quelques enfants malnutris seulement	Très peu d'enfants malnutris	En augmentation	Stable	En diminution
Région	Agadez	81%	19%	13,6%	22,7%	36,4%	27,3%	52,0%	20,0%	28,0%
	Diffa	89%	11%	41,2%	47,1%	5,9%	5,9%	47,1%	35,3%	17,6%
	Dosso	94%	6%	40,0%	33,3%	17,8%	8,9%	23,9%	15,2%	60,9%
	Maradi	98%	2%	40,0%	43,3%	11,7%	5,0%	34,4%	8,2%	57,4%
	Tahoua	92%	8%	52,6%	32,9%	10,5%	3,9%	43,2%	28,4%	28,4%
	Tillabéri	90%	10%	42,0%	56,0%	2,0%		53,4%	25,9%	20,7%
	Zinder	100%		50,0%	28,6%	11,9%	9,5%	14,6%	14,6%	70,7%
	Niamey	86%	14%	14,3%	71,4%	14,3%		50,0%	50,0%	
Total		93%	7%	42,3%	38,9%	12,2%	6,6%	38,2%	20,9%	40,9%

V. PERSPECTIVES DE LA SITUATION ALIMENTAIRE

Pour les prochains mois la sécurité alimentaire dépendra des facteurs de risques d'insécurité alimentaire suivants selon le milieu.

En milieu rural

- Les conflits et l'insécurité résiduelle dans les pays voisins (Mali, Nigeria, Libye) qui pourraient affecter l'approvisionnement des marchés et les transferts des migrants particulièrement en période de soudure ;
- Le comportement des marchés (céréaliers et à bétail). Déjà les niveaux actuels des principales céréales ne sont pas à la portée des ménages en insécurité alimentaire sévère ;
- Les achats institutionnels pour la reconstitution des stocks nationaux, commerçants et des organisations coopératives qui pourraient stimuler une hausse des prix des céréales de base (mil, sorgho, maïs) ;
- Le niveau des déficits céréaliers dans certaines zones qui pourront anticiper la soudure pour les pour les ménages en insécurité alimentaire sévère et modéré ;
- Le niveau des déficits fourragers qui va impacter négativement l'embonpoint du bétail occasionnant ainsi une détérioration de la valeur marchande des animaux ;
- Le mouvement précoce des éleveurs pourraient occasionner des épizooties dans certaines zones.
- L'ampleur et de l'efficacité des interventions

En milieu urbain

- Les capacités de retentions des populations rurales dans leurs terroirs ;
- Le volume d'emplois générés par les secteurs public et privé ;
- Le comportement des marchés céréaliers surtout ;
- La prise en compte des politiques sociales en matière de gestion des personnes vulnérables ;
- L'ampleur et de l'efficacité des interventions ;

5.1. HYPOTHESES DE BASE

Les hypothèses de projection sont basées sur les facteurs suivants : la durée des stocks, la possession d'animaux et les stratégies d'adaptation qui, permettent de comprendre l'évolution de la situation alimentaire des ménages.

Ces variables sont combinés à d'autres facteurs comme les marchés, les sources de revenu et la situation sécuritaire qui prévaut dans la sous-région.

- Ainsi, tous les ménages dont la durée des stocks est inférieure à la valeur moyenne nationale (3,1 mois), qui n'ont pas assez de bétail (UBT inférieur à la valeur moyenne nationale : 2,12) et qui ont déjà commencé à mettre en œuvre des stratégies d'adaptation, comme s'ils étaient en période de soudure d'une année de crise (référence à Avril 2010) :
 1. s'ils sont en situation alimentaire sévère, ils resteraient sévères,
 2. s'ils sont en modéré, ils basculeraient en sévère,
 3. s'ils sont à risque ils basculeraient en modéré.
- Si la durée des stocks est comprise entre la valeur moyenne nationale et 5 mois au maximum ; ils n'ont pas assez de bétails (UBT inférieur à la valeur moyenne nationale) et ont déjà commencé à développer des stratégies d'adaptation, comme s'ils étaient en période de soudure d'une année de crise (référence à Avril 2010) :
 1. s'ils sont en modéré, ils basculeraient en sévère,
 2. s'ils sont à risque ils basculeraient en modéré.

Cette hypothèse est d'autant plus plausible eu égard aux comportements actuels des marchés surtout céréaliers. En effet, selon le Système d'Informations sur les Marchés Agricoles (SIMA), l'offre des céréales locales (mil et sorgho), serait en diminution au cours des prochains mois à cause de l'épuisement des stocks paysans. La disponibilité du riz importé serait stable.

Les prix de toutes les céréales sèches (mil, sorgho et maïs) seraient en augmentation du fait l'accroissement de la demande (institutionnelle et privée) des céréales sur les marchés. Cette tendance pourrait être aggravée par : la politique commerciale des pays d'approvisionnement (Nigéria, Bénin et Burkina Faso), l'envergure des achats (privés, institutionnels), l'évolution de la situation sécuritaire au nord Nigéria et les tracasseries routières.

Pour les marchés à bétail, le déficit céréalier et fourrager enregistré au cours de la campagne agropastorale 2013-2014 pourrait occasionner des baisses des prix du bétail pendant la soudure.

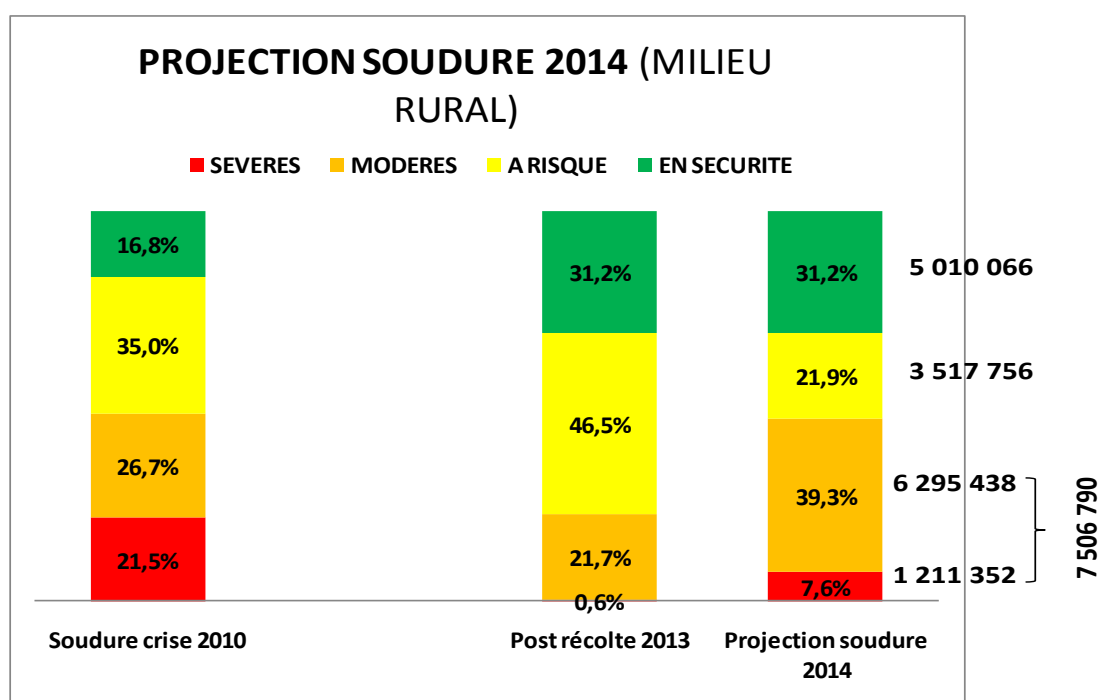
Les sources de revenu des ménages sont constituées principalement de la vente des produits agropastoraux (49%). Pour les ménages en situation alimentaire sévère et modéré cette capacité serait très faible en période de soudure. Il en serait de même pour les revenus tirés de l'exode à cause surtout de la situation sécuritaire dans certains pays de la sous-région.

NB : Seule la situation des ménages classés « modérément en insécurité alimentaire » ou « A risque » est susceptible de dégrader

5.2. SITUATION ALIMENTAIRE PROJETEE EN AVRIL 2014

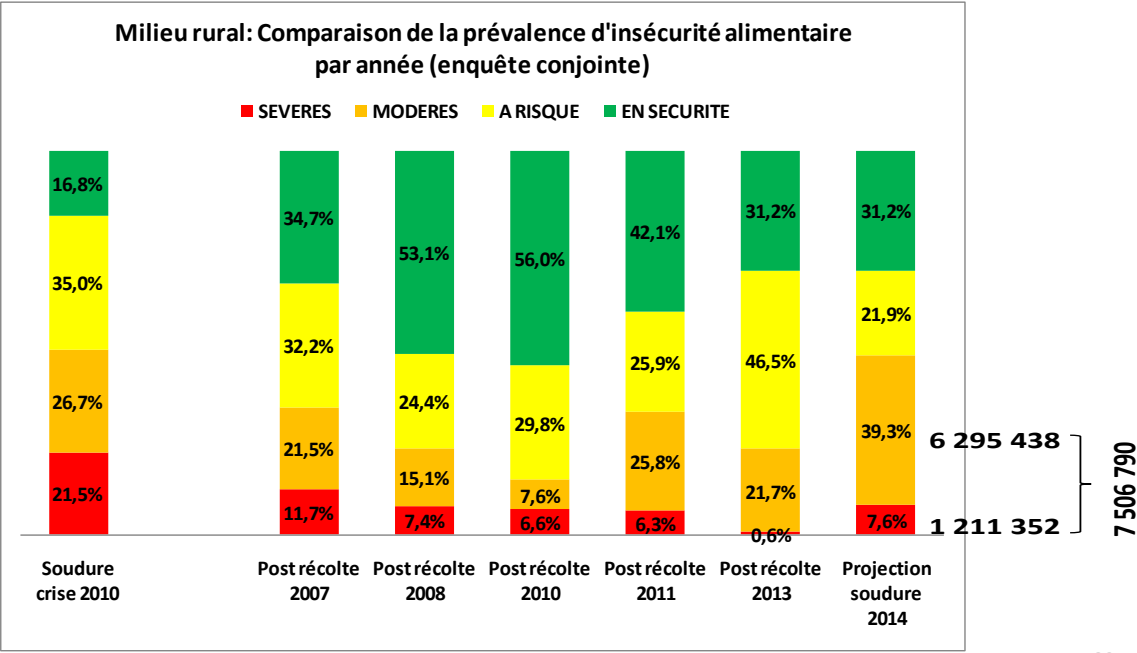
Ainsi sur la base des hypothèses ci-dessus, la situation alimentaire projetée en avril 2014 est présentée à travers le graphique ci-dessous.

Figure 15 : Comparaison de la prévalence d'insécurité alimentaire entre la situation observée en novembre 2013, et les projections faites pour avril 2014



31

Légende ■ SA « sévère » ■ ISA « modérée » ■ ISA « à risque » ■ Sécurité alimentaire



CONCLUSION

ANNEXES

Tableau : Répartition de la population selon la classe d'insécurité alimentaire et le statut matrimonial du chef de ménage en milieu rural

Statut matrimonial du chef de ménage		Classes d'insécurité alimentaire				
		Sévère	Modéré	A risque	En	Total
Marié(e) monogame	Effectif	61307	2264045	4705636	3200855	10231843
	%	0,6	22,1	46,0	31,3	100,0
Marié(e) polygame	Effectif	20928	932602	2209960	1562240	4725730
	%	0,4	19,7	46,8	33,1	100,0
Divorcé(e)	Effectif	3287	44732	83603	50916	182538
	%	1,8	24,5	45,8	27,9	100,0
Veuf/veuve	Effectif	12419	207066	391503	134638	745626
	%	1,7	27,8	52,5	18,1	100,0
Célibataire	Effectif	0	7033	22577	54905	84515
	%	0,0	8,3	26,7	65,0	100,0
Total	Effectif	97941	3455478	7413279	5003554	15970252
	%	0,6	21,6	46,4	31,3	100,0